

CRAPOUILLOT



l'anarchie

PAR VICTOR SERGE, ALEXANDRE CROIX ET JEAN BERNIER

I. La Guerre

HISTOIRE DE LA GUERRE

Par JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

I. Origines et causes secrètes.....	15 »
II. De Charleroi à Verdun.....	15 »
III. De la révolution russe à l'armistice.....	15 »
IV. Histoire de la paix.....	12 »
HISTOIRE DE LA GUERRE , édition réimprimée avec table, en un seul volume in-4° de 415 pages avec 350 illustrations, reliée pleine toile : 85 fr. ; reliée demi-chagrin.....	105 »
L'édition originale de luxe, numérotée, en 4 livraisons brochées, couvertures japon.....	130 »
L'édition originale de luxe numérotée, en 4 livraisons couvertures japon, rassemblées sous reliure de haut luxe, plein vélin.....	325 »
(Port des volumes reliés : France : 5 fr. ; Etranger : 10 fr.)	
LES HORREURS DE LA GUERRE , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LES MYSTÈRES DE LA GUERRE , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LES FUSILLÉS POUR L'EXEMPLE . Éd. cour.....	12 »
LA GUERRE INCONNUE . Édition courante.....	12 »
EXPÉDITIONS COLONIALES , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »

II. Etudes historiques

HISTOIRE DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE

I. De la Commune au boulangisme.....	12 »
II. Du Panama à l'Affaire Dreyfus.....	12 »
III. De la Séparation à l'après-guerre.....	12 »
Le même ouvrage, réimprimé avec table en un seul volume in-4°, relié pleine toile.....	73 »
Relié demi-chagrin.....	93 »
L'édition originale de luxe numérotée, les 3 tomes brochés, sous couvertures japon.....	90 »
L'édition originale de luxe numérotée, les 3 tomes brochés, sous couvertures japon rassemblés sous reliure de haut luxe plein vélin.....	285 »
(Port des volumes reliés : France : 5 fr. ; Etranger : 10 fr.)	
HISTOIRE DE LA PRESSE , par J. GALTIER-BOISSIÈRE et LEFEBVRE (2 tomes).....	30 »

III. Satires

LE BOURRAGE DE CRANES , présenté par GALTIER-BOISSIÈRE, luxe : 30 fr. Éd. cour.....	12 »
LES BONNES AFFAIRES (Suez, les pompes funèbres, les fakirs, les produits pharmaceutiques, le gros numéro), luxe : 30 fr. Éd. cour.....	12 »
VRAIE ET FAUSSE NOBLESSE , par Henri Bellamy, luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »

LES 200 FAMILLES , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LA FOIRE AUX GIROUETTES . Éd. originale : 30 fr. Éd. courante.....	12 »
M. GOGO ET SON BANQUIER . Édition originale : 30 fr. Édition courante.....	12 »

IV. Grandes enquêtes

LES CONCEPTIONS MODERNES DE LA SEXUALITÉ , par le docteur Allendy, luxe : épuisé. Édition courante.....	12 »
LES JUIFS , par Dior, luxe : 30 fr. Éd. courante.....	12 »
LE VATICAN , par Dior, luxe : 30 fr. Éd. courante.....	12 »
DE LÉNINE A STALINE , par Victor Serge. Édition originale : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LES FINANCIERS et la démocratie , par Delaisi, luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LES MARCHANDS DE CANONS , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
HITLER, EST-CE LA GUERRE ? , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LES MORTS MYSTÉRIEUSES , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LES MAÎTRES DU MONDE (Zaharoff, les Rothschild, etc.), luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LA VÉRITÉ SUR LA SARRE , luxe : 30 fr. Éd. c.....	12 »
MENACES SUR LE MONDE , luxe : 30 fr. Éd. c.....	12 »
LES ANGLAIS , luxe, épuisé. Édition courante.....	12 »
LES AMÉRICAINS , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »
LES ALLEMANDS , luxe : 30 fr. Édition courante.....	épuisé
LES PARISIENS , luxe : 30 fr. Édition courante.....	12 »

V. Le beau livre

LE JARDIN DU BIBLIOPHILE

NOEL 1928, tirage sur papier couché, les derniers exemplaires.....	30 »
NOEL 1929, tirage sur papier couché, les derniers exemplaires.....	30 »
NOEL 1930, édition de grand luxe avec 10 hors-texte dont 9 en couleurs, un des exemplaires sur japon : 200 fr. ; sur papier IDÉAL.....	50 »
Le même sur papier couché (sans les hors-texte du grand luxe).....	20 »
NOEL 1932, édition de luxe avec 3 hors-texte : 40 fr. ; édition sur papier couché (sans les hors-texte).....	20 »
LES ÉCRIVAINS POUR LES ENFANTS , luxe : 30 fr. Édition courante.....	10 »

VI. Livraisons diverses

MÉMOIRES DE VIDOCQ , luxe : 30 fr. Éd. cour.....	12 »
LA GASTRONOMIE , luxe : 30 fr. Éd. courante.....	12 »
LES VINS DE FRANCE , luxe : ép. Éd. cour.....	12 »
L'AUTOMOBILE , luxe : 30 fr. Éd. courante.....	12 »
HISTOIRE DU CINÉMA , luxe : 30 fr. Éd. cour.....	épuisé

COLLECTION 1937 : SIX numéros spéciaux : DE LÉNINE A STALINE. — VRAIE ET FAUSSE NOBLESSE. — LE VATICAN. — LE BOURRAGE DE CRANES. — LES CONCEPTIONS MODERNES DE LA SEXUALITÉ. — LES BONNES AFFAIRES. Les six numéros ensemble, net au lieu de 72 fr. : 65 fr. (Étranger A : 70 fr. Étranger B : 75 fr.) Pas de primes pour les collections.

ABONNEMENT 1938 : SIX numéros spéciaux à paraître (l'abonnement part de janvier, ou d'un mois quelconque de l'année). France et colonies : 65 fr. Étranger A (Belgique, Suisse, etc.) : 70 fr. Étranger B : 75 fr. Le nouvel abonné reçoit en **PRIME** gracieuse **DEUX NUMÉROS SPÉCIAUX** à choisir **EXCLUSIVEMENT** parmi les suivants : HITLER. — M. GOGO. — MENACES SUR LE MONDE. — LES MARCHANDS DE CANONS. — MÉMOIRES DE VIDOCQ. — LES FINANCIERS ET LA DÉMOCRATIE.

CRAPOUILLOT, 3, place de la Sorbonne, Paris (chèque postal : 417-26).

L'ANARCHIE

Numéro Spécial



DESSIN DE STEINLEN DANS « LA FEUILLE » de Zo d'Axa.

LA PENSÉE ANARCHISTE

par VICTOR SERGE

Les origines : La révolution industrielle du XIX^e siècle

La plus profonde révolution des temps modernes, accomplie en Europe dans la première moitié du XIX^e siècle, passe à peu près inaperçue des historiens. La Révolution française lui a déblayé les voies, les bouleversements politiques qui s'échelonnent, dans le monde, entre 1800 et 1850, contribuent, pour la plupart, à la hâter. Le sens du développement historique de cette époque est nettement discernable : un nouveau mode de production s'établit, pourvu d'une nouvelle technique. La révolution industrielle débute à vrai dire sous le premier Empire, avec les premières machines à vapeur. La locomotive est de 1830. Déjà les métiers à tisser, apparus tout au début du siècle, ont formé, dans des centres comme Lyon, un prolétariat industriel. En quelques dizaines d'années, la bourgeoisie, armée du machinisme, transforme, souvent au sens littéral du mot, la surface du globe. Les usines s'ajoutent aux fabriques et aux manufactures, changeant la physionomie des villes, leur procurant parfois une croissance sans précédent. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur modifient les notions mêmes de temps et d'étendue demeurées stables depuis l'antiquité. On voit se dégager, avec une brutale netteté, les contours des nouvelles classes sociales et d'âpres luttes s'engager entre elles. Le « vivre en travaillant ou mourir en combattant » des canuts lyonnais signifie au monde l'apparition du Quatrième État, né dans le désespoir. Moins de vingt ans plus tard, deux jeunes penseurs, à peine connus de quelques cercles de révolutionnaires, affirmeront, comme naguère Sieyès pour la bourgeoisie, que, n'étant rien, le prolétariat doit être tout : car tel est bien le sens du *Manifeste communiste* que Karl Marx et Engels mettent au point, en 1847, à Paris et Bruxelles, dans de misérables chambres d'hôtels...

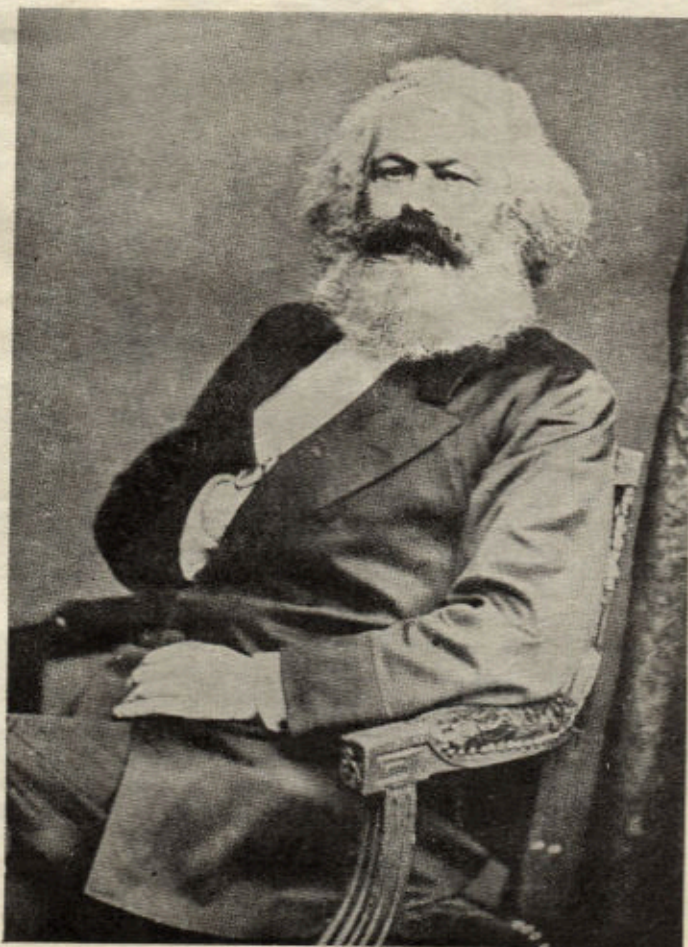
L'Europe s'apprête aux tourmentes de 1848. Ce monde, riche en expériences, sourdement et violemment travaillé par les conséquences de la révolution bourgeoise (1789-93-1800...) dans son statut politique, bouleversé par le machinisme et les modifications de structure sociale qu'il accélère, vit sur des conflits d'idées qui font penser à un combat de Ti-

tans. L'Allemagne, l'Italie, l'Europe centrale, morcelées en petits États semi-féodaux, ne font que d'entrer dans la voie de l'unité nationale, de sorte que les aspirations sociales s'y compliquent d'idéalisme national jeune-italien, jeune-allemand, jeune-tchèque... La Russie, entrée dans la vie européenne depuis les guerres du premier Empire, qui ont amené Alexandre I^{er} et ses cosaques à Paris, demeure une monarchie absolue, fondée sur le servage ; l'Angleterre, par contre, où s'achève la révolution industrielle, est une sorte de république couronnée, dans laquelle les bourgeois millionnaires n'ont pas moins de souveraineté que les landlords ; les traditions de 89-93 ne cessent d'animer en France des mouvements qui font de ce pays le véritable laboratoire des révolutions. Il faut tenir compte de la complexité et du dynamisme, d'aspects multiples, de ce temps pour y voir naître les idées du nôtre.

Karl Marx et Engels, venus d'Allemagne à Paris, cherchent à réaliser la synthèse de la philosophie allemande, de l'expérience révolutionnaire de la France et des progrès industriels de l'Angleterre. Ils jettent ainsi les bases du socialisme scientifique. Ils ont dû, pour y parvenir, réfuter l'affirmation individualiste d'un autre jeune hegelien, qu'ils ont connu à Berlin, Max Stirner, l'auteur de *l'Unique et sa Propriété*, c'est-à-dire d'un traité, raisonné à fond, de l'individualisme anarchiste. Personne n'a mieux dressé, de toute sa chétive hauteur, l'homme seul, l'Unique, prenant

conscience de lui-même, pour résister à toute la machine sociale, que Max Stirner, qui vit et meurt obscurément dans une campagne de Prusse, en cultivant son champ, seul, incompris même de sa femme. Son œuvre aide, par opposition, Marx et Engels, qui la critiquent dans *l'Idéologie allemande*, à poser le problème de l'homme social. Ils rencontrent à Paris deux autres fondateurs de l'anarchisme, Proudhon et Bakounine. Il se trouve ainsi, et nous n'avons pas à nous en étonner, que les créateurs de toute la pensée révolutionnaire moderne ont mûri dans les mêmes combats, formés par les mêmes attentes, quelquefois contradictoires ; se sont coudoyés, compris, estimés, éclairés les uns les autres, avant de se diviser, chacun obéissant à sa loi intérieure — reflet d'autres lois plus générales — pour accomplir sa mission propre.

Dès alors, les idées sont fixées. La doctrine individualiste de Stirner, si elle a peu d'adeptes, ne semble pas, après quatre-vingts ans, susceptible d'être revue ou amendée : elle est définitive, dans l'abstrait. La doctrine du



KARL MARX

Manifeste communiste demeure aujourd'hui la base du socialisme. La gestation de l'anarchisme sera plus longue, puisqu'il n'atteint à ses formules contemporaines qu'avec Kropotkine, Élisée Reclus et Malatesta, sensiblement plus tard, après 1870 et la fin du bakounisme proprement dit ; mais les lignes essentielles en sont données dès la moitié du XIX^e siècle. Comment ne pas voir dans ce fragment d'une lettre de Proudhon à Karl Marx, datée de Lyon le 17 mai 1846, une des premières affirmations de l'esprit libertaire dans la marche au socialisme :

« Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir ; mais pour Dieu ! après avoir démolé tous les dogmatismes a priori, ne songeons point à notre tour, à endoctriner le peuple ; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Martin Luther, qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt à grand renfort d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante. Depuis trois siècles, l'Allemagne n'est occupée que de détruire le replâtrage de M. Luther ; ne taillons pas au genre humain une nouvelle besogne par de nouveaux gâchis. J'applaudis de tout mon cœur à votre pensée de produire un jour toutes les opinions ; faisons-nous une bonne et loyale polémique ; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion ; cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations ; flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes ; ne regardons jamais une question comme épuisée, et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommençons s'il faut, avec l'éloquence et l'ironie. A cette condition, j'entrerais avec plaisir dans votre association, sinon, non (1) ! »

Proudhon, Bakounine, Marx

LE Qu'est-ce que la propriété ? de Proudhon est de 1840 ; la *Philosophie de la Misère* de 1846. (Marx y répondra par sa *Misère de la philosophie*...) Esprit juridique, esprit pratique aussi, de petit artisan français, Proudhon définit la propriété par le vol, constate en termes d'une clarté parfaite l'antagonisme des possédants et des salariés exploités, en déduit la nécessité d'une révolution sociale, mais se réfugie aussitôt dans le mutualisme. Marx dira de lui que « le petit bourgeois est la contradiction vivante » — et Blanqui que « Proudhon n'est socialiste que par l'illégitimité de l'intérêt » (2). Kropotkine le justifiera en ces termes : « Dans son système mutualiste, que cherchait-il, sinon de rendre le capital moins offensif, malgré le maintien de la propriété individuelle, qu'il détestait au fond de son cœur, mais qu'il croyait nécessaire comme garantie pour l'individu contre l'État (3) ? » « La révolution qui reste à faire, écrit Proudhon, consiste à substituer le régime économique ou industriel au régime gouvernemental, féodal et militaire... Alors le drapeau rouge sera proclamé étendard fédéral du genre humain. » La plupart des arguments qui alimentèrent la polémique entre Marx et Proudhon se retrouvent encore dans l'arsenal actuel des marxistes et des anarchistes. L'aversion des anarchistes pour l'action politique, conçue comme superflue par rapport à l'action économique, seule valable, date de Proudhon. Comme beaucoup de syndicalistes d'aujourd'hui, qui ont commencé par être libertaires et révolutionnaires,

avant de s'assagir dans le réformisme, Proudhon, dans le système qu'il préconise, aboutit à un ensemble de réformes destinées à garantir les droits de l'individu-producteur et déduites, non de l'étude du devenir social, mais de principes abstraits, à base de sentiments et de moralité. Le grand moraliste révolutionnaire se mue ainsi, malgré lui, en conservateur. « Après avoir ébranlé le système social et proclamé l'imminence de la révolution, il finissait par sauvegarder le mécanisme actuel sous une forme plus ou moins atténuée. S'il se classe au rang des socialistes par sa critique, il demeure un conservateur petit-bourgeois dans le domaine de la pratique (1). » Le père de l'anarchisme est aussi celui du réformisme.

Marx a, tout au début de sa carrière, réfuté Stirner, puis combattu Proudhon ; les dernières années de sa vie, au sein de la 1^{re} Internationale, il les usera en grande partie à combattre Bakounine, autre incarnation — tout à fait indomptable — de l'esprit anarchiste. De petite noblesse russe, officier dans l'armée du tsar Nicolas I^{er}, nourri de despotisme au point de ne plus pouvoir vivre que pour la révolution, combattant de 48 à Dresde et à Prague, enchaîné au mur de son cachot d'Olmütz, livré au tsar, enfermé dans les forteresses de Pierre et Paul et de Schlüsselbourg, écrivant là, dans une casemate, une *Confession* adressée à Nicolas I^{er}, où fourmillent les passages prophétiques, déporté en Sibérie, évadé, reprenant à travers l'Occident sa vie de révolutionnaire, disciple et traducteur de Marx, adversaire irréconciliable de Marx, fondateur d'une internationale secrète dans la première Internationale des travailleurs, repoussé, âprement combattu, parfois diffamé, émeutier, dans ses dernières années, à Lyon et conspirateur à Bologne, il ne renoncera à l'action qu'au dernier moment de sa vie, pour mourir. Il aura beaucoup varié, avec une puissante fidélité à lui-même. Sa définition de l'anarchie, la voici, telle qu'il la donne dans *Dieu et l'État* : « Nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patentée, officielle et légale, même issue du suffrage universel, convaincu qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit de la minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie. »

Citons ici ses jugements, peu connus, sur Marx et Proudhon. Bakounine écrit à Marx, en décembre 1868 :

« Mon cher ami ! Je comprends maintenant plus que jamais combien tu as raison de suivre le grand chemin de la révolution économique et de nous convier à nous y engager, en méprisant les gens qui errent dans les chemins de traverse des équipées tantôt nationales, tantôt politiques. Je fais maintenant ce que tu fais déjà depuis vingt ans... Ma patrie est désormais l'Internationale dont tu es l'un des fondateurs. Ainsi, mon cher ami, je suis ton disciple et fier de l'être. »

Franz Mehring, dans sa biographie de Marx, cite encore les textes suivants, de Bakounine :

« Marx est un penseur économiste sérieux et profond. Son



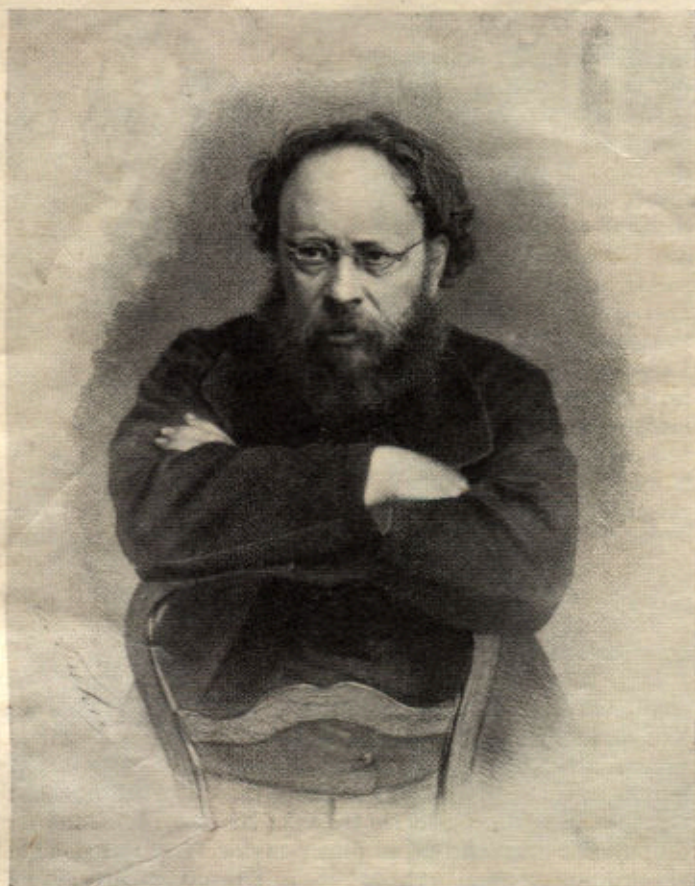
BAKOUNINE

(1) Proudhon : *Lettres* (Grasset, 1929).

(2) Paul Louis : *Hist. du socialisme en France* (Rivière).

(3) P. Kropotkine : *Le salariat*.

(1) Paul Louis : *Hist. du socialisme en France* (Rivière).



PROUDHON

immense supériorité sur Proudhon vient de ce qu'il est authentiquement matérialiste. Proudhon, en dépit de tous les efforts qu'il a faits pour se dégager des traditions de l'idéalisme classique, est néanmoins resté toute sa vie un idéaliste impénitent ; il tombait tour à tour sous l'empire de la Bible ou du droit romain, comme je le lui disais deux mois avant sa mort, et c'était toujours un métaphysicien jusqu'au bout des ongles... Marx, en tant que penseur, est dans la bonne voie. Il a établi — c'est sa thèse essentielle — que tous les phénomènes religieux, politiques et juridiques de l'histoire sont non les causes mais les conséquences du développement économique... D'autre part, Proudhon comprenait et sentait beaucoup mieux la liberté que Marx ; Proudhon avait l'instinct d'un vrai révolutionnaire quand il ne se laissait pas séduire par les théories et les jantaisies. Il adorait Satan et prêchait l'anarchie. Il est bien possible que Marx parvienne à s'élever à un système de liberté plus raisonnable encore que celui de Proudhon, mais il n'a pas la puissance spontanée de ce dernier (1). »

Bakounine lui-même, ses contemporains l'ont quelquefois appelé « l'incarnation de Satan ». A travers les dissensions, les intrigues, les polémiques, les manœuvres où personne, vraiment, n'a le beau rôle, qui mènent à sa perte l'Internationale des travailleurs, un peu avant, un peu après la défaite de la Commune de Paris, l'idée et le sentiment anarchistes se précisent. L'influence de Bakounine finit par l'emporter sur celle de Marx en Espagne, en Italie, en Russie, en Suisse romande et partiellement en Belgique. Au « socialisme autoritaire » de Marx, Bakounine oppose inégalement, avec des organisations secrètes, son « socia-

lisme antiautoritaire » qui prépare une révolution sociale, immédiate et directe. « Nous... refusons de nous associer à tout mouvement politique qui n'aurait pas pour but immédiat et direct l'émancipation complète des travailleurs. » C'est aussi la querelle du romantisme révolutionnaire et du mouvement ouvrier naissant (1). Alors que Marx et Engels cherchent à bâtir une vaste organisation internationale des ouvriers, appelée à progresser pas à pas, pour devenir l'instrument de plus en plus efficace de la lutte des classes, intervenir dans la vie politique, s'acheminer enfin, avec une puissance irrésistible, vers la conquête du pouvoir, instituer la dictature du prolétariat (dictature contre les classes possédantes vaincues et, sous son autre face essentielle, large démocratie des travailleurs), les bakounistes entendent provoquer à brève échéance la subversion du capitalisme par le simple déchaînement des forces populaires ; ils croient à la fois à une spontanéité révolutionnaire des masses arriérées, c'est-à-dire non organisées, et à l'action énergique de minorités ; ils condamnent l'action politique, dont ils dénoncent la duperie, en lui opposant l'action insurrectionnelle ; ils dénoncent à l'égard du capital, l'État et le principe d'autorité dont il procède. A la centralisation étatique ils opposent le fédéralisme (non sans centraliser d'ailleurs leur propre organisation). Enfin, Bakounine, qui semble n'avoir jamais compris Marx à fond, garde à certains égards des idées spécifiquement russes, sur le rôle, dans la révolution à venir, de la pègre, des déclassés, des hors la loi, des bandits : il leur attribue une fonction utile et importante. Le banditisme fut souvent, en effet, dans la vaste Russie paysanne, livrée au despotisme, une forme sporadique de la protestation révolutionnaire des masses ; et les déclassés, nobles et petits bourgeois passés à la cause populaire commençaient à former une *intelligentsia* révolutionnaire. Marx, par contre, instruit par l'expérience des pays industriels, savait que le « lumpen-prolétariat » ou « sous-prolétariat en haillons » qui constitue la populace des grandes villes, loin d'être, de par sa nature même, un facteur révolutionnaire, est infiniment corrompible et instable, c'est-à-dire enclin à servir la réaction ; c'est sur les masses ouvrières organisées qu'il fondait son espoir et non sur le déchaînement de la populace. Dans *l'État et l'anarchie*, Bakounine s'indigne de ce que « la populace paysanne qui... ne jouit pas de la sympathie des marxistes et se trouve à l'échelon le plus bas de la culture » doive être, suivant le schéma de la révolution de Marx, « probablement gouvernée par le prolétariat des villes et des fabriques ». En Russie absolutiste et semi-féodale, la paysannerie la plus pauvre est, en effet, un facteur de révolution — dont Bakounine ne fait que surévaluer les capacités ; et comme il n'y a guère de prolétariat, on est amené à comprendre l'erreur théorique de l'anarchiste. Marx, par contre, commentant ces lignes, observe avec raison qu'en Europe occidentale, les petits propriétaires ruraux « font échouer toute révolution ouvrière comme ils l'ont fait jusqu'à présent en France » — et lui imposeront à l'avenir toute une politique de gouvernement. « Bakounine voudrait, note-t-il, que la révolution sociale européenne, fondée sur la production capitaliste, s'accomplisse au niveau de l'agriculture des peuples pastoraux russes et slaves ! (2) »

On remarquera que l'anarchisme bakouniste ne s'enracine que dans les pays agricoles, où il n'y avait presque pas de prolétariat véritable : Russie, Espagne, Italie. Il fut également influent sur quelques points où, rejoignant

(1) Voir le ch. XVIII (Michel Bakounine) du *Karl Marx* de B. Nicolaevsky et O. Menchen-Helfen (Gallimard).

(2) Note sur *l'État et l'anarchie* dans *Contre l'anarchisme* (K. Marx et F. Engels) (Bureau d'éditions).

(1) Franz Mehring : *Karl Marx*, p. 327, d'après l'édition russe de 1920, mise au pilon en U. R. S. S.

la tradition libertaire et mutuelliste de Proudhon, il devint l'idéologie de petits artisans : à Paris, en Suisse romande, en Belgique. Sitôt que le développement industriel s'accroît dans ces mêmes pays, l'anarchisme y cédera la prééminence, dans le mouvement révolutionnaire, au socialisme ouvrier, marxiste.

Kropotkine, Reclus, Malatesta

BAKOUNINE meurt en 1876. Les trois têtes qui vont repenser le problème à neuf sont déjà prêtes à prendre sa succession. Le prince Pierre Kropotkine, officier, voyageur et géographe, s'est lié aux cercles révolutionnaires de Russie, a subi l'influence bakouniste, étudié Fourier, Saint-Simon, Tchernychevski. Il s'évade de la forteresse de Pierre et Paul où conduit forcément sous l'Empire policier toute pensée désintéressée. Élisée Reclus, jeune savant passionné de connaître la terre, a passé par les bataillons de la Commune, vu fusiller Duval, marché, prisonnier à la face poudreuse, sur la route de Versailles. Enrico Malatesta est un ouvrier italien. Avec eux le communisme anarchiste atteint à la fin du siècle une étonnante clarté intellectuelle, une rayonnante hauteur morale. Le mouvement ouvrier s'alourdit de scories et s'embourbe au sein d'une société capitaliste en plein essor. Vastes organisations syndicales, puissants partis de masses dont la socialdémocratie allemande est l'exemple, s'incorporent en réalité au régime qu'ils affectent de combattre. Le socialisme s'embourgeoise, jusque dans sa pensée qui refoule délibérément les prévisions révolutionnaires de Marx ; il s'installe dans la prospérité capitaliste à l'époque bénie où, le partage du monde, c'est-à-dire des pays producteurs de matières premières et des marchés, n'étant pas terminé, l'industrie, le commerce et la finance peuvent se croire voués à des progrès incessants. Les aristocraties ouvrières et les bureaucraties politique et syndicale donnent le ton à la revendication prolétarienne assagie ou réduite à un révolutionnarisme purement verbal. Ce n'est qu'opportunisme, parlementarisme, réformisme, révision du socialisme avec Bernstein, ministérialisme avec Millerand, combines politiques. La généreuse intelligence d'un Jaurès ne l'empêche pas d'admettre la présence, dans un cabinet Waldeck-Rousseau, du socialiste Millerand, à côté du fusilleur de la Commune, M. le général marquis de Galliffet. L'intransigeance doctrinale, quand elle se manifeste, avec un Kautsky, un Guesde, ne parvient pas à remonter le courant ; elle reste théorique. De plus, rébarbative, car la vie profonde manque à ses formules. Envisagez les conséquences de cet état de choses dans la vie personnelle : cela compte plus qu'on ne pense de coutume. Le militant a cédé le pas au fonctionnaire et au politique ; le politique n'est souvent qu'un politicien. Ce socialisme qui a perdu son âme révolutionnaire — plus d'une fois l'ayant vendue pour un plat de lentilles bien servi dans l'assiette au beurre — peut-il satisfaire toute la classe ouvrière ?

Le prolétariat comprend des couches d'ouvriers mal payés, manœuvres et professions défavorisées (on esquivera même à leur sujet une théorie des métiers majeurs et des métiers mineurs), des immigrés venus des pays industriellement arriérés, des déclassés, des artisans cultivés menacés de prolétarianisation : bref beaucoup d'inquiets, d'insatisfaits, pour lesquels il n'y a pas de prospérité capitaliste, pour lesquels dès lors subsiste, dans toute sa dureté, le problème de la révolution et, avec lui, celui de la vie des révolutionnaires. Kropotkine, Élisée Reclus, Malatesta (et bientôt Jean Grave, Sébastien Faure, Luigi Fabbri, Max Nettlau...) leur apportent une idéologie virile, dont le mérite éclatant est d'être inséparable de la vie per-

sonnelle. L'anarchisme, tout autant qu'une doctrine d'émancipation sociale, est une règle de conduite. Nous y voyons une réaction profondément saine contre la corruption du socialisme à la fin du XIX^e siècle.

Pas plus qu'elle ne saurait être considérée en soi, détachée de son contenu *social*, une idéologie ne peut l'être détachée de son contenu *moral*, de ce qu'aujourd'hui on appellerait sa mystique. La théorie du communisme anarchiste, bien que Kropotkine et Reclus aient pris grand soin de la rattacher à la science, procède moins de la connaissance, de l'esprit scientifique que d'une aspiration idéaliste. C'est un utopisme armé de connaissance, et d'une connaissance du mécanisme du monde moderne beaucoup moins objective, moins scientifique que celle du marxisme. C'est aussi un optimisme de déclassés désespérés : les bombes de Ravachol et d'Émile Henry l'attestent.

De la constatation de l'iniquité sociale et de l'acheminement, qu'il observe, vers des formes collectives de propriété, Kropotkine (*La Conquête du pain. Pages d'un Révolté*) déduit la nécessité de la révolution. Celle-ci doit se faire contre le capital et contre l'État. La société de demain sera communiste et fédéraliste : une fédération de communes libres, formées à leur tour de multiples associations de travailleurs libres. Dans *L'Entraide*, un de ses livres les plus remarquables, Kropotkine s'attache à démontrer que la solidarité fut de tout temps la base même de la vie sociale. Les communes des belles époques du moyen âge, qui se passaient de l'État, lui paraissent préfigurer les communes futures d'une société décentralisée, sans État. Comment travailler pour la révolution ?

Le communisme anarchiste repousse l'action politique et n'admettra qu'après des années de luttes intérieures l'action syndicale. Il fait appel, plus qu'aux classes sociales, aux hommes de bonne volonté, à la conscience plus qu'aux intérêts économiques des masses. Vivant selon leur idéal d'hommes libres et désintéressés, les anarchistes éveilleront l'esprit de révolte et de solidarité des masses ; susciteront en elles une conscience nouvelle ; déchaîneront leurs forces créatrices — et la révolution se fera le jour où les masses auront compris...



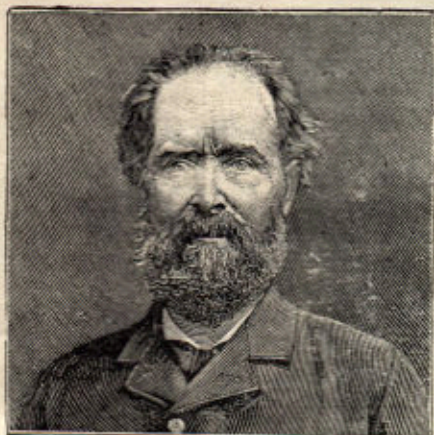
KROPOTKINE

Idéalisme

LES écrits procurent une singulière impression d'intelligence ingénue, d'énergie morale, de foi et, disons le mot, d'aveuglement.

Pour résoudre le problème social en faveur de tous il n'y a qu'un moyen : expulser révolutionnairement le gouvernement ; exproprier révolutionnairement les détenteurs de la richesse sociale ; mettre tout à la disposition de tous et faire en sorte que toutes les forces, toutes les capacités, toutes les bonnes volontés existant parmi les hommes agissent pour pourvoir aux besoins de tous. (E. MALATESTA : *L'Anarchie*.)

Je ne découpe pas arbitrairement un texte : il n'y a pas de contexte. Les affirmations de ce genre foisonnent dans les publications anarchistes. Sur le « comment s'y prendre », pas un mot d'explication. Parcourons *L'Encyclopédie anarchiste* éditée à Paris il y a peu d'années. Première page :



ÉLISÉE RECLUS

Bien-être pour tous!

Liberté pour tous!

Rien par la contrainte : tout par l'entente libre!

Tel est l'Idéal des anarchistes.

Il n'en existe pas de plus précis, de plus humain, de plus élevé.

La sociologie de Sébastien Faure procède tout bonnement des constatations suivantes :

1^o L'individu recherche le bonheur ;

2^o La société a pour but de le lui procurer ;

3^o La meilleure forme de société est celle qui se rapproche le plus de ce but (1)...

De là se déduit, par le simple mécanisme du raisonnement logique, la doctrine de l'entente universelle. Grotius, Bossuet, Mably, Helvetius, Diderot, Morelly, Stuart Mill, Bentham, Buchner sont cités pour finir par Benoît Malon :

« Le plus grand bonheur du plus grand nombre, par la science, la justice, la bonté, le perfectionnement moral : on ne saurait trouver plus vaste et plus humain motif éthique. » (p. 63.)

Sans doute, sans doute, serait-on tenté d'objecter, si l'on ne se sentait désarmé par cette passion du bien public acharnée à tirer d'elle-même tout un édifice de raisonnements derrière lequel disparaît la réalité, mais, encore une fois, comment s'y prendre ?

La conclusion de Sébastien Faure est d'un ton prophétique, sans plus :

« Partout, partout l'Esprit de Révolte se substitue à l'Esprit de soumission ; le souffle vivifiant et pur de la Liberté s'est levé ; il est en marche ; rien ne l'arrêtera ; l'heure approche où, violent, impétueux, terrible, il soufflera en ouragan et emportera, comme fétus de paille, toutes les institutions autoritaires. »

« C'est dans ce sens que se fait l'Évolution. C'est vers l'anarchie qu'elle guide l'Humanité. » (P. 69.)

Le vieux militant écrit ces lignes au bout d'une longue vie de combats, au moment où les régimes totalitaires s'imposent à la fois par la contre-révolution et par la révolution socialiste ; où il n'est plus question que de plans, d'économie dirigée, de dictature démocratique et de démocratie autoritaire.

« ... En fait comme en théorie, l'anarchiste est antireligieux, anticapitaliste (le capitalisme est la phase présentement historique de la propriété) et antiétatiste. Il mène de front le triple combat contre l'Autorité. Il n'épargne ses coups ni à l'État, ni à la Propriété, ni à la Religion. Il veut les supprimer tous les trois. »

« ... Nous ne voulons pas seulement abolir toutes les formes de l'Autorité, nous voulons encore les détruire toutes simultanément et nous proclamons que cette destruction totale et simultanée est indispensable (2). »

Du point de vue scientifique, cette doctrine d'agitation

(1) *Encyclopédie anarchiste*, t. I, p. 59, *Anarchie*.

(2) Sébastien Faure : Ouvr. cité, p. 84.

est en régression très nette sur les synthèses optimistes de Kropotkine et d'Élisée Reclus, aboutissant à une éthique et à un socialisme libertaire réellement fondés sur la connaissance de l'évolution historique. (L'optimisme philosophique, au demeurant, n'a pas besoin d'être justifié ; il est, il est une idée force et bien enracinée en nous.) Nous assistons à un déclin de l'anarchisme qui, depuis la guerre mondiale, n'a plus produit un seul idéologue comparable à ceux de la vieille génération. Les militants réputés d'aujourd'hui — Rudolf Rocker, Emma Goldman, Luigi Bertoni, Sébastien Faure, E. Armand, Max Nettlau, Voline, Vladimir Barnach, Aaron Baron (1) — sont des hommes d'avant-guerre. Les hommes d'action sont allés au syndicalisme.

Anarchisme chrétien. Individualisme

DEUX formes particulières de la pensée anarchiste mériteraient d'être étudiées : l'anarchisme chrétien et l'individualisme, qui d'ailleurs se touchent : « Le salut est en toi. » Tolstoï s'est quelquefois qualifié anarchiste chrétien. L'esprit de révolte contre toute injustice peut s'affirmer par la non-résistance au mal par la violence. Il n'y faut qu'un milieu social propice, comme celui des sectes religieuses russes ou hollandaises.

... J'ai vécu autrefois l'expérience de l'anarchisme individualiste français, apparenté à d'autres mouvements analogues, notamment aux États-Unis où des Italiens, étudiant Stirner, citant Ibsen, s'inspirant de Josiah Warren, de Benjamin Tucker et d'E. Armand, publiaient une grande feuille au titre fier : *Nihil*. Qu'il me soit permis de citer ici les notes que j'ai publiées sur ce sujet dans *Esprit* (2) :

« L'anarchisme nous prit tout entiers parce qu'il nous demandait tout, nous offrait tout. Pas un recoin de la vie qu'il n'éclairât, du moins nous semblait-il. On pouvait être catholique, libéral, radical, socialiste, syndicaliste même sans rien changer à sa vie, à la vie par conséquent. Il y suffisait après tout de lire le journal correspondant ; à la rigueur de fréquenter le café des uns ou des autres. Tissé de contradictions, déchiré en tendances et sous-tendances, l'anarchisme exigeait avant tout l'accord des actes et des paroles, un changement total dans la manière d'être. C'est pourquoi nous allâmes à la tendance extrême (à ce moment), celle qui, par une dialectique rigoureuse, en arrivait, à force de révolutionnarisme, à n'avoir plus besoin de la révolution... Nous y fûmes un peu poussés par le dégoût d'un certain anarchisme académique, très assagi, dont Jean Grave était le pontife aux *Temps Nouveaux*. L'individualisme venait d'être affirmé par Albert Libertad... Sa doctrine, qui devint la nôtre, était celle-ci : « Ne pas attendre de révolution. Les prometteurs de révolutions sont des farceurs comme les autres. Faire sa révolution soi-même. Être des hommes libres, vivre en camaraderie... ». Je simplifie évidemment, mais c'était aussi d'une belle simplicité. Commandement absolu, règle et « que crève le vieux monde ! ». De là partirent naturellement bien des déviations. « Vivre selon la raison et la science », conclurent certains, et leur pauvre scientisme, qui invoquait souvent la biologie mécaniste d'Yves Le Dantec, les conduisit à toutes sortes de ridicules, comme l'alimentation végéta-

(1) Aaron Baron est emprisonné en U. R. S. S. depuis dix-neuf ans... Les délégations de la C. N. T.-P. A. I. envoyées à Moscou ont-elles songé à s'enquérir du sort de ces hommes ?

(2) *Esprit*, n° 55, 1^{er} avril 1937, *Méditation sur l'anarchie*.

rienne ou fructarienne, dépourvue de sel, et aussi à des fins tragiques. On vit de jeunes végétariens engager des luttes sans issue contre la société entière. D'autres conclurent : « Soyons des en-dehors, il n'y a de place pour nous qu'en marge de la société », sans se douter que la société n'a pas de marge, qu'on y est toujours, y fût-on au fond des géôles, et que leur « égoïsme conscient » rejoignait, parmi les vaincus, l'individualisme bourgeois le plus féroce. Des troisièmes enfin, dont j'étais, tentèrent de mener de pair la transformation individuelle et l'action révolutionnaire, selon le mot d'Élisée Reclus : « Tant que durera l'iniquité sociale, nous resterons en état de révolution permanente... » (Je cite de mémoire.) L'individualisme anarchiste nous donnait prise sur la plus poignante réalité, sur nous-mêmes. Sois toi-même. Seulement, il se développait dans une autre ville-sans-évasion-possible, Paris, immense jungle, où un individualisme primordial, autrement dangereux, celui de la lutte pour la vie la plus darwinienne, réglait tous les rapports. Partis des servitudes de la pauvreté, nous nous retrouvions devant elles. *Être soi-même* eût été un précieux commandement et peut-être un haut accomplissement, si seulement c'eût été possible ; cela ne commence à devenir possible que lorsque les besoins les plus impérieux de l'homme, ceux qui le confondent, plus qu'avec la foule de ses semblables, avec les bêtes, sont satisfaits. La nourriture, le gîte, le vêtement nous étaient à conquérir de haute lutte. Le problème des jeunes sans le sou, qu'une puissante aspiration déracine, « arrache au carcan », comme nous disions, se pose en termes à peu près insolubles. Plusieurs camarades devaient glisser bientôt à ce qu'on appela l'illégalisme, la vie non plus en marge de la société, mais en marge du code. « Nous ne voulons être ni exploités ni exploités », affirmaient-ils sans s'apercevoir qu'ils devenaient, tout en restant l'un et l'autre, des hommes traqués. Quand ils se sentirent perdus, ils décidèrent de se faire tuer, n'acceptant pas la prison. « La vie ne vaut pas ça ! » me disait l'un, qui ne sortait plus sans son browning. « Six balles pour les chiens de garde, la septième pour moi. Tu sais, j'ai le cœur léger... ». C'est lourd, un cœur léger. La doctrine du salut qui est en nous aboutissait, dans la jungle sociale, à la bataille de l'Un contre tous. »

Les racines sociales de cette idéologie de jeunes désespérés sont visibles. Plusieurs individualistes sont morts sur l'échafaud, d'autres au bagne ; plusieurs ont préféré se faire tuer en résistant à la police, trouvant une suprême satisfaction à livrer seuls leur dernier combat à la société entière. Ils avaient l'étoffe de vrais révolutionnaires et l'époque étouffante était au calme saturé d'électricité de l'avant-guerre.

Par l'erreur individualiste, la pensée anarchiste se rattache le mieux à la philosophie bourgeoise. Nous en apercevons dès lors les deux sources opposées : idéalisme prolétarien menant au socialisme libertaire ; individualisme absolu poussant à ses conséquences extrêmes le darwinisme social de la concurrence capitaliste. On en voit bien la connexion avec le « laisser-faire, laisser-passer », l'anti-étatisme, l'individualisme des économistes libéraux, la philosophie positiviste d'un Herbert Spencer (*L'Individu contre l'État*). La société bourgeoise vit d'individualisme jusqu'au moment où son appareil de la production, démesurément développé, cesse d'être gouvernable par des individus, les trusts et les cartels ayant tué la libre concurrence et la lutte des classes mettant en question la propriété. On découvre alors les masses, on aperçoit la nécessité d'une organisation supérieure de l'industrie, envisagée dans son ensemble par le plan. La notion même de l'individu ou, mieux, de la personne, s'est modifiée ; l'homme nous

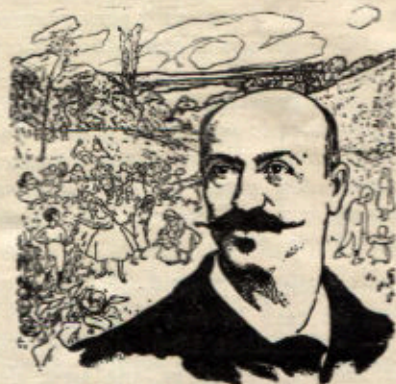
apparaît plus social que jamais, modelé, enrichi ou appauvri, diminué ou grandi par sa condition ; instable, complexe, contradictoire même, car ce que l'on appelait son *Moi* est surtout le point d'intersection d'une multitude de lignes d'influences. Notre notion de la personne n'en est pas affaiblie, mais renouvelée, replacée en quelque sorte dans l'ambiance. Mais l'individualisme anarchiste d'E. Armand, en retard de plus d'un quart de siècle, procède encore d'affirmations comme celle-ci :

« En dépit de toutes les abstractions, de toutes les entités laïques ou religieuses, de tous les idéaux grégaires, à la base des collectivités, des sociétés, des associations, des agglomérations, des totalités ethniques, territoriales, morales, religieuses, se trouve l'unité-personne, la cellule-individu. Sans celle-ci, celles-là n'existeraient point. »

L'individu a préexisté au groupe, c'est évident. La société est le produit d'additions individuelles (1). »

Rien n'est moins évident que la préexistence de l'individu par rapport au groupe ; il faut tout au moins que la famille le précède. Et nous savons que la famille se dégage peu à peu de la communauté primitive. Tout porte à croire que les espèces animales dont devait naître l'espèce humaine étaient sociables... La société a vraisemblablement précédé l'humanité ; elle a en tout cas précédé la personne et l'idée même d'individu, comme l'être précède forcément la conscience, comme la conscience nette naît de la conscience obscure et l'œuvre de l'ébauche...

L'anarchisme individualiste d'aujourd'hui, vivant sur des idées dépassées, a renoncé à toute ambition révolutionnaire. Démission où l'on peut reconnaître l'aveu d'une débilité. Cette tendance se cantonne dans l'organisation des « en-dehors » en portant la plus vive attention aux rapports des sexes...



SÉBASTIEN FAURE

(Les hommes du jour)

L'épreuve des révolutions ; Bakounine, « révolutionnaire professionnel »

Ne sied-il pas de juger une doctrine de révolution totale à l'épreuve des révolutions ? Bakounine, pour qui « l'esprit destructeur était aussi l'esprit créateur », avait sur la pratique révolutionnaire des idées d'une

(1) E. Armand : *L'Initiation anarchiste individualiste* (éd. de L'En-dehors, Orléans), p. 21.

L'auteur établit ainsi la filiation de l'anarchisme : « Prométhée, Satan, Épicète, Diogène, Jésus même peuvent être considérés, à différents points de vue, comme des types d'anarchistes antiques... » (p. 19). Pourquoi pas le Créateur (hypothétique) du désordre universel ?

rude clarté. Le terroir russe lui insufflait une énergie que rien n'affaiblissait. On est loin, avec lui, de la vague rhétorique humanitaire et subversive de l'*Encyclopédie anarchiste* d'édition récente. (On retrouve, en revanche, quelque chose de lui dans la biographie d'un Durutti.) Bakounine est mu par le besoin inextinguible de transformer le monde. Aucune arme efficace ne lui paraît inadmissible. Anti-autoritaire, il a la passion de l'organisation. Bien avant Lénine, il s'acharne à bâtir — contre Marx, malgré Marx — une vaste organisation de « révolutionnaires professionnels » au sens strict du mot, dévoués, disciplinés, obéissant, pour déchaîner la tempête, au « dictateur invisible », — c'est-à-dire à lui-même. Il invente le noyautage, dans la 1^{re} Internationale : et c'est là le drame de son *Alliance Internationale de la Démocratie sociale*, doublée d'une société secrète, qui devait jouer un rôle décisif dans la dislocation de l'Internationale des travailleurs (1872).

On est frappé, à l'étudier, par la continuité de sa pensée et de son action. De quelle révolution préparait-il, à la fin de sa vie, l'instrument ? De celle qu'il avait conçue dès 1848. Brupbacher résume ainsi sa conception à ce moment :

« Il projetait, pour la Bohême, une révolte radicale et décisive qui, même vaincue, eût tout bouleversé. Tous les nobles devaient être chassés, tous les ecclésiastiques, tous les féodaux ; tous les domaines eussent été confisqués, et on les eût, d'une part, répartis entre les paysans pauvres et, d'autre part, employés à couvrir les frais de la révolution. Tous les châteaux devaient être détruits, tous les tribunaux supprimés, tous les procès suspendus, toutes les hypothèques et toutes les dettes au-dessous de 1.000 gouldens annulées. Une telle révolution eût rendu impossible tout essai de restauration, dût-il être tenté par une réaction victorieuse, et eût également servi d'exemple aux révolutionnaires allemands. La Bohême devait être transformée en un camp révolutionnaire d'où serait partie l'offensive déclenchée par la révolution dans tous les pays... On eût créé à Prague un gouvernement révolutionnaire disposant de pouvoirs dictatoriaux illimités et assisté par un petit nombre de spécialistes. Les clubs, les journaux, les manifestations eussent été interdits, la jeunesse révolutionnaire envoyée dans le pays pour y faire de l'agitation et créer une organisation militaire et révolutionnaire. Tous les chômeurs devaient être armés et enrôlés dans une armée « rouge » commandée par d'anciens officiers et sous-officiers polonais et autrichiens (1)... »

Dans la *Confession* qu'il adresse, de la forteresse de Schlüsselbourg, au tsar Nicolas 1^{er}, signée « un criminel suppliant » — « Il fallait bien, dira-t-il dans quelques années, à ses amis de Londres, me tirer des pattes de l'Ours (2)... », il trace de la future révolution russe un tableau où ne manquent vraiment que les seuls mots : dictature du prolétariat. Le voici :

Je crois qu'en Russie, plus qu'ailleurs, un fort pouvoir dictatorial sera de rigueur, un pouvoir qui sera exclusivement préoccupé de l'élévation et de l'instruction de la masse ; un pouvoir libre dans sa tendance et dans son esprit, mais sans formes parlementaires ; imprimant des livres de contenu libres, mais sans liberté de la presse ; un pouvoir entouré de partisans, éclairé de leurs conseils, raffermi par leur libre collaboration, mais qui ne soit limité par rien ni par personne.

Nous trouvons même ici une nette préfiguration de la théorie du dépérissement de l'État qui sera formulée par Lénine en 1917 :

(1) F. Brupbacher : *Introduction à la Confession* de Bakounine, p. 28 (Rieder).

(2) Je cite de mémoire.

« Je me disais que toute la différence entre cette dictature et le pouvoir monarchique consisterait uniquement en ce que la première, selon l'esprit de ses principes, doit tendre à rendre superflue sa propre existence, car elle n'aurait d'autre but que la liberté, l'indépendance et la progressive maturité du peuple (1)... »

Les bakounistes dans la révolution espagnole de 1873-74

Les bakounistes subissent, en 1873, en Espagne l'épreuve du feu. Seulement, comme il est de règle, les disciples ne valent pas le maître. Paralysés par leurs propres formules. Le roi Amédée s'en va, l'insurrection carliste éclate au pays basque. Des soulèvements spontanés assurent dans la plupart des villes une facile victoire aux républicains intransigeants et aux bakounistes. Séville, Cordoue, Grenade, Malaga, Cadix, Alcoy, Valence, Murcie, Carthagène, se veulent communes libres. La commune de Carthagène ou « canton souverain », allait résister plus de cinq mois, de fin juillet 1873 au 11 janvier 1874. Les cantons révolutionnaires furent soumis l'un après l'autre. Engels a donné une analyse, peut-être partielle, probante en tout cas des causes de cette défaite qui allait amener une restauration monarchique. Les Allancistes — membres de l'Alliance démocratique de Bakounine — repoussaient l'action politique (2) ; ils s'abstinrent de participer aux élections à la Constituante, « contribuant par là à ce que fussent élus presque exclusivement des bourgeois républicains ». — « Dès que les événements mettent le prolétariat au premier plan, constate Engels, l'abstention devient une ineptie tangible et l'intervention active de la classe ouvrière une nécessité incontestable. » Cette ineptie ne fut pas la seule. Au plus fort de la lutte, les bakounistes barcelonais, toujours pleins d'aversion pour la lutte politique, n'appelèrent les ouvriers qu'à la grève générale ; ils ne voulurent pas prendre le pouvoir. « La victoire eût été pour ainsi dire décidée par l'adhésion de Barcelone, mais Barcelone ne bougea pas. » — Et la *Solidarité révolutionnaire* écrivit :

« La révolution est en permanence sur la place publique... »

Une échauffourée obligea les bakounistes à prendre le pouvoir à Alcoy, cité manufacturière. Ils créèrent un Comité du salut public — bien que leurs délégués au Congrès de Saint-Imier eussent décidé, fort peu de temps auparavant, que

« toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire ou révolutionnaire ne peut être qu'une nouvelle duperie et serait aussi dangereuse pour le prolétariat que les gouvernements existants... »

Aussi lourdement handicapés par leur doctrine, que pouvaient-ils faire ? Ils ne firent rien. Bakounine venait de se déclarer pour la guerre des partisans, contre la centralisation militaire (*Lettres à un Français*, 1870). Chaque commune se battit pour son propre compte. La gendarmerie — la guardia civil — put les vaincre l'une après

(1) Bakounine : *Confession*, p. 169-170. (Rieder.)

(2) Je demandai, au début de la guerre civile en Espagne, à un camarade de la F. A. I., si l'on avait songé à donner aux miliciens une éducation politique, à nommer à cette fin des commissaires au front, à créer des écoles de combattants... « Nous ne voulons pas faire de politique, me répondit-il. — Une œuvre d'éducation philosophique, peut-être... »

l'autre. L'Andalousie fut soumise en quinze jours. Valence résista deux semaines. Dans tout ceci la division entre internationalistes (marxistes) et alliancistes (bakounistes, les plus nombreux) avait joué un rôle aussi funeste que « l'intransigeance » verbale des républicains. Engels conclut : « Les bakounistes d'Espagne nous ont incomparablement montré comment il ne faut pas faire la révolution (1). »



LÉNINE

La révolution russe

L'INFLUENCE anarchiste est souvent grande en Russie, au début de la révolution; mais il se trouve que les événements posent à chaque heure, inexorablement, la seule question capitale à laquelle les anarchistes n'aient point de réponse : celle du pouvoir. Le tsar abdique devant la classe ouvrière et la garnison insurgée de Pétersbourg. A qui le pouvoir ? Un Gouvernement Provisoire (bourgeois) se crée, à côté du Soviet ouvrier. Il y a deux pouvoirs. Après les émeutes de juillet, Lénine, caché dans une hutte de berger, en Finlande, aborde le problème des problèmes en se mettant à écrire *L'État et la Révolution*. L'objection anarchiste le préoccupe tout autant que l'autoritarisme routinier du socialisme. Ce sont deux écueils mortels. Lénine entend rendre justice aux anarchistes, traités naguère de bandits par Plékhanov — et par nombre d'autres mandarins du réformisme international. — « Le

marxisme avili par les opportunistes », ne comprend rien au problème de l'État. L'anarchisme non plus :

« Sur ces deux questions de politique concrète : faut-il démolir la vieille machine d'État et par quoi la remplacer ? l'anarchisme n'a rien apporté même d'à peu près satisfaisant (1). »

« Nous ne nous séparons nullement des anarchistes sur la suppression de l'État comme but. Nous affirmons que pour atteindre ce but, il est indispensable d'utiliser provisoirement contre les exploitants les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir politique, de même que pour supprimer les classes, il est indispensable d'établir la dictature provisoire de la classe opprimée. Marx choisit la façon la plus tranchée et la plus nette de poser la question contre les anarchistes : les ouvriers doivent-ils, en secouant « le joug des capitalistes », « déposer les armes », ou au contraire les tourner contre les capitalistes afin de briser leur résistance ? Or, si une classe fait systématiquement usage de ses armes contre une autre classe, qu'est-ce là, sinon une « forme passagère » d'État ? »

Car « la révolution est bien la chose la plus autoritaire qui soit » (Engels). On sait la solution de Lénine : démolir de fond en comble la vieille machine de l'État ; édifier tout de suite sur ses décombres un pouvoir — un État — radicalement différent, nouveau, comme il n'y en eut encore jamais, comme la Commune de Paris, en 1871, paraît le préfigurer ; un État-Commune, sans caste de fonctionnaires, sans police ni armée distinctes de la nation, où les travailleurs exerceraient un pouvoir direct par leurs conseils locaux, fédérés ; un État, à la fois, tout à fait décentralisé, par conséquent, et pourvu d'un mécanisme central bien agissant ; un État démocratique et libertaire, travaillant à préparer sa propre résorption dans la collectivité du travail, mais exerçant, contre les classes dépossédées, une véritable dictature, dans l'intérêt du prolétariat... Lénine n'est pas un utopiste forgeant des théories ; il s'inspire de ce qui est pour en tirer le plus grand parti vers ce qui doit être. Ce nouvel État existe déjà à côté, au-dessous de l'ancien, formé en tous lieux par les Soviets. Il n'y a plus qu'à le consacrer, par le coup de boutoir de l'insurrection finale. Tout le pouvoir aux Soviets ! Si les libertaires s'incorporaient au mouvement, n'y seraient-ils pas infiniment utiles, demain, quand il s'agira de le prémunir contre la sclérose bureaucratique ? Mais à la veille de l'insurrection du 7 novembre 1917, les anarchistes, dont le *Goloss Trouda* (*La Voix du Travail*, organe antisindicaliste) est la feuille la plus répandue, demeurent fidèles à leur *credo* négatif. Ils écrivent cinq jours avant la bataille des rues :

« Nous ne croyons pas à la possibilité d'accomplir la révolution sociale par le procédé politique... par la prise du pouvoir... »

Mais alors que faire ? Que faire ? Ils disent bien, dans le même article, qu'il faut

« ouvrir de nouveaux horizons créateurs à la révolution, aux masses, à l'humanité... »

Oui, mais comment ? Et d'abord que vont-ils faire eux-mêmes, l'insurrection bolchevik étant prête ? Le groupe anarchiste syndicaliste déclare adopter une « attitude négative » envers l'action politique qui se prépare, mais être décidé « si l'action des masses se déclenche à y participer avec la plus grande énergie ».

(1) F. Engels : *Les Bakounistes au travail*, mémoire sur l'insurrection d'Espagne de l'été 1873.

(1) N. Lénine : *L'État et la Révolution*, ch. vi.

Les solutions des anarchistes, par le « travail créateur des masses », à cette heure, ne sont plus bonnes à rien ; mais leur esprit révolutionnaire ne leur permet pas une démission complète. Ils suivent le mouvement, avec humeur. L'un des plus sérieux d'entre eux relate en ces termes ses impressions du soir de la révolution prolétarienne :

« Vers 11 heures du soir... je me trouvais dans une des rues de Pétrograd. Elle était obscure et calme. Au loin, on entendait quelques coups de fusil espacés. Subitement, une auto blindée me dépassa à toute allure. De l'intérieur de la voiture, une main lança un gros paquet de feuilles de papier, lesquelles volèrent en tous sens. Je me baissai et j'en ramassai une. C'était un appel du nouveau gouvernement aux ouvriers et paysans, leur annonçant la chute de Kérénsky et, en bas, la liste du nouveau gouvernement des « commissaires du peuple », Lénine en tête. Un sentiment compliqué de tristesse, de colère, de dégoût et, en même temps, une sorte de satisfaction ironique s'emparèrent de moi. « Ces imbéciles — s'ils ne sont pas tout simplement des démagogues imposteurs — pensai-je — doivent s'imaginer qu'ils accomplissent ainsi la Révolution Sociale ! Eh bien, ils vont voir... Et les masses vont prendre une bonne leçon !... (1) »



TROTSKY (1917)

D'après la thèse libertaire — écrit encore Voline — c'étaient les masses laborieuses elles-mêmes qui devaient, par leur action vaste et puissante, s'appliquer à la solution des problèmes reconstructifs de la révolution sociale.

Tous les socialistes sont d'accord sur cette thèse qui n'est que la paraphrase de leur commune devise : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Mais quand, dans un pays bouleversé de fond en comble, on ne peut formuler que cette affirmation générale, on se réduit soi-même à l'impuissance. Il ne suffit pas d'avoir des besoins et des aspirations pour transformer la société ; encore y faut-il des connaissances, des idées claires, des capacités d'organisation et de sacrifice. Les masses russes avaient-elles dans leur ensemble un degré suffisant de conscience et de capacités révolutionnaires ? La théorie anarchiste, s'en remettant à la seule spontanéité des masses, eût été juste dans un pays si avancé qu'avant même d'abolir la propriété privée des moyens de production, les travailleurs y eussent été péné-

(1) Voline : *La Révolution russe*, dans *L'Encyclopédie anarchiste*, t. IV.

trés d'une mentalité socialiste et pourvus d'une instruction les rendant capables d'administrer la production. On était loin de compte en Russie. Les masses savaient ce dont elles ne voulaient plus : du despotisme et de l'exploitation. Elles savaient en gros ce qu'elles voulaient : la paix, la terre, du pain, la liberté. Mais tous les partis révolutionnaires réunis (et il n'y avait pas eu d'organisations syndicales tant soit peu influentes sous l'ancien régime), rassemblant les éléments les plus conscients, les plus dévoués, les plus instruits de la population, n'y formaient qu'un pourcentage dérisoire. En leur accordant un demi-million de membres ou sympathisants — de valeur bien inégale, car ces partis venaient de grossir démesurément en quelques mois — ils ne représentaient qu'une minorité d'initiative de 0,3 % environ. Sans l'organisation bolchevik, il est infiniment probable que la faible spontanéité révolutionnaire des masses eût été promptement réprimée par une autre minorité sociale, celle de la contre-révolution menée par des généraux. La dictature du prolétariat sauvait la Russie d'une dictature militaire.

On chercherait en vain dans l'abondante littérature anarchiste de l'époque une seule proposition pratique : ce n'est qu'affirmations lyriques, hautes revendications d'idéal. Comment assurer les transports, faire marcher les boulangeries, réprimer les complots des officiers ? Il faut agir sur l'heure. Peu d'anarchistes, bientôt blâmés par la plupart de leurs camarades, entrent dans les Soviets où leur esprit de liberté pourrait être si utile. La plupart boudent. Quand il faut signer la paix de Brest-Litovsk, parce que le front s'est désagrégé, parce que l'armée paysanne du tsar ne veut plus se battre (ici la spontanéité des masses se manifeste avec éclat), parce qu'on a tenté l'expérience, préconisée par Trotsky, « ni paix ni guerre », et vu les Austro-Allemands s'avancer partout où il leur a plu sans rencontrer de résistance, les anarchistes syndicalistes de Pétrograd — le *Goloss Trouda*, avec Voline — refusent de reconnaître l'odieux traité et prêchent la guerre des partisans. Ils partent même pour la faire, dans les marais de l'Ouest, laissent tomber leur journal et leur influence dans la capitale... Tout leur espoir, ils le fondent sur « l'esprit révolutionnaire, lumière du monde ». La phrase est belle... Seulement, l'esprit révolutionnaire, n'étant point désincarné, se nourrit de pain et ne saurait faire la guerre sans artillerie.

Les anarchistes de Moscou, dirigés par les frères Gordine, professaient, dans leur quotidien *L'Anarchie*, une foi exclusivement humanitaire ; ils avaient des centaines, sinon des milliers de gardes noirs armés, disposant de clubs qui étaient de véritables citadelles. Organisés en plusieurs groupements sans discipline commune, ils dénonçaient eux-mêmes, dans leur presse, les agissements de leurs irresponsables, sans parvenir à les faire cesser. Ils se déclaraient « contre les Soviets en principe, étant contre tout État », mais formaient, en réalité, un petit État dans l'État, turbulent et trop armé. Ils furent désarmés par la force, presque sans combat, dans la nuit du 11-12 août 1918, par ordre de Trotsky et Dzerjinski. Les gardes noirs disparurent ; la presse et les groupes végétèrent (1).

Nestor Makhno

L'ANARCHISME russe devait cependant faire preuve d'une étonnante vitalité, mais loin des grands centres industriels, dans les régions agricoles de l'Ukraine. C'est là, entre le Don et le Dnieper, dans la petite ville rurale de Goulai-Polié, qu'un ancien forçat anarchiste,

(1) Voir Victor Serge : *L'An I de la Révolution russe*, ch. VII, le désarmement des anarchistes ; et aussi, *Anarchie et démocratie socialistes* (Librairie du Travail).

Nestor Makhno, forma au cours de l'été 1918 une de ces innombrables bandes de paysans insurgés qui se mirent à faire aux Austro-Allemands la guerre de partisans. L'Ukraine entière s'était levée ; la démobilisation lui fournissait des armes en abondance ; elle avait son blé à défendre, sa liberté à conquérir. Makhno se battit aussi contre le Directoire nationaliste de Siméon Petlioura. Défendant l'indépendance des paysans, il allait bientôt se battre contre les Rouges, c'est-à-dire contre le pouvoir centralisé des Soviets. Défendant la révolution, il allait harceler sans cesse les Blancs tour à tour commandés par Denikine et Wrangel. Son armée noire a rendu, il faut le dire, à la révolution russe, d'inoubliables services. En 1919, pendant que le général Denikine, entré à Orel, menaçait Toula, arsenal de la République des Soviets et dernière étape avant Moscou, Nestor Makhno coupait ses communications, lui désorganisait l'arrière, provoquait son effondrement. En 1920, pendant que Frounzé, Toukhatchevski et Blücher forcent Pérekop, clef de la Crimée, pour y vaincre le baron Wrangel, Semen Karetnik et Martchenko, lieutenants de Makhno (demeuré à Goulai-Polié, car il se méfiait avec raison), forçaient le détroit de Sivach sur la glace, se ruaient en Crimée blanche, entraient à Simféropol.

Cette épopée des paysans anarchistes d'Ukraine fut longue, chaotique, semée d'exploits, d'excès, de crimes, d'élans enthousiastes — magnifique et tragique. Nestor Makhno s'y révéla une des plus remarquables figures populaires de la révolution russe : chef des gens de la terre, organisateur d'une armée unique en son genre, libertaire, quoique rudement disciplinée, dictateur à sa façon et dénonçant sans cesse l'autorité comme le pire mal ; créateur d'une stratégie audacieuse qui lui permit de battre tour à tour les vieux généraux chevronnés, élèves des anciennes écoles de guerre, et les jeunes généraux rouges ; créateur d'une technique nouvelle de la guerre des partisans, dont l'attelage, cabriolet ou charrette — la *tatchanka* des campagnes petites-russiennes — [portant une mitrailleuse, était un des instruments. La confédération anarchiste du Tocsin (*Nabat*) avec Voline, Archinov, Aaron Baron, Rybine (Zonov) donnait au mouvement l'impulsion idéologique.

L'armée noire de Makhno a souvent été accusée d'antisémitisme. Des excès antisémites, il y en eut en Ukraine sous tous les drapeaux ; il n'y en eut pas où les Noirs furent réellement maîtres de leur mouvement, les auteurs soviétiques ont dû le reconnaître. On s'est plu, dans des publications communistes, à dénoncer ce mouvement comme ayant été celui des paysans cossus. C'est faux. Un travail assez consciencieux fait sous l'égide de la commission d'histoire du parti communiste de l'U. R. S. S. établit que les paysans pauvres et moyens formaient le gros des troupes de Makhno (1). On a reproché à ce mouvement son caractère désordonné et ses excès ; on l'a qualifié « banditisme ». Les mêmes reproches doivent à tout aussi bon droit être adressés à tous les mouvements qui se disputèrent l'Ukraine : pas un ne fut pur d'excès.

C'était un mouvement, parfaitement viable, d'autonomie paysanne. Le gouvernement bolchevik commit la lourde faute de le réduire par trahison. Il est juste de constater que, de part et d'autres, l'hostilité psychologique était irréductible. Les Noirs considéraient la « dictature des commissaires » comme une forme nouvelle de l'auto-

cratie et rêvaient de déchaîner contre elle la III^e Révolution, celle du peuple libertaire. Les Rouges considéraient les partisans anarchistes et anarchisants comme un ferment de désorganisation destiné à faire, au sein du nouvel État socialiste, le jeu de la contre-révolution petite-bourgeoise, rurale au premier chef. Il y eut d'innombrables torts réciproques. Makhno se rallia aux Rouges contre les Blancs, fut mis ensuite hors la loi, puis reconnu de nouveau par le pouvoir des Soviets. Les plus grands torts, en tout cas, doivent être reconnus aux plus forts. Et ceux-ci suivaient déjà la pente glissante de l'État autoritaire.

Trotsky relate, dans un document récent, qu'il envisagea avec Lénine de reconnaître aux anarchistes un territoire autonome. A cette solution équitable, les paysans libertaires de Goulai-Polié avaient bien droit. On la leur promit. Les choses prirent une tout autre tournure...

L'armée blanche du général baron Wrangel prononce au cours de l'été 1920 une offensive victorieuse dans le Midi de l'Ukraine. Une délégation du Comité central du parti bolchevik vient alors offrir à Makhno de s'unir contre l'ennemi commun. L'accord est signé le 15 octobre 1920. Tous les anarchistes emprisonnés sur le territoire soviétique « excepté ceux qui ont combattu le pouvoir des Soviets les armes à la main » doivent être libérés. Pleine liberté de propagande leur est assurée. L'armée des partisans s'incorpore aux forces rouges en gardant sa formation propre. C'est signé pour les Rouges : le commandant du front sud, Frounzé, les membres du Conseil révolutionnaires du front : Béla-Kun, Goussev. — Pour les Noirs : Kourilenko, Popov.

Les opérations communes amènent une prompte victoire sur Wrangel.

« Les gens de Makhno comprirent alors que l'accord ne durerait plus longtemps. Dès que l'on apprit à Goulai-Polié que Karetnik et ses partisans, entrés en Crimée, marchaient sur Simféropol, Grigori Vassilevski, collaborateur de Makhno, s'écria : « C'est la fin du traité ! Je vous certifie que les bolcheviks vont nous attaquer dans une semaine (1) ! »

En effet, les anarchistes, récemment sortis des prisons, et qui préparaient, sur la foi de l'accord passé avec Frounzé, un congrès, sont brusquement arrêtés en novembre dans la Russie entière. Les Noirs, assaillis en Crimée par les Rouges, se défendent ; quelques centaines d'entre eux, conduits par Martchenko, réussissent à forcer le cercle de feu et à rejoindre Makhno ;

« Le chef de l'armée des partisans, Karetnik, fut invité par

(1) Archinov : Ouvr. cité.



MAKHNO

(1) Koubanine : *Le mouvement Makhno* (en russe, Librairie de l'État). — En français : Archinov : *Histoire du mouvement makhnoviste* (Libertaire).

L'auteur de ce livre, ancien compagnon de Makhno, s'est rallié à Staline en 1935.

le commandement soviétique à se rendre à Goulai-Polié et arrêté, par trahison, en chemin. Le chef d'état-major en campagne Gavrilenko, plusieurs membres de l'état-major et commandants d'unités furent invités à une conférence et arrêtés. Tous furent passés par les armes (1). »

Le 26 novembre, Nestor Makhno, disposant à Goulai-Polié de 2.500 hommes environ, cavaliers et fantassins, fut cerné par des troupes rouges de beaucoup supérieures en nombre. Les journaux soviétiques publiaient un ordre de Frounzé lui enjoignant de s'incorporer à l'armée rouge, l'accusaient de rébellion, de banditisme, de connivence avec Wrangel et annonçaient sa mise hors la loi. Makhno réussit à s'ouvrir un chemin et se retira en combattant vers le Dnieper. Une division de la cavalerie de Boudienny se rallia à lui. La jambe cassée, il commandait étendu dans une charrette. Ses paysans se battirent au cri : « Vivre libres ou mourir en combattant. » Ils répandaient, dans les villages, des tracts sur « les Soviets libres ». Traqués par les Rouges, se battant chaque jour, les Noirs s'épuisaient.

Makhno décrit lui-même, dans une lettre, les derniers moments de sa lutte :

« Que faire ? Je ne pouvais pas tenir en selle ni même m'asseoir dans la voiture et je voyais, à cent mètres derrière moi, d'indescriptibles mêlées de cavaliers. Les gens ne se faisaient tuer que pour me sauver. L'ennemi était cinq ou six fois plus nombreux que nous... Je vois venir les cinq mitrailleurs de la Luys, commandés par Micha, du village de Tchernigovka, près Berdiansk. Ils me disent : « Batko, la cause de notre organisation paysanne a besoin de vous... Nous allons nous faire tuer, mais nous vous sauverons et ceux qui vous gardent avec vous ; n'oubliez pas de le faire savoir à nos familles. » Plusieurs m'embrassèrent et je ne les revis plus. Leva Zinkovski me transporta dans ses bras et me coucha dans une charrette de paysan. J'entendais crépiter la mitrailleuse Luys et éclater les bombes. Les mitrailleurs couvraient la retraite. Nous fîmes environ quatre kilomètres et passâmes une rivière. Les mitrailleurs sont morts (2). »

Harcelé par la cavalerie de Boudienny, Makhno franchit le Dniester en août 1921 et se réfugia en Roumanie. Après avoir été interné en Roumanie et en Pologne, il obtint l'asile en France ; il est mort, ouvrier d'usine, à Paris.

A qui incombe la responsabilité de cet étranglement d'un mouvement paysan, foncièrement révolutionnaire, que le pouvoir central venait de reconnaître ? Au bureau politique de Lénine et de Trotsky ? Au gouvernement des Soviets d'Ukraine, alors présidé par Racovski ? A l'armée de Frounzé où se trouvait à ce moment Bela-Kun, connu pour sa fourberie ? A tous sans doute, dans des mesures qu'il importerait de connaître. Principalement à l'esprit d'intolérance dont le bolchevisme se montre de plus en plus animé à partir de 1919 : monopole du pouvoir, monopole idéologique, la dictature des dirigeants du parti tendant déjà nettement à se substituer à celle des Soviets et du parti même. Cette perfidie fut en tout cas une grande faute. Désormais un fossé s'est creusé entre anarchistes et bolcheviks, qu'il ne sera pas facile de combler. La synthèse du marxisme et du socialisme libertaire, si nécessaire et qui pourrait être si féconde, est pour longtemps devenue impossible.

(1) On raconte que Vorochilov, au cours de ces combats, fit fusiller l'anarchiste Radomysski — le frère de Zinoviev...

(2) Cité par Archinov.



APRÈS LA PERQUISITION

L'altruisme libertaire

La valeur rationnelle d'une doctrine n'est pas, en réalité, essentielle à son efficacité. Jusqu'ici, des doctrines irrationnelles, ne résistant guère à la critique, ont joué dans l'histoire le rôle le plus décisif. L'anarchisme, en dépit des travaux consciencieux de Kropotkine et de Reclus qui, d'ailleurs, se rapprochèrent du socialisme marxiste, se présente à nous avec un ensemble d'idées utopiques et idéalistes que l'on n'a sans doute pas tort de rattacher à l'esprit de la petite production antérieure à la grande industrie moderne. Sous ces idées vivent profondément des complexes affectifs et instinctifs résultant de tout notre passé historique. L'esprit de liberté, avec ce qu'il implique de dignité, de générosité, de grandeur morale, de stimulant à l'action, fait la valeur réelle de l'anarchisme. Réalité dépassant de beaucoup en importance la démarche hésitante et naïvement suffisante d'une pensée peu scientifique.

A la différence des tenants de toutes les autres idéologies — quelques formes de la pensée religieuse et les formes ardentes du communisme exceptées, — les anarchistes cherchent à vivre en accord avec leurs idées. L'anarchisme demeure, même dans ses négations les plus absolues, une morale vécue. J'ai connu de jeunes illégaux individualistes — « sans scrupules conscients », disaient-ils eux-mêmes — qui se firent tuer par solidarité, pour ne pas lâcher les copains. A l'autre pôle de l'anarchisme, le vieux Kropotkine finit sa longue vie, près de Moscou, en écrivant *L'Éthique*. Tout au début de sa carrière révolutionnaire, il demandait :

« La lutte pour la vérité, pour la justice, pour l'égalité, au sein du peuple — que voulez-vous de plus beau dans la vie (1) ? »

Les sources morales de la pensée révolutionnaire marxiste sont peu différentes. Rapprochons de ces mots de Kropotkine ces lignes de Trotsky : « ... Sous les coups implacables du sort, je me sentais heureux comme aux meilleurs jours de ma jeunesse, si je contribuais au triomphe de la vérité. Car le plus haut bonheur humain n'est point dans l'exploitation du présent, mais dans la préparation de l'avenir. » (L. Trotsky : *Les crimes de Staline*. Grasset.) L'éthique anarchiste met l'accent sur la révolte de la personne ; l'éthique marxiste se subordonne à l'accomplissement de la nécessité historique. La première aboutit à une sorte de personnalisme ; la seconde à une technique révolutionnaire.

(1) P. Kropotkine : *Aux jeunes gens* (Libertaire).

La loi intérieure des révoltés anarchistes les ramène aux formes classiques de l'altruisme, mais c'est à la pointe du combat ; et comme elle procède de complexes moraux et psychologiques qui tendent tous les ressorts de l'être, elle va facilement jusqu'au bout d'elle-même, supérieure à la défaite comme à l'infortune personnelle. Détachons une page d'Élisée Reclus (1), quelques lignes de Vanzetti :

« Je me souviens, comme si je la vivais encore, d'une heure poignante de ma vie où la joie profonde d'avoir agi suivant mon cœur et ma pensée se mêlait à l'amertume de la défaite. Il y a vingt ans de cela. La Commune de Paris était en guerre contre les troupes de Versailles, et le bataillon dans lequel j'étais entré avait été fait prisonnier sur le plateau de Châtillon. C'était le matin, un cordon de soldats nous entourait et des officiers moqueurs venaient faire les beaux devant nous. Plusieurs nous insultaient ; un d'eux qui, plus tard, devint sans doute un des plus élégants pasteurs de l'Assemblée, pérorait sur la folie des Parisiens ; mais nous avions d'autres soucis que de l'écouter. Celui des officiers qui me frappa le plus était un homme sobre de paroles, au regard dur, à la figure d'ascète, probablement un hobereau de campagne élevé par les Jésuites. Il passait lentement sur le rebord abrupt du plateau et se détachait en noir comme une vilaine ombre sur le fond lumineux de Paris. Les rayons du soleil naissant s'épandaient en nappe d'or sur les maisons et sur les dômes : jamais la belle cité, la ville des révolutions, ne m'avait paru plus belle ! « Vous voyez votre Paris ! »,

disait l'homme sombre, en nous montrant de son arme l'éblouissant tableau : « Eh bien, il n'en restera pas pierre sur pierre. »

Vanzetti, condamné avec Sacco à l'électrocution, répond le 9 avril 1927 au juge Thayer :

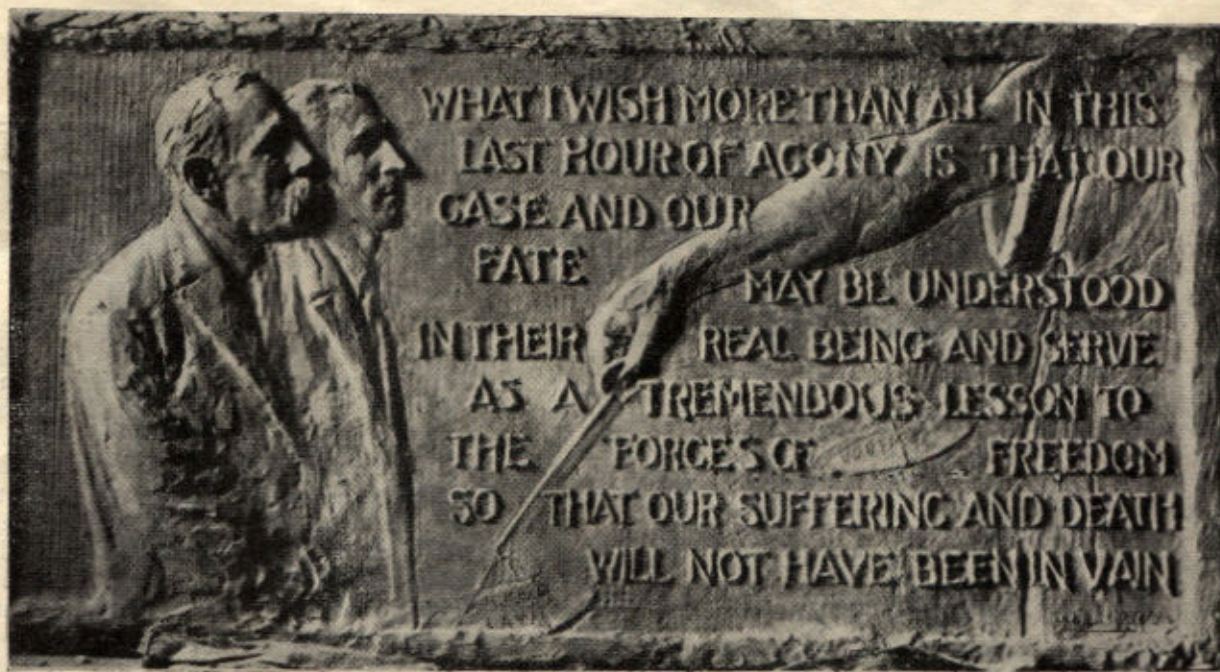
« Si cette chose n'était pas arrivée, j'aurais passé toute ma vie à parler au coin des rues à des hommes méprisants. J'aurais pu mourir inconnu, ignoré : un raté. Ceci est notre carrière et notre triomphe. Jamais, dans toute notre vie, nous n'aurions pu espérer faire pour la tolérance, pour la justice, pour la compréhension mutuelle des hommes, ce que nous faisons aujourd'hui par hasard. Nos paroles, nos vies, nos souffrances ne sont rien. Mais qu'on nous prenne nos vies, vies d'un bon cordonnier et d'un pauvre crieur de poisson, c'est cela qui est tout ! Ce dernier moment est le nôtre. Cette agonie est notre triomphe (1). »

Cette force morale, dont les sources sociales sont profondes, la faiblesse intrinsèque de l'idéologie anarchiste ne l'amointrit pas. Elle offre peu de prise à la critique doctrinale. Elle est. Si le socialisme libertaire qu'elle anime se renouvait suffisamment, à la faveur des expériences que nous vivons, pour s'assimiler largement l'acquis du socialisme scientifique, cette synthèse assurerait aux révolutionnaires des armes d'une efficacité incomparable.

VICTOR SERGE.

(1) Élisée Reclus : *Évolution et Révolution* (Libertaire).

(1) *Lettres de Sacco et Vanzetti* (Grasset).



« Ce que je désire avant tout en cette dernière heure d'agonie, c'est que notre affaire et notre destin soient compris dans leur réalité et servent utilement de leçon aux forces de la liberté. Il ne faut pas que nos souffrances et notre mort aient été vaines. »

Ces dernières paroles de Vanzetti à son avocat, immédiatement avant son exécution, ont été gravées sur le bas-relief offert à l'État au mois d'août 1937, par le Comité Sacco-Vanzetti. Ce bas-relief commémoratif fut refusé par le gouverneur de l'État et par le maire de Boston.



LE MUR DES FÉDÉRÉS (MAI 1871)

LE TERRORISME ANARCHISTE

par ALEXANDRE CROIX

I. LES ATTENTATS

Raisons du Terrorisme ⁽¹⁾

QUELLES causes sociales profondes ont pu déterminer l'épidémie terroriste qu'on constata en France vers la fin du siècle dernier ?

Les calculs de Thiers n'avaient pas été faux : la répression versaillaise avait laissé le mouvement révolutionnaire français écrasé pour longtemps.

Après la Commune, le capitalisme, en pleine ascension, put satisfaire, au meilleur compte, ses grands besoins de matériel humain, aucune organisation prolétarienne ne subsistant plus pour lui faire contrepoids ou échec à l'occasion. La condition ouvrière fut alors franchement atroce. Dans beaucoup de grands centres industriels (Montceau-les-Mines, Decazeville) on voit, le plus souvent, la domination patronale compliquée de terreur cléricale. La moindre résistance est durement châtiée : la bourgeoisie tient bien en main son appareil répressif. Juges et policiers, aveugles

pour les canailleries d'en haut, sont impitoyables pour les vétilleries d'en bas.

En 1881, dès l'amnistie des survivants de 71, une renaissance se constate bien, mais faible et fragmentaire. Le despotisme économique où elles vivent depuis dix ans empêche les classes dirigeantes à toute concession. Les premières résistances qui se produisent ont tout de suite un caractère d'extrême violence (pillage, incendie, meurtre) comme à Montceau-les-Mines (1882), Decazeville (1886). Une répression féroce, sourde à toute circonstance atténuante, *disproportionnée* (du point de vue d'une application *intelligente* du Droit bourgeois), suit chaque mouvement de révolte. Et la barbarie de la *répression*, voilà à notre avis la cause la plus efficiente du terrorisme individuel. L'idée de l'attentat s'ancre chez les plus énergiques ou les plus désespérés. Et un premier acte en entraîne *automatiquement* toute une série, toujours parce que le geste initial (d'une puissance meurtrière dérisoire le plus souvent) a été trop sévèrement jugé, *pour l'exemple*. L'exemplarité de la peine aboutit toujours à un effet contraire. Ce mécanisme se vérifiera très précisément au cours de la période tragique de 90-94. On peut dire, à coup sûr, que c'est le procureur Bulot qui a armé le bras de Ravachol, par son réquisitoire dans l'affaire de Clichy (1891) (il avait demandé trois têtes pour quelques *égratignures* à un policier) ! Très vraisemblablement encore, Carnot ne serait pas

(1) D'une façon générale, sur le « Terrorisme anarchiste », consulter *De Ravachol à Caserio* d'Henri Varennes, *Le Péril anarchiste* de Félix Dubois, l'article de L. Guérineau sur les *Attentats*, dans l'*Encyclopédie anarchiste* de Sébastien Faure, etc.

mort, s'il avait gracié Vaillant. Mais sa sécheresse bourgeoise ne pouvait concevoir une aussi élémentaire clémence. Alors ce fut Émile Henry, puis Caserio...

La psychose de désespoir, dont le terrorisme s'accompagne toujours, fut à son comble dans les années 90. Il y avait quelque raison. Les scandales financiers se suivaient sans trêve (affaire Wilson, Panama, Chemins de fer du Sud, etc...) submergeant de boue toutes les institutions bourgeoises, dont on enseignait le respect aux pauvres bougres. Députés, ministres, généraux, étaient tour à tour pris la main dans le sac. Tous concussionnaires ou prévaricateurs ! Chaque jour montrait aux compagnons les magistrats qui leur étaient si durs, les policiers, si féroces, à plat ventre devant les wilsoniens et les panamistes !

En outre, l'opportunisme des socialistes qui, en dépit de bavardages grandiloquents, freinaient à toute occasion les protestations révolutionnaires, ne pouvait les retenir sur la pente : les plus décidés glissaient au terrorisme... (Vaillant avait été socialiste et même du P. O. F.)

Un des hommes qui connaissent le mieux l'histoire du mouvement ouvrier français, M. Robert Louzon a pu dire récemment (*Révolution Proletarienne*, novembre 1937) qu'il considérait le terrorisme anarchiste « comme le coup de gong qui releva le prolétariat français de l'état de prostration et de désespoir où l'avaient plongé les massacres de la Commune ; ils furent par là le prélude de la fondation de la C. G. T. et du mouvement syndical de masse des années 1900-1910 ».

La propagande par le fait ⁽¹⁾



PAUL BROUSSE

(Les hommes du jour)

allemand Nobiling contre Guillaume Ier (5 juin 1878), Paul Brousse, qui comptait alors parmi les plus intrépides des Bakounistes, exposait ainsi le système, dans l'*Avant-Garde*, organe de la Section romande de l'Internationale (numéro du 17 juin 1878) :

« L'idée marche, en s'appuyant sur deux forces qui se complètent : le rayonnement de l'acte, la puissance de la théorie, et si l'une des forces fait plus que l'autre, c'est l'acte et non la théorie... Que l'on réfléchisse aux obstacles que l'on rencontre pour pénétrer les masses d'une pensée nouvelle à l'aide de conférences, brochures et journaux. Un fait produit au contraire un ébranlement : pour ou contre, tout le monde s'agite.

« Nous voyons la propagande théorique insuffisante, nous voyons la propagande pratique puissante, même quand elle n'est pas voulue ; nous cherchons à inaugurer UNE PRO-

C'EST à Paul Brousse, plus connu comme inventeur du socialisme de la petite portion, dit *possibilisme*, que comme apologiste du terrorisme, que revient le mérite de la formule « la propagande par le fait », consacrée depuis par la littérature anarchiste et juridico-criminelle de notre temps.

Au lendemain d'un attentat commis par l'anarchiste

(1) Sur Paul Brousse, voir les souvenirs de James Guillaume : *L'Internationale*.

PAGANDE DE FAIT, non plus inconsciente, mais voulue. C'est tout simple ; seulement nous choisissons. Nous choisissons les meilleurs parmi les moyens de propagande théorique ; il est évident que nous montrons la même circonspection et beaucoup plus de prudence dans le choix de l'acte à accomplir pour faire de la propagande pratique... »

Plus explicite dans un article antérieur, relatif à l'apostrophe gambettiste à Mac-Mahon, il avait déjà écrit (*L'Avant-Garde*, n° 12) :

« ... Se soumettre, se démettre... OU ÊTRE DESCENDU.

« A Sedan, les Prussiens ont descendu le maréchal de son grand cheval de bataille. Maintenant son second cheval de bataille est le septennat, pourquoi n'essaierait-on pas à Paris une seconde édition mieux réussie ?

« Comment, nous dira-t-on, vous nous prêchez l'assassinat politique ? CERTAINEMENT QUAND L'ASSASSINAT D'UN HOMME PRÉVIENT CELUI D'UN MILLIER D'AUTRES ; résolument quand on peut, en frappant un soldat stupide, faire triompher une cause, en évitant de sanglantes hécatombes prévues. »

De lui encore ces lignes, qui lui valurent d'être condamné à mort en Espagne, où il avait un instant cherché refuge, et qui ne prennent vraiment toute leur valeur que quand on sait que l'auteur, devenu Président du Conseil municipal de Paris, accueillit, comme tel, Alphonse XIII en 1905, quelques jours avant que la bombe de la rue de Rohan manquât l'étriper :

« Il pourrait bien se faire que ceux qui croient fermement qu'on peut DANS UNE POITRINE ROYALE OUVRIR UNE ROUTE A LA RÉVOLUTION, fissent bon marché désormais du salut de l'entourage ! Que pour se trouver, enfin, seuls, face à face avec un porte-couronne, ils marchassent à lui, au travers de la tourbe des courtisans, secouée, dispersée, ROMPUE AU BRUIT ET A LA LUEUR DES BOMBES. » (*L'Avant-Garde*, 1878, n° 27.)

De son côté, Kropotkine, qui faisait son apparition dans l'anarchisme occidental — il avait participé à différents congrès des internationaux romands, sous le nom de Levachoff — n'était pas moins ardent quant à la « propagande par le fait ». Il disait (*Le Révolté*, 25 décembre 1880) dans un article intitulé l'Action :

« Notre action doit être la révolte permanente par la parole, par l'écrit, PAR LE POIGNARD, LE FUSIL, LA DYNAMITE, voire par le bulletin de vote, lorsqu'il s'agit de voter pour Blanqui ou Trinquet inéligibles. Nous sommes conséquents et nous nous servons de toute arme dès qu'il s'agit de frapper en révoltés. Tout est bon pour nous qui n'est pas la légalité. »

“ Le Demi-quarteron ” — Troubles à Montceau-les-Mines — Cyvoct — Le procès de Lyon

Au Congrès de Paris (juillet 1880) Jean Grave et ses amis se séparaient de Jules Guesde, à propos de l'action parlementaire. Celui-ci qui en était à ses premiers vagissements marxistes (1), parlait avec dédain du « demi-quarteron » auquel se bornaient alors les forces anarchistes parisiennes. Le demi-quarteron, dans

(1) Guesde, dont des disciples impudents vantent la prétendue unité politique, avait été longtemps un contempteur véhément des « proconsuls marxistes ». Voir à son sujet les « Variations guesdistes » d'Émile Pouget.

lequel on trouvait des hommes comme Émile Digeon, un ancien de la Commune de Narbonne, Pouget, le futur « Père Peinard », Tortelier, un des pionniers de la « grève générale » en France, Guérineau (1), etc..., se réunissait chez le Père Rousseau au 131 de la rue Saint-Martin. Pouget publiait, sous le contrôle du groupe, la fameuse brochure « A l'armée », d'un ton incendiaire autant que romantique, plus jamais atteint depuis. Jugez plutôt :

1° A la première nouvelle de l'insurrection, chaque soldat révolutionnaire devra incendier la caserne où il se tiendra ; pour cela il se dirigera vers les points où seront accumulés les bois, les pailles et les fourrages : dans tous les cas, il devra mettre le feu aux paillasses en ayant préalablement le soin d'en vider une pour donner plus de prise à l'incendie.

* Pour mettre le feu, il pourra se servir d'un mélange de pétrole et d'alcool, de pétrole seulement, ou même d'une simple allumette, selon le cas.

* Dès que le feu aura commencé à prendre, il faudra éventrer quelques tuyaux de gaz dans les corridors et dans les chambres.

2° Au milieu de la confusion qui se produira nécessairement dès que l'incendie se sera propagé, il faudra pousser à la révolte et frapper impitoyablement les officiers jusqu'à ce qu'il n'en reste pas un seul debout.

3° Les soldats devront alors sortir de leurs casernes embrasées et se joindre au peuple en emportant leurs fusils et des munitions pour aider les ouvriers insurgés à écraser les forces policières.

* La préfecture et toutes les forces de police devront être incendiées immédiatement ainsi que tous les édifices où pourraient se rallier les forces gouvernementales.

C'est l'époque où Jean Grave s'exerce à la fabrication du fulminate de mercure, dans le dessein de faire sauter le Palais-Bourbon ou la Préfecture de Police (2) !



JEAN GRAVE

En août 1882, éclate la jacquerie de Montceau-les-Mines, sous l'impulsion des anarchistes de l'endroit. Un instant les compagnies minières qui font subir aux travailleurs locaux une exploitation féroce, se prennent à trembler. Des bandes armées parcourent la ville au cri de « Vive la Révolution sociale » ! Les manifestants brûlent une église, brisent les calvaires, et livrent au feu purificateur tous les déguisements sacerdotaux qu'ils trouvent. *Le Révolté* (n° du 2 septembre 1880) rapporte ainsi les événements :

« Des maires, des gardes champêtres, des gendarmes ont été arrêtés, maltraités, des haies détruites, des maisons particulières envahies, dévalisées, incendiées ; c'était bien contre le capital qu'ils entendaient frapper à travers la milice noire.

« Quelques détails sont à cet égard particulièrement significatifs : une nuit, les émeutiers menacèrent l'habitation d'un notaire, brisant ses fenêtres à coup de pierres et criant : « Nous reviendrons demain jeter toutes les paperasses au feu ! »

D'imposantes forces de police finissent par ramener le calme. De nombreuses condamnations sont prononcées. Un résultat demeure, malgré tout : la dictature des compagnies est ébranlée (3) !

A quelque temps de là, l'explosion d'une bombe — la première, en date, des « marmites » anarchistes — consterne la bonne ville de Lyon, alors une des cités françaises, où les « compagnons » sont les plus nombreux. Une bombe est jetée dans le sous-sol du théâtre Bellecour qu'occupe un établissement de nuit, l'« Assommoir », très

(1) Guérineau a publié d'intéressants souvenirs dans le *Combât syndicaliste* (1937) sur le Demi-Quarтерон.

(2) Cf. « Le Mouvement libertaire sous la III^e République ».

(3) Charles Malato a consacré aux troubles de Montceau-les-Mines, son roman *La Grande Grève*.

fréquenté par la haute société du lieu (21 octobre 1882). Le 12 mars de la même année, avait paru, dans une feuille libertaire locale, le *Droit Social*, un article intitulé « Un Bouge », relatif à l'Assommoir et dans lequel on disait que le premier acte de la révolution devrait être de détruire ce repaire. Antoine Cyvoct, un jeune militant lyonnais, recherché à la fois comme auteur de l'article incriminé et comme celui de l'attentat, parvenait à fuir. Réfugié en Belgique, il était bientôt extradé, et condamné à mort par les Assises du Rhône (1).



MALATO

En même temps qu'elle recherche Cyvoct, la police, prenant prétexte des troubles de Montceau, décide d'en finir avec les anarchistes, dont la propagande s'avère florissante. Et c'est le procès à grand spectacle de Lyon (janvier 1883). Cinquante-deux compagnons, en vertu de la loi de 1872, sur l'Internationale, sont déferés au tribunal correctionnel. Au nombre des inculpés : Kropotkine, Émile Gautier (2), Pierre Martin (3), etc... Le procès dure plusieurs jours. Kropotkine, Émile Gautier, récoltent le maximum : cinq ans de prison et 2.000 francs d'amende ; Pierre Martin n'est guère moins touché : quatre ans et 1.000 francs d'amende. Les autres écoperont de trois ans à six mois (4) !

La manifestation des Invalides Watrin — Attentat de Gallo

L'HIVER de 1882-83, particulièrement rigoureux, s'était doublé d'une crise de chômage intense. Aux ouvriers qui s'agitaient, les socialistes, des diverses obédiences — guesdistes, possibilistes, etc... — conseillaient le recours aux pouvoirs publics (la conquête des pouvoirs publics, c'était leur « tarte à la crème » de ce temps-là !). Seuls les anarchistes, qu'appuie Lissagaray dans sa *Bataille*, appellent les chômeurs à l'« action directe ».

Le 9 mars 1883, le syndicat des menuisiers parisiens convoque pour l'après-midi les sans-travail à un meeting sur l'esplanade des Invalides. Dès l'aube, de forts contingents de police occupent les lieux. Les manifestants qui arrivent sont refoulés immédiatement. Deux cortèges se forment alors, l'un se dirigeant vers l'Élysée, l'autre tentant de joindre la Bastille, par le boulevard Saint-Germain. Le premier est tôt dispersé par les « brigades centrales ». Le second connaît un parcours plus dramatique. Sur son chemin, plusieurs boulangeries, rue du Four notamment, sont pillées par les manifestants. De violentes bagarres ont lieu place Maubert. Émile Pouget et Louise Michel (5) qui

(1) Cyvoct sera libéré à la suite d'une campagne de presse, pendant l'affaire Dreyfus.

(2) Émile Gautier, un des « leaders » anarchistes à cette époque. Sera libéré par anticipation en cours de peine, sous condition de renoncer pour toujours à la propagande anarchiste, mort en 1937.

(3) Pierre Martin dirigera *Le Libéraire* jusqu'à sa mort.

(4) Ceux des condamnés, encore détenus en 1886, seront graciés par Freycinet, sur intervention de Clemenceau. Kropotkine était du lot, ce qui ne mit pas du beurre dans les relations franco-russes à l'époque !

(5) Louise Michel, depuis son retour de Calédonie (1880), s'était jetée à corps perdu dans la propagande anarchiste.

figurent parmi les initiateurs de la manifestation sont arrêtés. Poursuivis pour excitation au pillage, ils furent condamnés (juin 1883) l'une à six, l'autre à huit années de réclusion !

Le 26 janvier 1886, au cours d'un drame, qui a l'air imité du *Germinal* de Zola, paru l'année d'avant, l'ingénieur Watrin, des mines de Decazeville, est défenestré.

La compagnie, que préside le « grand » économiste Say, est dure à ses employés : DE 150 FRANCS PAR MOIS EN 1878, LES SALAIRES SONT TOMBÉS A 75 FRANCS EN 1886. L'année pourtant n'a pas été défavorable : le bilan accuse un bénéfice de 460.000 francs sur un capital investi de 2 millions. Les administrateurs demeurent sourds aux revendications d'en bas. De plus, une prime de 5 % a été promise à Watrin, sur les économies qu'il pourra réaliser sur les salaires ouvriers. Le dimanche 24 janvier, jour de paie, les mineurs constatent avec colère que leur garde-chiourme a encore rogné sur leurs maigres allocations. Tel qui était rémunéré sur la base de 1 fr. 75 la journée se voyait payer 50 francs pour le mois ; tel autre qui comptait toucher 100 francs n'en recevait que 98. L'indignation des ouvriers était à son comble. Le lundi 25, la grève est déclarée. Une délégation est envoyée à la mairie, pour conférer avec Watrin. Celui-ci refuse de la recevoir. Alors, comme il sort dans la rue, il est accueilli par une foule menaçante qui le salue d'une grêle de pierres. Pris de peur, il se réfugie dans un bureau de la compagnie, au deuxième étage. Quelques-uns le poursuivent, enfoncent la porte, l'assomment à coups de barre de fer, et le jettent par la fenêtre. Dans la nuit il expire.

Cette affaire, bien qu'elle n'ait rien de spécifiquement anarchiste, exalte les compagnons. Désormais pour eux, les bourreaux seront promis à de justes « watrinades ». Un de leurs bardes favoris, le Père La Purge, qui demande le plus souvent ses inspirations à la Muse Dynamite, consacre le nouveau vocable expiatoire dans le refrain de son hymne de prédilection :

Je suis le vieux père Lapurge, Pharmacien de l'Humanité ; Contre sa bile je m'insurge Avec ma fille Égalité.	Ma boutique est toute la France ! Mes succursales sont partout Où la faim pousse à la vengeance. Prends ta bouteille et verse tout !
---	---

Refrain :

J'ai ce qu'il faut dans ma boutique ;
J'ai le tonnerre et les éclairs,
Pour watriner toute la clique
Des affameurs de l'univers !

Le 5 mars 1886, un anarchiste du nom de Charles Gallo, ex-typographe de la maison Berger-Levrault, à Nancy, se rend à la Bourse, et jette au milieu de la Corbeille un flacon qui se brise en répandant une mauvaise odeur. C'était un explosif, mais qui, préparé précipitamment et avec des procédés rudimentaires, n'avait pu produire son effet. Gallo tire alors cinq coups de revolver au hasard, sur les boursicotiers qui s'enfuient éperdus et ne reviennent, criant très fort, qu'une fois le compagnon arrêté.

Traduit une première fois, devant les Assises, le 26 juin, Gallo y montre une attitude si violente que l'affaire est renvoyée. Les gardes ramènent l'accusé en prison, après l'avoir frappé avec la dernière cruauté. Il n'est pas moins énergique à sa seconde comparution (15 juillet). Comme le président lui demande s'il est vrai que dans les réunions parisiennes, on ait glorifié le meurtre de Watrin, « certainement, répond-il, j'espérais même que c'était le commencement d'une longue série ». Condamné à vingt ans de travaux forcés, il fut transporté à la Nouvelle-Calédonie. Lors d'une révolte, il blessa un « chaouch », ce qui lui valut un régime d'une exceptionnelle dureté, dont il mourut promptement (1).

(1) Sur Gallo, voir les *Souvenirs du Bagne* de Liard-Courtois.



LES MARTYRS DE CHICAGO

Les martyrs de Chicago ⁽¹⁾

EN 1886, se produisent à Chicago des événements qui auront une influence considérable sur le mouvement ouvrier mondial.

Le 1^{er} mai, les ouvriers de la grande fabrique de machines agricoles Mac Cormick se mettent en grève, dans le dessein d'obtenir la journée de huit heures. La direction de l'usine embauche des « jaunes », ce qui amène des manifestations de la part des grévistes. Le 3 mai, ceux-ci s'étant rassemblés devant la fabrique Mac Cormick, la police en fait un massacre épouvantable à coups de revolver et de fusil. Les deux journaux ouvriers de Chicago, l'un rédigé en anglais, *L'Alarm*, l'autre rédigé en allemand — Chicago comptait une forte proportion d'Allemands, parmi les travailleurs immigrés — l'*Arbeiter Zeitung*, appellent à un meeting de protestation, pour le lendemain. Le meeting a lieu, mais comme il se termine, deux cents policiers armés assaillent les manifestants. A ce moment, une bombe, dont on ne sut jamais par qui elle avait été lancée, tombe au milieu de policiers, faisant quatre tués et une vingtaine de blessés. Tenus pour coupables, bien qu'on ne pût rien prouver contre eux, les organisateurs du meeting furent déferés au jury. Les accusés, au nombre de huit (Spies, Schwab, Neebe, Fisher, Lingg, Engel, Fielden, Parsons), étaient pour la plupart des anarchistes d'origine allemande. Le procès qu'on leur fit (octobre 1886) fut un véritable scandale. D'ailleurs quelques années plus tard, en 1893, un gouverneur de l'Illinois, du nom d'Aetgeld, en poursuivra avec succès la revision.

(1) Voir l'article de Robert Louzon : *Les Martyrs de Chicago. Révolution prolétarienne*, nov. 1937.



FISHER

A l'audience l'attitude des inculpés fut d'une dignité extraordinaire. Excepté Neebe qui s'en tira avec quinze ans de pénitencier, ils furent tous condamnés à mort. Fielden et Schwab eurent leur peine commuée. Spies, Fisher, Engel et Parsons, seront pendus le 11 novembre 1887. Le dernier, Lingg, quelques minutes avant l'exécution, se fera sauter la tête, en fumant un cigare de fulminate.

Après le féroce verdict que nous avons dit, les accusés, loin d'atténuer le moins du monde leurs opinions, dans l'espoir d'une grâce possible, affirmèrent encore avec force leur foi libertaire. Leurs déclarations ont fourni longtemps aux anarchistes des deux mondes un de leurs meilleurs textes de propagande. Aujourd'hui encore, l'intérêt ne s'en est pas épuisé. Citons quelques lignes des déclarations de Fisher :

Si les classes dirigeantes pensent qu'en nous exécutant, en pendant quelques anarchistes, elles feront disparaître l'Anarchie, elles se trompent grossièrement, car les anarchistes tiennent plus à leurs principes qu'à leur vie. Un anarchiste est toujours prêt à mourir pour ses principes, mais, dans ce cas-ci, j'ai été accusé de meurtre, et je ne suis pas un meurtrier. Vous découvrirez qu'il est impossible de tuer un principe, quelque nombreuses que soient les vies que vous prenez aux hommes qui se réclament de ce principe. Plus les croyants des justes causes sont persécutés, et plus rapidement se réalisent leurs idées. En rendant un verdict aussi injuste et aussi barbare, les douze « honorables » membres du jury ont plus fait pour le progrès de l'anarchisme que ne pourraient le faire les anarchistes en une génération. Car ce verdict est un verdict contre la liberté de la parole, la liberté de la presse, la liberté de pensée en ce pays, et le peuple va s'en rendre compte. C'est tout ce que j'avais à dire.

et de celles de Schwab :

Le grand principe qui est à la base de tout le système social actuel est celui du travail non payé. Tous ceux qui amassent des fortunes, qui se construisent des palais, qui vivent dans le luxe ne peuvent faire cela que par la vertu du travail non payé. Étant propriétaires directement ou indirectement de la terre et des machines, ils dictent leur loi aux travailleurs. Ceux-ci sont obligés de vendre leur travail pour presque rien, ou bien de mourir de faim. Le prix qui leur est payé pour leur travail est toujours considérablement en dessous de sa réelle valeur. Ils acceptent sous la contrainte de la faim, et on appelle cela un contrat libre ! L'organisation sociale en fait une proie facile pour l'exploitation.

Le 1^{er} mai 1890 : Émeutes de Vienne.

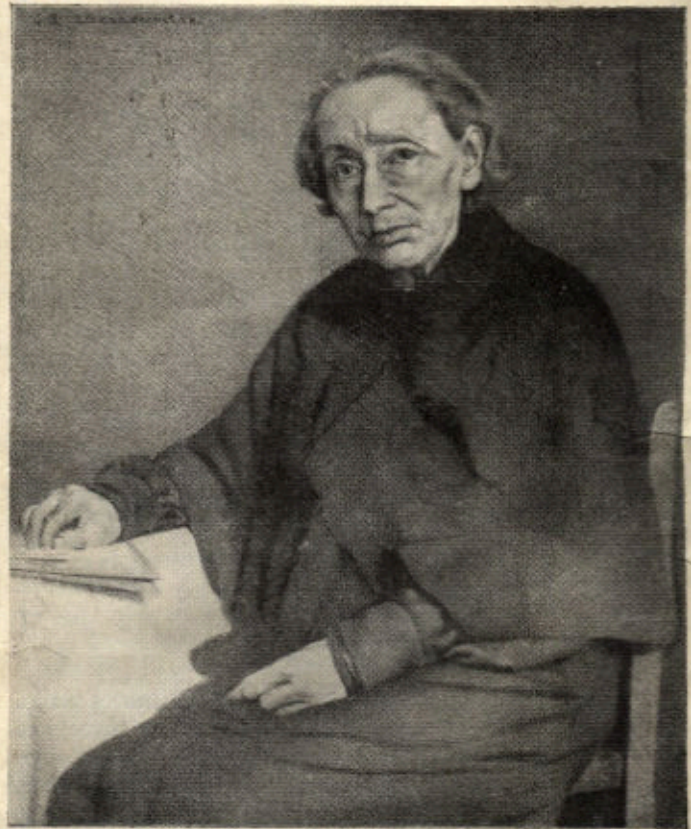
A partir de 1889, chaque année, le prolétariat international manifestera pour la journée de huit heures, le 1^{er} mai, date anniversaire de la grève Mac Cormick, qui amena le drame de Chicago.

Le 1^{er} mai 1890, s'il ne fut marqué à Paris que par une



LINGG

exhibition sans conséquence de Guesde et de ses amis, eut dans certaines villes de province, notamment à Vienne (Isère), un grand retentissement. Dans cet important centre de tissage, la grève symbolique prit rapidement un caractère révolutionnaire, sous l'impulsion de l'anarchiste Pierre Martin, un des condamnés du procès de Lyon. Une fabrique de drap, la fabrique Brocart fut pillée, et une distribution de tissus faite aux manifestants. Les gendarmes ayant tenté d'intervenir, les grévistes résistèrent en dressant des barricades. Des troupes mandées en hâte finirent par avoir raison des émeutiers, dans la soirée. Des arrestations en masse suivirent. De plus, on incrimina Louise Michel, et un meeting donné le 29 avril, deux jours avant l'émeute, à Vienne ! Dix-huit personnes répondirent des événements du 1^{er} mai, le 8 août, devant les Assises de Grenoble qui n'en condamnèrent que trois (Martin, Tennevin et un nommé Buisson) à des peines diverses de prison. Louise Michel n'était pas du lot. Réflexion faite, l'illustre Constans, ministre de l'Intérieur, avait préféré la mettre hors de dire à la « Révolte » (mai 1890) :



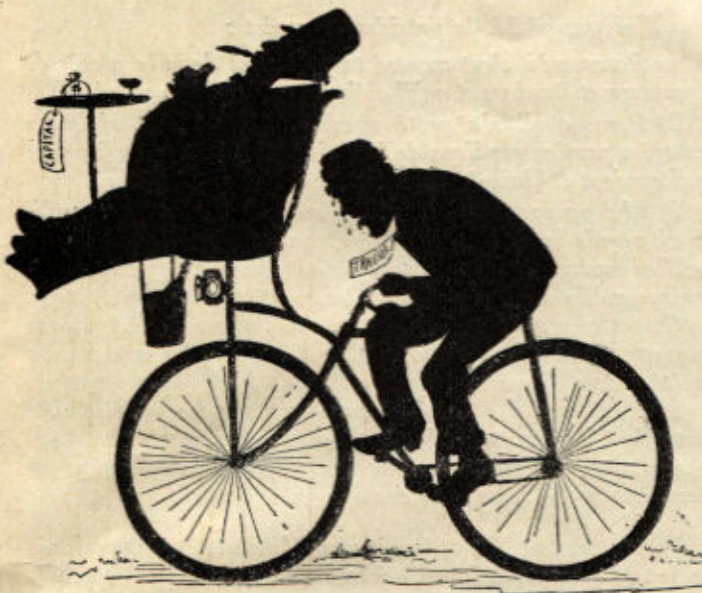
LOUISE MICHEL

« Ils ont dit Louise folle !!! »

« Évidemment pour ces jouisseurs égoïstes qui n'ont jamais senti d'autre impulsion que celle de l'intérêt personnel, ils sont fous tous ceux qui se dévouent à une idée ; tous ceux qu'enivre le saint amour de la justice, tous ceux que l'iniquité exaspère, par cela seul qu'elle est l'iniquité sans qu'ils aient besoin d'en sentir les atteintes.

« Tous les lutteurs convaincus, tous les combattants désintéressés, tous les martyrs sont fous, il n'y a de sages que les Joseph Prudhomme en bas et les charlatans en haut, car eux seuls travaillent dans un but d'intérêt.

« Folle ! eh bien ! soit ; Jeanne d'Arc aussi était folle ; si Jésus avait pu comparaître devant vos aliénistes, ils l'auraient dit fou lui aussi ; ils sont tous fous, les penseurs qui ne songent pas à vendre leurs convictions pour s'en faire des rentes... »



— Quand donc le pédaleur fera-t-il ramasser une pelle au capital ?
(Reproduit du journal de la colonie sociale américaine de
Ruskin, par le « Père Peinard ».)

Le 1^{er} mai 1891 : L'Affaire de Clichy

Le 1^{er} mai 1891, des incidents qui vont avoir des conséquences formidables — tout le *ravacholisme* en sortira — se déroulent à Clichy.

Après avoir parcouru les rues de Clichy, munis de banderoles revendicatives, sans que le service d'ordre eût osé les attaquer, quelques compagnons sont à deviser paisiblement dans un café, quand de nombreux policiers, soucieux de trophées de la dernière heure, les assaillent, avec sauvagerie, sous prétexte de leur enlever le méchant chiffon rouge qu'ils ont promené dans l'après-midi. Attaqués avec la dernière brutalité, les anarchos ripostent à coups de revolver et mettent leurs agresseurs en fuite. Mais l'alarme est donnée et la maréchaussée à pied et à cheval survenant, force reste bientôt à la loi ! Cinq policiers et un commissaire ont été blessés — très légèrement — au cours de la mêlée. Trois anarchistes — Decamps, Dardane et Lévillé — sont atteints plus gravement. Decamps pour son compte a reçu six coups de sabre. Bien entendu, la presse fit la publicité la plus généreuse aux égratignures policières, se taisant sur les blessures des compagnons. Seul, le 4 mai, le *XIX^e Siècle*, de Portalis, révèle que les anarchistes n'ont pas encore été interrogés, tellement meurtris qu'ils sont encore, des suites du passage à tabac subi au poste de Clichy. Goron, le chef de la Sûreté, dans une interview, se flatte de les avoir fait ligoter comme des cochons ! L'enquête établira qu'au commissariat de Clichy, de véritables scènes de carnage s'étaient produites. De demi-heure en demi-heure, on les avait passés à *tabac*, à coups de pied, de crosse et de canon de revolver ! Un agent même avait tiré son couteau pour en frapper Dardane, ficelé par terre. Un de ses collègues ne l'en avait empêché qu'en se colletant avec lui. Le médecin qui, le 9 mai, examine les détenus au Dépôt, déclare que Decamps a la tête et le corps couverts de plaies. De son côté, le juge d'instruction reconnaît que le 2 mai, il a dû faire procéder au pansement de Dardane et de ses amis avant de les interroger.

L'affaire vint devant les Assises de la Seine le 28 août

1891. L'avocat général Bulot, spécimen accompli de ce que le regretté Clemenceau appelait la *magistrature à plat ventre*, et que nous retrouverons par la suite contre Émile Henry et au procès des Trente, occupe le ministère public.

Aux termes de l'accusation, Decamps, le plus chargé des accusés, avait, le 25 avril, dans une réunion à Saint-Denis, tenu le langage suivant :

« Citoyens, citoyennes, armez-vous tous, le 1^{er} mai, de fusils, de couteaux, de pioches, de revolvers, afin que ce jour-là, s'il faut verser du sang, nous puissions nous défendre jusqu'à la mort. Ce que je vous demande, c'est que personne ne recule ; si les agents de police viennent devant vous, il ne faut pas avoir peur de les tuer comme des chiens, comme des vaches qu'ils sont.

« Comptez sur le citoyen Decamps et crions tous ensemble :
« A bas le gouvernement ! Mort à Carnot ! Mort à Constans !
Vive la révolution sanglante ! »

Les débats furent extrêmement vifs. L'attitude des accusés fut aussi énergique devant les juges que devant les policiers.

« Ma tête, répondit Decamps, on peut la couper. Je la livre ; je la porterai fière et droite devant l'échafaud, une tête d'anarchiste de plus ou de moins n'empêchera pas la propagande. — Vous êtes bon travailleur, dit le président à Lévillé ; malheureusement vous buvez. — Oui, je bois, réplique avec force l'accusé. Je bois et je mange : tout le monde boit et mange. — Vous avez déjà fait six jours de prison pour vol ? Dardane. — Une nuit, je passais avec un ami devant un café ; par plaisanterie, j'ai déplacé une table qu'on avait laissée dehors. J'ai été condamné pour vol. Ce jour-là, on a jugé trente et un délits en une demi-heure. »

Le président voulant empêcher Decamps de lire un mémoire pour sa défense, celui-ci riposte : « Vous nous



— C'est em... qu'ils soient crevés, ils commençaient à s'y faire.
(Père Peinard.)

raitez d'assassins, et vous nous refusez le droit de nous défendre ; soit, je m'arrête : conduisez-nous immédiatement à la place de la Roquette ! »

Bulot, dont en *bonne justice* la société bourgeoise aurait dû prendre vingt fois la tête par la suite, car c'est vraiment lui qui suscita Ravachol, fut féroce et grotesque, à son habitude. S'abritant derrière les récentes décisions du Congrès socialiste de Bruxelles — ces bons socialistes, on les trouve toujours pour cautionner les mauvais coups ! — il contesta aux anarchistes le droit de se dire socialistes. Puis en manière de réparation aux policiers égratignés dans la bagarre de Clichy, et dont la belle santé avait été fort remarquée, à l'audience, il requit trois exécutions capitales.

M^e Lagasse présentait une belle défense des inculpés :

« Je ne suis qu'un bourgeois, s'écria-t-il, mais si j'étais né comme Decamps parmi les déshérités, peut-être serais-je, comme lui, allé prêcher la haine de la société marâtre ! »

et le jury revenait avec un verdict qui était un échec pour le draconien Bulot : Decamps recevait cinq ans de prison, Dardare, trois ans, et Lévillé était acquitté !



RAVACHOL

Ravachol

L'INUTILE férocité de Bulot causa de violentes colères dans les milieux anarchistes dont l'influence allait grandissant. Dans l'ombre, un sieur Ravachol, qui, sous le nom de Léon Léger, s'était installé depuis quelque temps à l'Île-Saint-Denis, méditait une vengeance.

Le 11 mars 1892, une première explosion dévaste, boulevard Saint-Germain, l'immeuble habité par le conseiller Benoît, le président des Assises, lors du procès Decamps. Quinze jours après, une autre bombe éclate rue de Clichy, dans la maison de Bulot. La police, bien qu'elle mette tout en œuvre pour découvrir l'auteur de ces attentats, ne doit qu'au hasard de la dénonciation d'un garçon de restaurant, nommé Lhérot, la capture de Ravachol. Arrêté, celui-ci reconnaît avoir déposé les bombes chez Benoît et chez Bulot. Aux Assises, il déclarera :

« J'ai frappé M. le président Benoît :

1^o Parce qu'il s'est montré trop partial dans le procès de Decamps et Dardare et qu'il a élevé la peine au maximum ;

2^o Parce qu'il n'a prêté aucune attention aux violences exercées par les gardiens de la paix sur Decamps et Dardare qui avaient été laissés pour morts ;

3^o Ma vengeance s'est portée sur M. Bulot parce qu'il avait requis la peine de mort contre un père de famille.

J'ai voulu faire comprendre à ceux chargés d'appliquer les peines qu'ils aient à être plus doux.

Quant aux victimes innocentes que j'ai pu atteindre, je le regrette sincèrement. Je le regrette d'autant plus que ma vie a été pleine d'amertume.

Mon intention a été de terroriser pour forcer la société actuelle à jeter un regard attentif sur ceux qui souffrent.

On a tort de nous prendre pour des criminels, nous ne sommes que les défenseurs des opprimés. J'ai dit ! »

Le restaurant Véry, boulevard Magenta, où travaillait le jeune Lhérot, connu, après l'arrestation de Ravachol, une vogue inespérée. On venait voir à domicile le sauveur de la société. D'immorales souscriptions avaient lieu un peu partout en faveur du délateur. Le préfet de police donnait 1.000 francs. Un baron allemand — la mouchardise n'a pas de patrie ! — Von L..., envoyait 500 francs, en même temps que le poulet suivant, que je donne d'après *Le Petit Journal* du 2 avril 1892 :

« Permettez à un Allemand fixé à Paris, de vous exprimer toutes ses félicitations pour l'attitude que vous avez eue, c'est pour tout ce que vous avez fait, au mépris de votre vie. Vous avez agi pour le plus grand bien et pour la tranquillité de toutes les sociétés, de tous les États, et de tous les peuples. Permettez-moi de vous offrir 500 francs en témoignage de votre belle action. »

Lhérot se faisait jusqu'à 300 francs de pourboires quotidiennement. Cependant sa jubilation n'était pas exempte d'inquiétude. A un abondant courrier laudatif se mêlaient de sombres avertissements : je pique dans *Le Petit Journal* du 1^{er} avril 92 le suivant : « Espèce de salauds, nous vous ferons tous sauter avant le premier mai. » Ce n'était pas une galéjade. Le 26 avril, veille du procès Ravachol, malgré une protection policière formidable, assurée de jour et de nuit, en dépit également d'arrestations massives chez les anarchistes, le restaurant Véry finissait dans une apothéose de panclastite. Hélas ! Lhérot, occupé à la cuisine dans le moment de l'explosion, échappait à la mort, ce qui contristait fort M. Tabarant (1). L'attentat fit plusieurs victimes, dont Véry.

Le Père Peinard philosophiquement notait sur ses tablettes, en guise d'éphéméride :

« 22 avril 1892. — Rafles d'anarchos sur toute la France, en prévision du procès de Ravachol et du 1^{er} mai. L'âne bête ministériel, le loup-bête (2), rassure les bouffe-galette : « Roupillez en paix, tous les anarchos sont au ballon. » Le

(1) M. Tabarant écrivait dans l'*En-dehors* du 1^{er} mai 1892 : « Mardi matin, quelqu'un accourt, jette sur mon lit des journaux, me crie : « Ils ont fait sauter le restaurant Véry ! » D'abord, je profère : « Quoi ? » Qu'y a-t-il ? », dans l'engourdissement un peu ahuri d'un demi-réveil ; et tout à coup, je comprends, je bondis, battant des mains, bruyant, joyeux, comme un oiseau de mai : « Ils ont fait sauter le restaurant Véry ! » Sans prendre le temps de lire les comptes rendus, je demande : « Et Lhérot ? Qu'a-t-il de cassé ? ». Hélas ! c'est mettre du gris sur ma gaieté subite. Lhérot, le méprisable mouchard, le lâche Lhérot, s'en est tiré sans une égratignure. »

(2) Il s'agissait du débonnaire Loubet, qui mourut, il y a quelques années, pleuré par tous les démocrates...



ARRESTATION DE RAVACHOL

(Le Petit Journal)

soir du 26, le restaurant Véry sautait comme une m..., d'où un nouveau mot : *véryfication*.

Lhérot conçut une telle peur, qu'il n'osa même pas paraître aux obsèques de Véry, son beau-frère. La société reconnaissante lui procura une place de guichetier à la Centrale de Melun. Plus tard, il fut à la Santé, où Tailhade le connut. Selon le pamphlétaire, dix ans encore après l'explosion Véry, Lhérot se refusait à sortir de sa réclusion volontaire tant sa frayeur était grande des vengeurs de Ravachol !

Le procès de Ravachol s'ouvrit dans une atmosphère de terreur. On redoutait que le Palais de Justice ne sautât. Le prétoire était envahi par la police, les gardes municipaux, en nombre inusité, garnissaient jusqu'aux stalles réservées aux jurés et aux juges. Ravachol, nullement impressionné, fut insolent et railleur. Le procureur général, le trop connu Q. de Baurepaire, en avait des sueurs froides. Le jury — peur ou commisération — en dépit du ministère public qui, bien qu'une

trouille terrible le poignât aux entrailles, n'avait pu, pour la meilleure considération du corps, que requérir la peine capitale, accorda les circonstances atténuantes. Ravachol ne sera condamné à mort, quelques mois plus tard, que par la Cour



SIMON, dit BISCUIT

d'Assises de Montbrison, devant laquelle il répondra du meurtre de l'ermite de Chambles, un mendiant qui par ses mômeries avait réussi à amasser une véritable fortune. De cet assassinat Ravachol se justifiera avec les raisons de Raskolnikoff tuant la vieille !

Avec lui, avaient comparu à Paris plusieurs comparses qui l'avaient aidé dans la confection des bombes. Signalons le jeune Simon, dit Biscuit, sorte de gavroche du terrorisme, qui à toutes les questions du président, répondait imperturbable : « Parfaitement ».

LE PRÉSIDENT. — Vous avez assisté au procès Dardare.

SIMON. — Parfaitement.

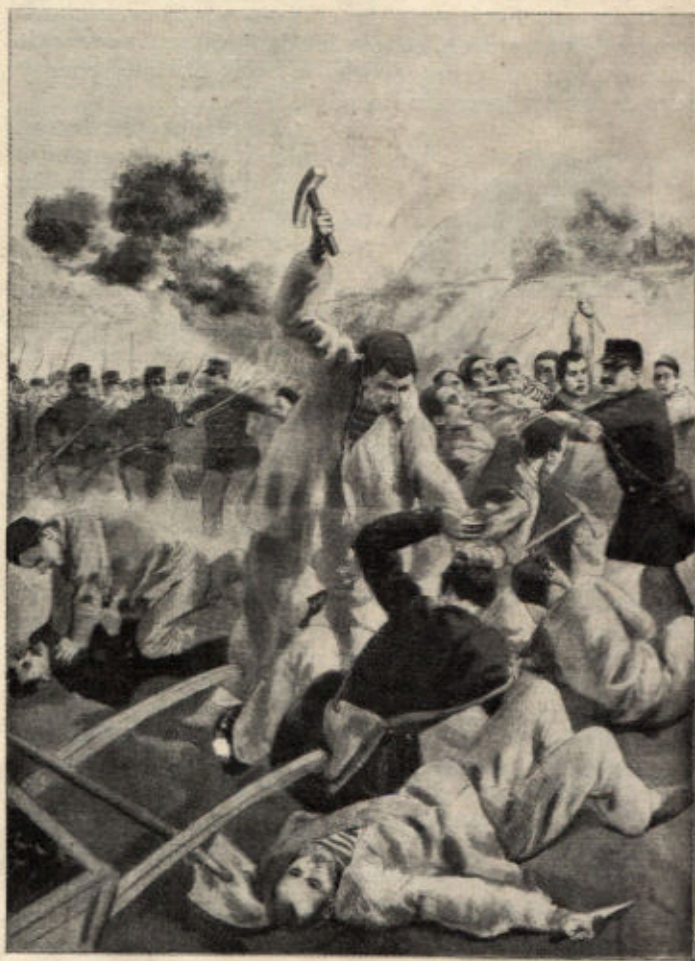
LE PRÉSIDENT. — Vous avez voulu venger les condamnés.

SIMON. — Parfaitement.

LE PRÉSIDENT. — Vous avez déposé la bombe sans la moindre hésitation.

SIMON. — Parfaitement.

Condamné aux travaux forcés à perpétuité, ce dernier mourra au bagne, lors de la révolte des anarchistes en 1894 !



LA RÉVOLTE DES ANARCHISTES AU BAGNE

(Le Petit Journal)

Ravachol fut guillotiné à Montbrison. Il marcha à l'échafaud en clamant la chanson du Père Duchêne :

Si tu veux être heureux,
N... de D... !
Pends ton propriétaire,
Coupe les curés en deux,
N... de D... !
Fous les églises par terre,
Sang dieu !
Et l'bon D... dans la...
N... de D... !
Et l'bon D... dans la...

La personnalité de Ravachol fut fort discutée dans le monde anarchiste. Beaucoup tiquaient sur les méfaits de droit commun, qui lui furent reprochés à Montbrison. Jean Grave le renia un instant, croyant à quelque provocateur. Mieux informé, il revint sur son premier jugement. Élisée Reclus, sollicité d'une opinion par une feuille anarchiste italienne, « *Sempre avanti* », déclarait :

« J'admire son courage, sa bonté de cœur, sa grandeur d'âme, la générosité avec laquelle il a pardonné à ses ennemis. Je connais peu d'hommes qui le surpassent en générosité. Je passe sur la question de savoir jusqu'à quel point il est toujours désirable de pousser à l'extrême son propre droit, et si d'autres considérations dictées par un sentiment de solidarité humaine ne doivent pas le faire fléchir. Mais je n'en suis pas moins de ceux qui reconnaissent en Ravachol un héros d'une rare grandeur d'âme (1). »

Les débats de Montbrison et de Paris avaient d'ailleurs révélé un Ravachol humain et charitable. Longtemps il avait fait vivre de son travail sa mère, sa sœur, un frère cadet et un jeune neveu. Et comme son maigre salaire d'ouvrier teinturier ne suffisait pas à de telles charges, il avait appris à jouer de l'accordéon, et tous les dimanches, il se rendait dans un café du cours Fauriel à Saint-Étienne, pour y faire danser les jeunes du pays.

La jeune littérature n'était pas moins tendre que l'illustre géographe pour Ravachol.

Paul Adam, à l'inauguration de la statue duquel le glorieux général Weygand apportera quarante ans plus tard — le 3 juillet 1931 — l'hommage de l'« armée française », donnait aux *Entretiens politiques et littéraires* de Vielé-Greffin et Gustave Kahn, un *Éloge de Ravachol*, qui serait à reproduire en entier :

« En ce temps les miracles et les saints semblaient vouloir disparaître. On

croyait facilement que les âmes contemporaines manquaient de l'esprit de sacrifice. Les martyrs du siècle furent surtout d'obscurs citoyens hallucinés par le tintamarre des mots politiques, puis mitraillés impitoyablement en 1830, en 1848, en 1871 au bénéfice de certaines situations parlementaires que se préparaient ainsi des avocats violents et sournois ; et il y aurait même de l'imprudence à prétendre que nul vœu d'intérêt individuel n'engagea ces combattants malheureux à rechercher, eux-mêmes, les armes à la main, un profit électoral.

« Quelles qu'aient pu être les invectives de la presse bourgeoise et la ténacité des magistrats à flétrir l'acte de la Victime, ils n'ont pas réussi à nous persuader de son mensonge. Après tant de débats judiciaires, de chroniques, et d'appels au meurtre légal, Ravachol reste bien le propagateur de la grande idée des religions anciennes qui préconisèrent la recherche de la mort individuelle pour le Bien du monde ; l'abnégation de soi, de sa vie et de sa renommée pour l'exaltation des pauvres, des humbles. Il est définitivement le *Rénovateur du Sacrifice essentiel*. »

(1) Cité par Jacques Prolo dans les *Anarchistes*.

Octave Mirbeau, après le verdict parisien, se réjouissait que la tête de Ravachol eût échappé au bourreau :

« Sa tête échappe au couperet !

« Les jurés qui ont dit cela, qui ont osé boucher leurs oreilles aux clameurs de la meute aboyante, ont-ils eu peur ? Ont-ils eu peur de tuer un homme dont la mystérieuse ven-

geance ne meurt pas toute avec lui ? Ou bien par delà l'acte dont on leur criait l'épouvantable horreur, n'ont-ils écouté que la voix de l'Idée future, de l'Idée dominatrice qui le spécialise cet acte, qui le grandit (1) ?

Dès le début d'avril, Zo d'Axa, le courageux directeur de *L'En-dehors* (2), avait ouvert une souscription pour secourir les enfants d'un complice de Ravachol. Citons quelques noms parmi ceux — une véritable association de malfaiteurs devait prétendre le Parquet — qui ne craignirent point d'apporter leur obole pour que les mioches des dynamiteurs ne manquent pas de pain ! La liste est édifiante :

(1) *L'En-dehors*, 1^{er} mai 1892.

(2) Sur Zo d'Axa et son journal *L'En-dehors*, voir les *Souvenirs* de V. Méric et l'étude de Leo Campion, *Zo d'Axa*, Bruxelles, 1936.



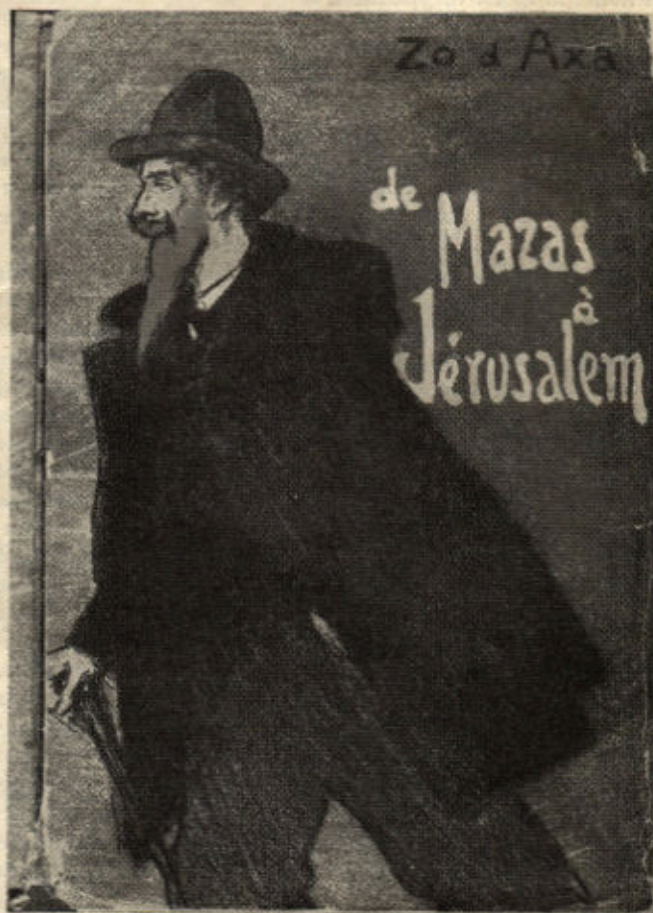
MIRBEAU

(Les hommes du jour)



PAUL ADAM

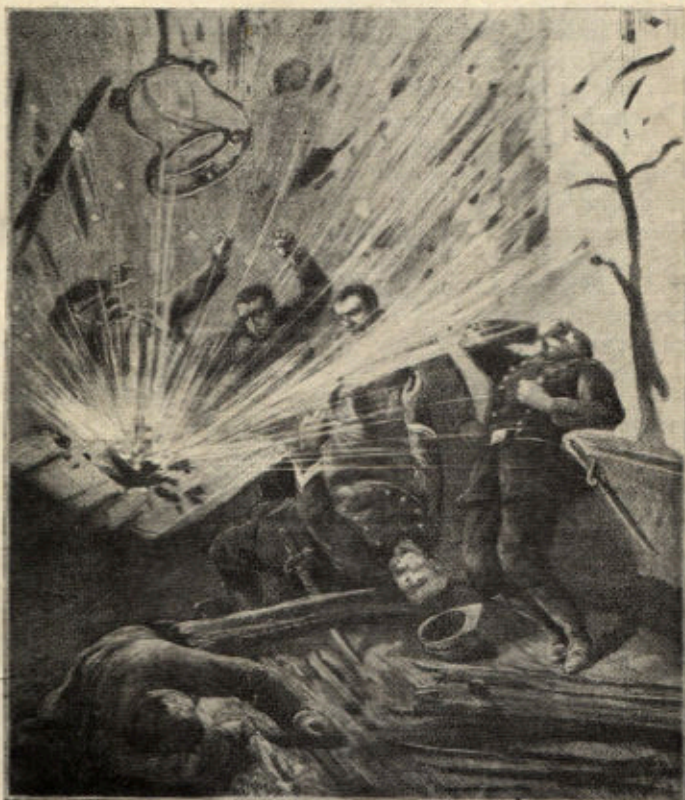
(Les hommes du jour)



ZO D'AXA, par STEINLEN.

BERNARD LAZARE, 5 fr. LUCIEN DESCAGES, 5. ROMAIN COOLUS, 5. LUCIEN MUHLFELD, 5. OCTAVE MIRBEAU, 20. PIERRE QUILLARD, 5. FÉLIX FENÉON, 5. GÉRAULT RICHARD, 2. A. FERDINAND HÉROLD, 5. MICHEL ZÉVACO, 3. CAMILLE DE SAINTE-CROIX, 5. SÉVERINE, 20. HENRI DE RÉGNIER, 5. CAMILLE PISSARRO, 20. L. PISSARRO, 20. ZO D'AXA, 5. H.-G. IBELS, 1. JULES HURÉ, 5. SAINT-POL-ROUX, 1. VAN RYSELBERGHE, 5. PAUL SIGNAC, 5. P. V. STOCK, 20. G. RANDON (JEHAN RICTUS), 0 50. GUSTAVE CHARPENTIER, 1. ÉMILE VAERHEREN, 2. TRISTAN BERNARD, 10. LÉON CLADEL, 2, etc., etc...

Tout le palmarès des lettres et des arts de l'époque !



LA BOMBE DU COMMISSARIAT DES BONS-ENFANTS
(Le Petit Journal)

Vaillant et l'attentat du Palais Bourbon (décembre 1893)

La période « héroïque », ainsi que disent les compagnons, commencée avec Ravachol, allait se continuer avec l'affaire Vaillant. Entre temps, se place toute une série d'attentats de moindre importance (1).

Le 9 décembre vers quatre heures de l'après-midi, alors que le député Mirman parle sur sa validation, une bombe est jetée d'une tribune publique. L'engin — une marmite inoffensive — éclate en l'air et ne cause que fort peu de dégâts. Un seul député, l'abbé Lemire, est blessé peu gravement. Le président Charles Dupuy, vingt-cinq minutes après l'événement, alors qu'il a eu tout le loisir de récupérer ses esprits, et les huissiers, celui, de ramener

(1) Le 8 novembre 1892, une bombe est déposée au siège de la Société des Mines de Carmaux. Les agents la transportent au commissariat de la rue des Bons-Enfants. Tandis qu'ils l'examinent, elle éclate : six policiers sont tués. E. Henry s'en accusera plus tard.

Le 13 novembre, Léautier, un ouvrier cordonnier, frappe de deux coups de tranche le ministre de Serbie à Paris. Condamné aux travaux forcés à perpétuité, il mourra au bagne dans la révolte de 1894.

les fuyards à leurs bancs, prononce la phrase fameuse : « La séance continue », qu'une légende stupide, mise en circulation par le policier Reynaud, prétend immédiate à l'explosion (1). Les grilles du Palais-Bourbon, sont fermées et tous les suspects mis en demeure de décliner leur identité. Plusieurs futurs grands personnages de la République, tels Théodore Lescouvé, alors juge d'instruction à Moutiers, et Maringer, sous-préfet de Louhans, venus faire leurs petites commissions aux parlementaires amis, se voient retenus jusqu'à plus ample informé. Vaillant qui ne s'avouera que le lendemain l'auteur de l'attentat, figure parmi les blessés des tribunes, et est hospitalisé à l'Hôtel-Dieu.

L'attentat de la Chambre provoqua plus de surprise que d'indignation. Tant de scandales tout frais (Wilson, Panama) avaient montré quel cas il convenait de faire de l'honnêteté des honorables !

Dans la meute qui aboyait contre le marmiteur sacrilège, les socialistes, comme toujours, étaient les plus ardents.

Jules Guesde, en même temps qu'il faisait demander par ses lieutenants une prompt justice du coupable, portait vite au *Matin*, sa désapprobation (2) :

Des actes comme ceux-ci sont au-dessous de toute qualification, tellement ils sont en dehors de l'humanité.

Nous nous trouvons évidemment en présence de la dernière des trois catégories dans lesquelles je tenais, il y a deux ans, les anarchistes : fumistes, policiers ou infirmes.

Il n'y a qu'un affolé de destruction et de réclame qui puisse avoir conçu et exécuté un pareil crime, lequel ne saurait avoir rien à faire avec une politique quelconque.

En quoi la mort de quelques députés eût-elle pu modifier, je ne dis pas la société actuelle, mais le gouvernement de cette société ? D'autres députés eussent pris leur place, que l'opinion indignée n'eût pas manqué de choisir plus conservateurs encore que leurs prédécesseurs.

Les socialistes n'ont pas attendu l'attentat d'aujourd'hui pour répudier ce que les compagnons appellent la propagande par le fait...

René Viviani, qui n'éteignait pas encore les étoiles, mais auquel le pétard de Vaillant avait fait voir trente-six chandelles, n'était pas moins indigné. Jaurès, Gustave Rouanet, d'autres, se refusant à voir les trop visibles raisons du dynamiteur, abondaient en flétrissures prudhommesques.

Seul, pour étrange que cela paraisse, Édouard Drumont montrait quelque compréhension :

« Il s'est trouvé un scélérat de plus qui n'a rien compris aux enseignements que la société nouvelle lui avait prodigués. »

« On lui avait dit que le vol méritait les plus hautes distinctions de la Légion d'honneur quand il atteignait un chiffre considérable de millions. On lui avait montré des coquins qui avaient trafiqué cyniquement de leur mandat, rentrant triomphalement au Palais-Bourbon, pour y faire des lois. »

« Les lois ainsi faites n'ont pas paru respectables à cet homme insuffisamment intelligent, et hier il jetait une bombe du haut de la tribune. »

(Libre Parole du 10 décembre 1893.)

Ce qui faisait rager le Consistoire (dont un membre, David Raynal, était précisément ministre de l'Intérieur) :

« Seule une voix discordante a troublé ce concert de réprobation universelle, seule une plume a osé émettre des restrictions et faire des réserves qui confondait dans une même stupeur et dans un même cri de révolte, tous les Français. Ce protestataire unique, c'est M. Drumont qui, au lendemain de l'attentat, laissait tomber de sa plume d'homme civilisé cette phrase de cannibale, qui le cloue définitivement au pilori de l'humanité : »

(1) Mme Anne Léo-Zevaès a fait justice de cette légende (Vendémiaire, octobre 1937).

(2) Cité par Jacques Prolo : *Les anarchistes*.

« TOMBÉE AU BANC DES MINISTRES, LA BOMBE ANARCHISTE N'AURAIT FRAPPÉ QUE DES CRIMINELS QUE PERSONNE N'AURAIT SONGÉ A PLAINDRE. »

« Cette ignoble tirade, c'est le cri du cœur du « sensible », du « tendre », comme s'intitule hypocritement le tombeur des Juifs. »

« Les journaux antisémites, en enseignant chaque jour le mépris de la propriété, de l'autorité, encouragent le mouvement anarchiste... »

(Archives Israélites, décembre 1893.)



LA BOMBE DE VAILLANT

(Le Petit Journal)

Il est vrai que le Sanhédrin avait beaucoup de Cornélius, d'Arton, et de baron de Reinach, à se faire pardonner.

Après une instruction menée avec une diligence inusitée, le procès Vaillant venait aux Assises.

Sa défense fut simple : il n'avait pas voulu tuer, tout au plus donner un avertissement :

VAILLANT. -- ... Je n'ai pas voulu tuer, je le répète. J'aurais pu apporter deux bombes au lieu d'une, je ne l'ai pas fait. J'aurais pu mettre une charge plus forte de poudre verte. Je ne l'ai pas fait. J'aurais pu employer un engin plus terrible, la nitro-glycérine, par exemple, je ne l'ai pas fait... Vous croyez que je vous dis cela pour sauver ma tête ? Vous vous trompez ! Si je pensais que vous avez cette idée-là, j'aimerais mieux ne plus vous répondre et me croiser les bras. Mais, sacré matin ! je ne peux pourtant pas vous dire que j'ai voulu tuer !

Le procureur requit la peine capitale. Une éloquente défense de Labori ne put fléchir le jury, trop heureux de faire sa cour aux législateurs du bout du quai. Carnot, sous la coupe de sa femme, elle-même aux mains des Assomptionnistes, ne voulut pas faire grâce. Pourtant

l'abbé Lemire avait bien voulu pardonner les quelques chevrotines reçues dans l'occiput et dans une lettre à Labori avait plaidé pour la tête de Vaillant. Quelques socialistes aussi, par une campagne de dernière heure, avaient tenté d'effacer la honte de leur attitude du début. L'un d'eux, J.-L. Breton (1), écrivit dans le *Parti socialiste*, l'organe du Comité révolutionnaire central (blanquiste), un article prophétique à l'adresse de Carnot, qui lui valut d'ailleurs l'insigne honneur d'être la première victime de la « loi scélérate » récemment votée (13 décembre 93) :

« Au moment de mettre sous presse nous apprenons que la Cour de Cassation vient de rejeter le pourvoi de l'auteur de l'explosion de la Chambre. »

« Maintenant notre infâme société met dans la main d'un homme la vie d'un autre homme. »

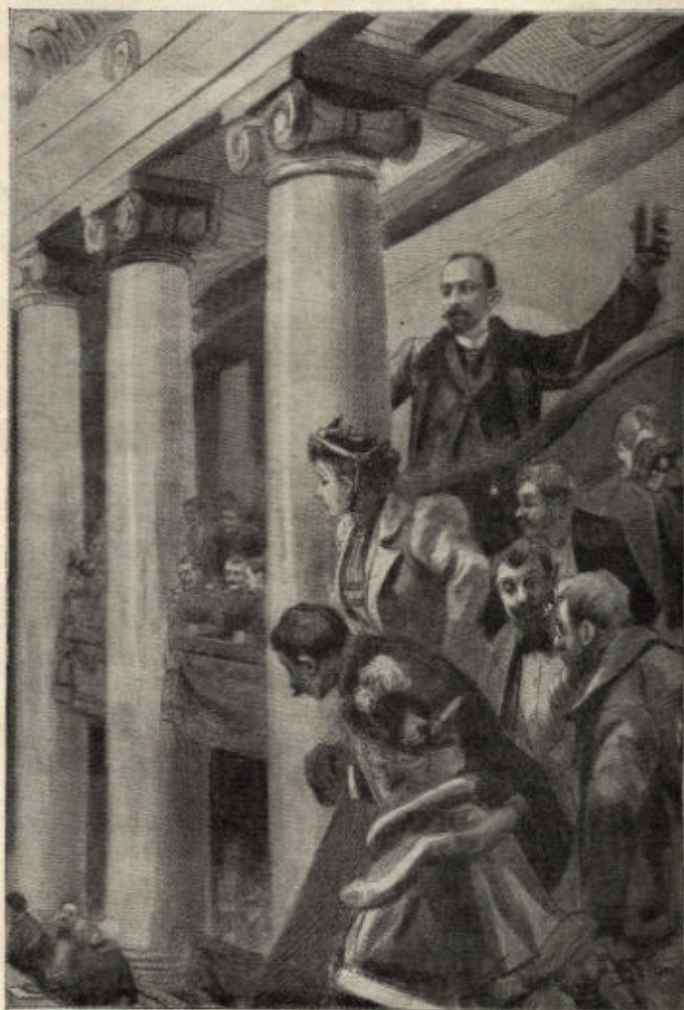
« Elle permet à Carnot d'être assassin ou homme. »

« Quel rôle préférera-t-il ? »

« Nous ne savons pas, mais s'il se prononce froidement pour la mort, il n'y aura plus en France un seul homme pour le plaindre s'il lui arrive, un jour, le petit désagrément de voir sa carcasse de bois disloquée par une bombe. »

J.-L. Breton fut condamné à deux ans de prison pour cet avertissement dont Caserio démontrera le bien-fondé plus tard.

(1) J.-L. Breton deviendra ministre dans le cabinet Millerand (1920) !



VAILLANT JETTE SA BOMBE

(Le Petit Journal)



VAILLANT

Vaillant mourut courageusement. Devant la bascule il s'exclama d'une voix forte : « Mort à la société bourgeoise ! Vive l'anarchie ! »



JULES-LOUIS BRETON

(Les hommes du jour)

Sur sa tombe, au champ de navets, on trouva quelques jours après les strophes suivantes attribuées à Lucien Pénjean (1) :

(1) Le même, lors des déclarations de Guesde au *Matin*, avait adressé à ce journal la lettre suivante :

Paris, 10 décembre 1893.

« MONSIEUR. — C'est à tort que, jusqu'à présent, la presse me qualifiait d'anarchiste. Je me contentais d'être un révolutionnaire indépendant. Mais en présence du superbe fait d'armes d'hier, et devant les inqualifiables appréciations de certains socialistes, je déclare me solidariser entièrement à l'avenir avec les partisans de la propagande terroriste dans la lutte sans merci qui s'engage ; que d'autres aient le triste courage de faire chorus avec les oppresseurs. Mais j'entends rester avec les victimes et marcher jusqu'au bout avec les révoltés.

Vous pouvez donc à loisir m'appeler désormais : l'anarchiste L.-P. »

*Puisqu'ils ont fait boire à la terre,
A l'heure du soleil naissant,
Rosée auguste et salubre,
Les saintes gouttes de ton sang ;*

*Sous la feuille de cette palme
Que t'offre le droit outragé,
Tu peux dormir d'un sommeil calme,
O martyr ! tu seras vengé.*



TÊTE DE RUBRIQUE DU « PÈRE PEINARD »

Émile Henry

Le 12 février 1894, une bombe est lancée sur les consommateurs du café Terminus, à neuf heures du soir. L'auteur de l'attentat tente de prendre la fuite, une chasse à l'homme s'organise : il est arrêté non sans avoir opposé une vive résistance. C'est un jeune homme, presque un gamin, qui déclare s'appeler Léon Breton. Le troisième jour seulement de sa détention, il donnait sa véritable identité : Émile Henry. Fils d'un commandant de la Commune réfugié en Espagne après la semaine sanglante, il est totalement inconnu de la police, à l'inverse de son frère, Fortuné, orateur attitré des réunions libertaires. Il a fait d'excellentes études à J.-B. Say, préparé Polytechnique où il a échoué à l'oral. Il habite à Belleville, où il a fabriqué sa bombe qui lui est revenue à 14 francs. L'instruction ne peut établir de quoi il tire ses ressources ordinaires. Plus tard la police prétendra qu'il a participé à différents cambriolages avec la bande Ortiz, notamment à Ficquefleury. Il s'accuse de la bombe de la rue des Bons-Enfants, sans convaincre personne. Il comparait le 27 avril devant les Assises, l'éternel Bulot à son poste. Il a voulu, déclare-t-il, frapper les habitués du Terminus, « cette masse prétentieuse et bête d'employés à 300 ou 500 francs par mois, plus réactionnaires que les bourgeois leurs maîtres... »

Incisif et méprisant, il répond ainsi au président :

D. — Vos mains sont couvertes de sang.

R. — Comme votre robe rouge, monsieur le président.

D. — Une dernière fois, voulez-vous dire où vous avez vécu et comment ?

R. — Ça ne vous regarde pas.

D. — Ça regarde ceux qui vous jugent.

R. — Je m'en moque. Je suis heureux de ce que j'ai fait, content et fier.

A l'encontre de Vaillant, il affirme : « J'ai voulu non blesser, mais tuer... Ce n'est pas aux assassins qui ont fait la semaine sanglante et Fourmies de traiter les autres d'assassins... »

Bien que son geste n'ait causé que des blessures insignifiantes, Bulot n'en réclame pas moins sa tête, qu'un jury qui s'est senti ulcéré aux appréciations de l'accusé sur les Français moyens du Terminus, lui accorde sans peine.

Émile Henry, avant la délibération des jurés, donne lecture d'une déclaration, dont voici la fin :

Dans cette guerre sans pitié que nous avons déclarée à la bourgeoisie, nous ne demandons aucune pitié.

Nous donnons la mort et savons la subir. C'est pourquoi j'attends votre verdict avec indifférence.

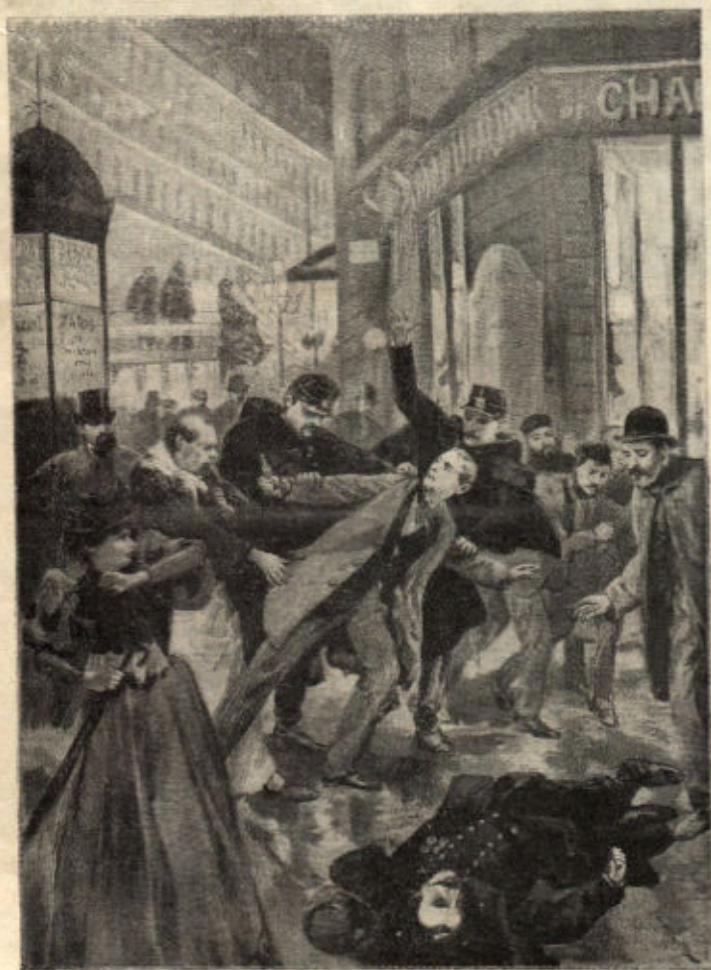
Je sais que ma tête ne sera pas la dernière que vous couperez ; car les meurtre-de-faim commencent à connaître le chemin qui conduit au « Terminus » et au « Restaurant Foyot ».

Vous ajouterez d'autres noms à la liste sanglante de nos morts. Pendus à Chicago, décapités en Allemagne, garrottés à Xérès, fusillés à Barcelone, guillotins à Montbrison et à Paris, nos morts sont nombreux ; mais vous n'avez pas pu détruire l'anarchie. Ses racines sont profondes : elle est née au sein d'une société pourrie qui s'affaisse ; elle est une réaction violente contre l'ordre établi ; elle représente les aspirations d'égalité et de liberté qui viennent battre en brèche l'autoritarisme actuel. Elle est partout. C'est ce qui la rend indomptable, et elle finira par vous vaincre et par vous tuer.

Il est exécuté le 21 mai. Comme Ravachol et Vaillant, il meurt courageusement. Clemenceau et Barrès, qui ont assisté à l'exécution, s'en disent profondément émus...

Caserio

ALORS que l'instruction de l'affaire Henry se poursuit, l'exubérante dynamite cause encore quelques ravages à Paris. C'est, le 15 mars, le Belge Pauwels, un ami de Vaillant, qui se tue en portant une



ARRESTATION D'ÉMILE HENRY
(Le Petit Journal)



UNE BOMBE CHEZ FOYOT
(Le Petit Journal)

machine infernale à la Madeleine. Le 4 avril, c'est la bombe Foyot qui blesse Laurent Tailhade, aux applaudissements de toute la presse bien-pensante, qui ne lui a pas pardonné la phrase célèbre, confiée à Jules Huret, au soir de la bombe Vaillant : « *Qu'importe l'acte si le geste est beau ! Qu'importe la mort de vagues humanités si, par elle, l'individualité s'affirme.* »

Le 24 juin 1894, Sadi Carnot voit se réaliser à ses dépens la sombre prophétie de J.-L. Breton : il tombe à Lyon, sous les coups de Caserio. A l'instant où la calèche présidentielle s'engage dans la rue de la République, le meurtrier, un jeune anarchiste italien, saute sur le marchepied et poignarde l'auguste personne. Il a frappé pour venger Vaillant et Émile Henry, trop durement châtiés à ses yeux. La nationalité du coupable connue, tous les établissements italiens de Lyon sont saccagés sur l'heure !

Caserio, né en Lombardie en 1873, avait quitté sa famille dès l'âge de douze ans. On le trouvait, dans la suite, garçon boulanger à Milan. En 1892, il était condamné par un tribunal italien pour avoir distribué des tracts antimilitaristes. Ses antécédents le présentaient comme un honnête garçon, courageux et bon camarade.

Un journaliste le décrit ainsi : « Cet Italien, calme et poli, ne s'anime que lorsqu'on fait des objections à ses théories. C'est un convaincu et un fanatique. Il a voulu tuer, et il est persuadé que son acte aura une grande portée. »

Aux Assises, il racontera avec une tranquillité bonhomme les circonstances de l'attentat :

Quand j'ai vu approcher la voiture, j'ai commencé par tirer mon poignard de ma poche, j'ai culbuté les deux jeunes gens qui étaient devant moi, jeté la gaine du poignard, et



L'ATTENTAT DE CASERIO

puis j'ai bondi ! J'ai saisi de la main gauche la porte de la voiture, et de la droite, j'ai frappé de haut en bas.

J'ai crié : « Vive la Révolution ! » Le président, quand je l'ai frappé, m'a regardé fixement en face et s'est reculé. Ce regard ne m'a fait aucune sensation. Je voulais frapper au cœur, mais mon bras a dévié. »

Ironiste, il demande à écrire à Casimir-Perier, pour lui demander assistance, vu qu'il a facilité son accession à la magistrature suprême (1).

Le 16 mars 1894, il est exécuté devant la prison Saint-Paul, au milieu d'un orage terrible. Devant la guillotine il se raidit : « *Corragio camaradi, evviva l'anarchia !* »

La mort de Caserio clôt la période héroïque.

Les lois scélérates (2)

La Chambre, au lendemain de Vaillant, en même temps qu'elle accordait au gouvernement un crédit de 800.000 francs pour la police, avait voté une première loi « scélérate » (12 décembre 1893). Celle-ci aggravait considérablement les dispositions de la loi de 1881 sur la presse, notamment en ce qui concernait la provocation des militaires à la désobéissance. Elle permettait, dès le début de 1894, les milliers de perquisitions et d'arrestations ordonnées par le ministre Casimir-Perier-Dubost-Raynal. Une première application en était faite, comme on a vu, au socialiste Breton, pour son article sur Carnot.

Les partisans de la répression à outrance s'estimaient encore insuffisamment armés. L'attentat de Caserio leur était prétexte pour demander de nouvelles restrictions à la loi de 1881. Le cabinet Dupuy faisait voter, le 28 juillet 1894, une nouvelle loi *scélérate*. Aux termes de cette der-



CASERIO AUX ASSISES

nière, la connaissance des délits de presse consistant en provocations à des actes de violence ou en apologies de ces actes, « dans un but de propagande anarchiste », était enlevée au jury et conférée à la juridiction correctionnelle, sous prétexte d'assurer la rapidité de la répression. Faculté était donnée aux tribunaux correctionnels de décider si les condamnés devaient être relégués (!) à l'expiration de leur peine. Le projet gouvernemental (art. 4) stipulait encore que les condamnés devaient être soumis à l'emprisonnement individuel. Cette disposition avait pour but de mettre les anarchistes dans l'impossibilité de continuer en prison leur propagande. Dans le même ordre d'idées, l'article 5 laissait aux cours et tribunaux le soin d'interdire la reproduction des débats lorsqu'ils le jugeraient utile.

Ces lois d'*exception*, comme disait le vénérable Brisson, pèsent depuis quarante ans d'un poids formidable sur la propagande révolutionnaire. A chaque renouvellement législatif, les socialistes et les radicaux en promettent l'abrogation. Mais dès qu'ils sont au pouvoir, ils s'en servent sans vergogne. Ainsi le premier « Cartel » en fit un usage immodéré. Ce serait peut-être le moment de rappeler à M. Marx Dormoy que son maître bien-aimé Jules Guesde proposait, dès 1894, l'abrogation de la première loi « scélérate » votée le 12 décembre 1893!

Le procès des Trente (août 1894)

L'ATTENTAT d'Émile Henry avait été suivi de perquisitions et d'arrestations en masse. La police qui voulait en finir avec tous les théoriciens et propagandistes anarchistes, avait décidé de frapper un grand coup. Les récentes lois lui permettaient une machination de grande envergure. Ce fut ce qu'on a appelé le « Procès de Trente ». Sous couleur d'« association de malfaiteurs », une trentaine de personnes étaient déférées aux Assises

(1) Voir Raymond Hesse : *Les Criminels peints par eux-mêmes*.

(2) Voir les *Lois scélérates*, par Émile Pouget, Fr. de Pressensé et un juriste. Éd. de la *Revue Blanche*, La III^e République de Zévaès.

de la Seine le 6 août 1894. Vingt-cinq seulement comparurent, cinq d'entre elles, dont Émile Pouget, le directeur du « Père Peinard » et Paul Reclus, le neveu d'Élisée, ayant pu fuir. Un amalgame savant avait été combiné par l'illustre policier Puybaraud : toutes les variétés de l'anarchie depuis le compagnon partisan de la « reprise » jusqu'au philosophe à la Jean Grave, y étaient fraternellement mêlées.

Outre le directeur de la *Révolution*, coupable d'avoir, soit dans des articles de journal, soit dans son récent volume (*La société mourante et l'anarchie*), fait l'apologie « de crimes et excité aux pires violences », s'asseyait au banc des accusés, accusés de faits analogues, Sébastien Faure, Charles Châtel, rédacteur à la *Revue anarchiste*; Matha, le gérant de *L'En-dehors* de Zo d'Axa; Ledot, collaborateur de la *Révolution*; Paul Bernard, retour de Barcelone, où il séjournait lors de l'attentat contre le « Liceo »; Ortiz, accusé de vols et de provocation au pillage; Félix Fénéon, employé au ministère de la Guerre, collaborateur de *L'En-dehors* et de la *Revue Blanche*, soupçonné d'avoir détenu des explosifs semblables à ceux dont Émile Henry avait usé, etc., etc. Parmi les fuyards encore : Alexandre Cohen, un jeune écrivain étranger, le traducteur de Multatuli, au *Mercure de France*.

Dès l'ouverture des débats, sur réquisition du ministère public, Bulot toujours, la Cour décida qu'il serait interdit de publier le compte rendu des interrogatoires de Grave et de Sébastien Faure, attendu que ces interrogatoires reproduits par la presse pouvaient aider à la propagande anarchiste! Sébastien Faure demanda vainement que la même interdiction s'étendît aux autres prévenus. L'orateur libertaire était particulièrement visé, et quelque temps avant le procès, Georges d'Espèrès avait publié dans le *Journal* un papier ignoble intitulé « Saint Sébastien, vierge et martyr », dont Puybaraud lui avait fourni la trame. A l'audience, d'ailleurs, d'Espèrès, acculé par l'avocat de Sébastien Faure, Me Desplas, devait convenir de l'impureté de ses sources!

Stéphane Mallarmé vint témoigner pour Félix Fénéon, qu'il avait connu dans les cénacles décadents :

« Fénéon est un homme droit et doux et d'un esprit très fin, déclara-t-il. Et je suis allé au-devant d'une citation, non

seulement à cause de mon goût pour lui qui est très vif, mais aussi par amour pour la vérité. »

Fénéon, tout au long du procès, se montra d'une insolence magnifique. A un moment, le procureur Bulot, ayant reçu un paquet qui contenait des matières fécales, demanda une suspension d'audience pour aller se laver les mains, ce qui provoqua cette réflexion du rédacteur de la *Revue Blanche* : « Depuis Ponce-Pilate, on ne s'était pas lavé les mains avec autant de solennité! »

Au fur et à mesure des interrogatoires, l'accusation s'était effondrée; Bulot n'en prononça pas moins un de ces réquisitoires mélodramatiques, dont il avait le secret et où il demandait toutes les rigueurs de la loi.

Après que les avocats eurent plaidé, Saint-Auban pour Jean Grave, Lagasse pour Ortiz, etc., Sébastien Faure se leva pour une ultime déclaration qui fut pour beaucoup dans l'issue heureuse des débats :

« On m'a représenté, dit-il, comme le chef, sans réfléchir que cette qualification est contraire à la conception anarchiste, si variée dans ses manifestations individuelles. Non, je ne suis pas le chef; je ne l'ai jamais été et n'aspire pas à l'être. Je propose mes idées, je ne les impose à personne... »

« Je suis l'apôtre convaincu d'une philosophie, le semeur d'idées qui passe. Est-ce qu'on a jamais reproché au libre-penseur les actes du fanatique imbécile qui met à sac l'Église ? »

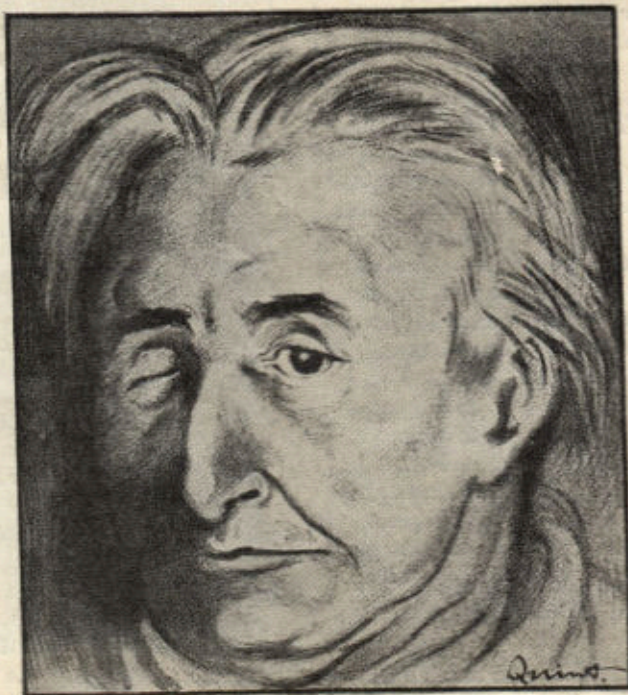
« Le voyageur qui, arrivé devant un fleuve, prédit son débordement si les digues ne sont pas élevées, sera-t-il rendu responsable de la dévastation des campagnes voisines si le débordement survient, ses conseils ayant été méconnus ? »

« J'en ai fini, messieurs. Un mot seulement sur ma vie. »

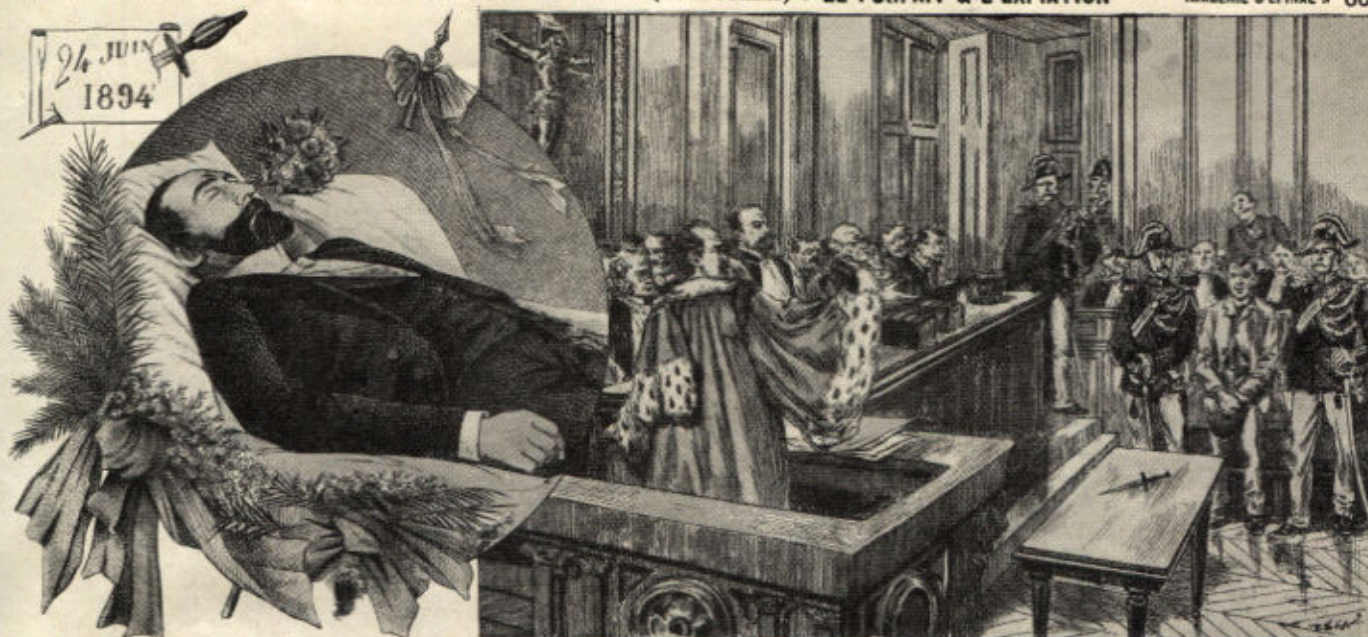
« Fils de bourgeois, j'ai vécu de la vie des humbles; j'ai subi des privations et l'emprisonnement pour la vulgarisation d'idées généreuses. »

« Demain, quand je sortirai acquitté, je me trouverai sans situation sur le pavé parisien; car pour moi il n'y a pas de demi-mesure possible : ou vingt ans de travaux forcés ou l'acquittement... »

Le jury revint avec un verdict général d'acquittement, sauf en ce qui concernait Ortiz et quelques-uns de ses complices...



LAURENT-TAILHADE



Tout les ans de notre France,
Un' province avec écus
Renvrait l'chef de l'Etat,
Dont le digne bienveillance,
L'air affable et sans hauteur
Savait gagner tous les cœurs.

C'est pour suivre cet usage
Qu'à la fin de Juin dernier,
M'sieu Caserio vint visiter
— Hélas ! funeste voyage ! —
La grande exposition
De la ville de Lyon !



Voici qu'avec son cortège,
S'avance le Président,
Au théâtre se rendant,
Hélas ! rien ne le protège !
Du peuple enthousiasmé,
Il n'a pas peur d'être séparé.

Profitant d'une circonstance,
Et tenant, très indigne !
Son poignard dans un journal,
Soudain Caserio s'élance !
Tout le monde se figeait,
Qu'il présentait un placet.

II. L'ANARCHISME ILLÉGALISTE

De tout temps l'anarchisme dit « illégaliste » a été violemment controversé dans les milieux libertaires, qu'il fût uniquement un *modus vivendi* individuel ou qu'il servit à procurer des fonds au « mouvement » ! Duval, Pini, Ravachol pratiquèrent la « reprise individuelle », à des degrés différents, mais dans des buts nettement définis. Il n'est pas exclu non plus qu'Émile Henry ait participé aux exploits de la bande Ortiz...

Jean Grave, lui-même, qui n'est pas précisément de mœurs dissolues, ne nous confesse-t-il pas (*Le mouvement libertaire*, p. 16) qu'il fut tenté un moment de dévaliser la recette de la rue Saint-Jacques !

L'inconvénient de ce genre d'opérations, c'est qu'il vient un temps où la théorie initiale dégénère par le fait d'adeptes malintentionnés. On ne saisit plus ce qui distingue le délinquant à prétentions politiques du malfaiteur vulgaire... La « déviation apache » apparaît alors comme un écueil fatal...

Si l'expropriation est demeurée en Occident une pratique exclusive aux compagnons, il n'en fut pas de même dans certains pays slaves. Le camarade Lénine, par exemple, n'y répugnait pas, et l'on sait telles entreprises qu'il approuva, auprès de quoi les plus sombres forfaits du Bonnotisme (1), apparaissent comme des jeux d'enfants !

Depuis la parution du savant ouvrage de Boris Souvarine sur Staline, il n'est plus permis d'ignorer comment ce dernier conquiert ses galons dans le parti bolcheviste. Associé au célèbre terroriste géorgien Kamo, que Lénine appelait familièrement le « Brigand du Caucase », Staline réussit, en 1907, la fameuse expropriation de Tiflis. L'opération, accomplie à coups de bombe et de revolver, contre une voiture qui transportait des fonds du Trésor, rapporta

341.000 roubles, soit plus de 4.250.000 francs, à la caisse bolcheviste.

Des centaines d'exploits du même genre furent encore menés à bien dans les années 1904-08, par les *boieviki* (nom russe des *expropriateurs*), aux ordres de la *troïka* bolcheviste (Lénine-Bogdanov-Krassine).

Souvarine nous apprend également que Krassine fit un moment à Berlin une importante commande de papier spécial, propre à la fabrication des billets de banque ! Dans le même temps, Kamo préparait le pillage de la banque. Mendelssohn, un des plus gros établissements financiers de la capitale allemande (1)...

Parlerons-nous de Litvinoff, arrêté à la gare du Nord, comme un vulgaire récidiviste, alors qu'il partait pour Londres « changer » les roubles expropriés à Tiflis !

Ces façons de faire valaient d'ailleurs à Lénine et à ses coéquipiers d'être traités par le menchevik Martoff d'« émules de Bonnot » (2).

Cette édifiante énumération permettra de juger à sa valeur la tapageuse vertu, que montrent, à l'occasion, les disciples français de Staline !

L'affaire Duval

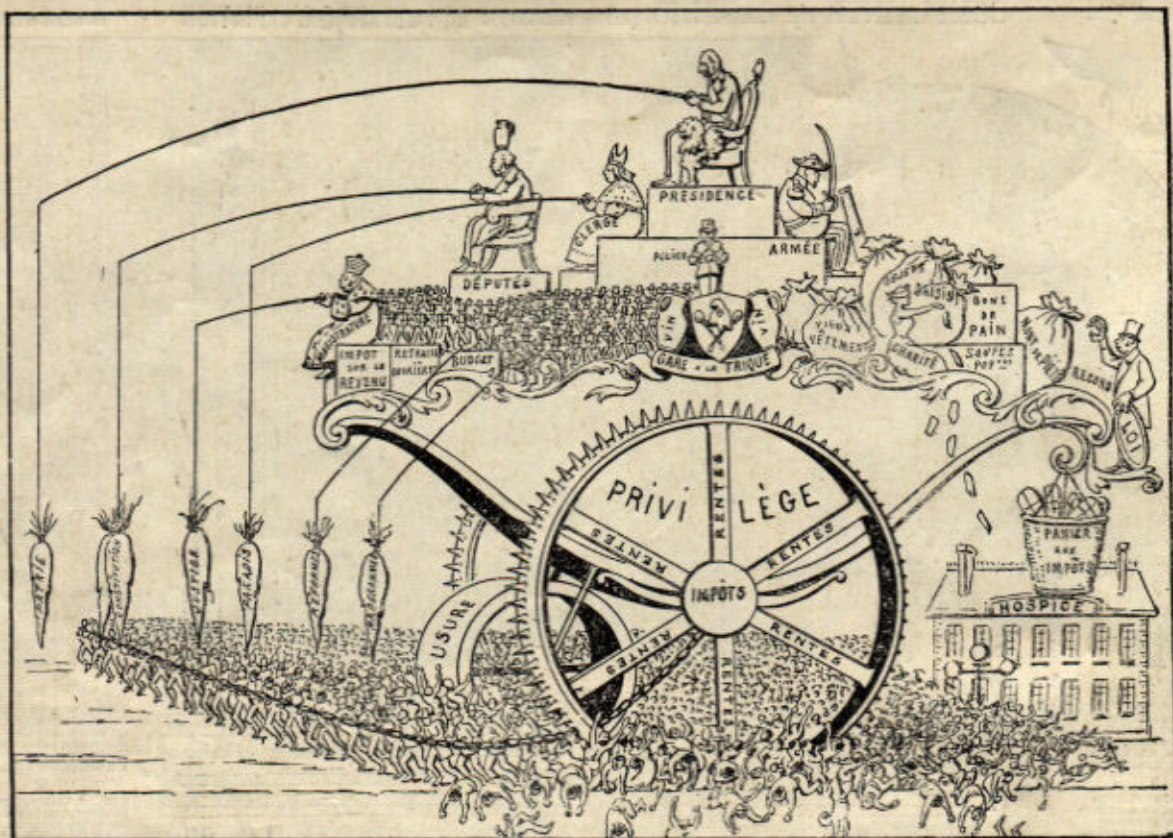
La première fois que les anarchistes défendirent carrément le droit au vol, ce fut lors de l'affaire Duval.

Le 5 octobre 1886, l'hôtel situé 31, rue de Monceau et habité par Mme Herbelin et par sa fille Mme Madeleine Lemaire, une artiste peintre fort renommée en ce temps-là, était pillé et à moitié incendié. Quelques jours après, un certain Puisen offrait à un joaillier de la

(1) Sur la bande à Bonnot, voir *Les Bandits tragiques* de V. Mérie. *Un peu de l'âme des bandits*, par E. Michon. *Les Bandits en auto*, par H. C..., etc...

(1) Voir *Staline*, par B. Souvarine, pp. 98 et suiv.

(2) Cité par Henry Rollin dans le *Parti Bolcheviste*.



LE CHAR DE L'ÉTAT

(Almanach du Père Peinard)

rue Tronchet, un lot de bijoux qui lui parut suspect. Il alertait la police, qui arrêtait Puisen, lequel confessait tenir les joyaux d'un nommé Grenetti, qui, arrêté à son tour, avouait les avoir reçus d'un individu du nom de Clément Duval, qui fréquentait assidûment le groupe anarchiste « La Panthère des Batignolles » !

La police organisait une souricière, et Duval peu de jours après était arrêté, alors qu'il portait secours à la femme d'un compagnon détenu.

L'arrestation, raconte le célèbre chroniqueur judiciaire Bataille (1), fut des plus dramatiques. « Le fameux brigadier Rossignol avait à peine vu Duval, qu'il se jetait sur lui, en criant : « Au nom de la loi, je vous arrête » ; « au nom de la liberté, je te supprime », répliquait Duval. Et s'armant d'un mauvais couteau de poche, il lardait le policier, pour le faire lâcher prise. Sous la douleur, celui-ci abandonnait sa proie, mais vingt de ses collègues, accourus sur les entrefaites, s'emparaient de Duval, et l'emmenaient au poste.

Les journaux présentèrent d'abord la chose comme une affaire criminelle ordinaire. Cependant, quelques jours après, Duval, par lettres adressées au *Révolté*, réclamait la qualité d'anarchiste, et donnait à son acte le caractère d'un geste politique. Jean Grave commençait alors une campagne en sa faveur.

Le 11 janvier 1887, Duval passait aux Assises. Les débats furent des plus mouvementés. L'« almanach anarchiste pour 1892 » rédigé par Sébastien Faure rend ainsi compte du procès :

« 12 janvier 1887. — Défense du compagnon Duval.

« Accusé de vol et de pillage à l'hôtel Lemaire et de tentative de meurtre sur le mouchard Rossignol, qui l'arrêtait, Duval, ouvrier pauvre, convaincu que la propriété individuelle n'a aucune source légitime, avait volé, non pour lui, mais pour soutenir la propagande. Devant la Cour d'Assises

son attitude fut admirable de résolution et de sincérité ; son défenseur Labori sut s'exprimer avec respect sur son client et l'idéal qui le faisait agir.

« CE N'EST PAS EN SIMPLE AVOCAT QUE JE PARLERAI, déclara-t-il, C'EST EN HOMME DE CŒUR QUI A PRIS À TACHE DE PÉNÉTRER DANS LA PENSÉE, DANS LA CONSCIENCE DE DUVAL. JE SUIS UN BOURGEOIS DÉFENSEUR NATUREL DE NOS INSTITUTIONS ET C'EST EN BOURGEOIS QUE JE M'ADRESSE À VOUS... DUVAL N'EST PAS UN MALFAITEUR, MAIS UN HOMME QUI MET SA VIE AU SERVICE DE SES IDÉES...

« Son acte, acte de guerre sociale s'il en fut, fut anathématisé par les socialistes autoritaires qui déclarent bien que la propriété c'est le vol, mais entendent que les volés, c'est-à-dire les non-possédants, se contentent de cette affirmation platonique. »

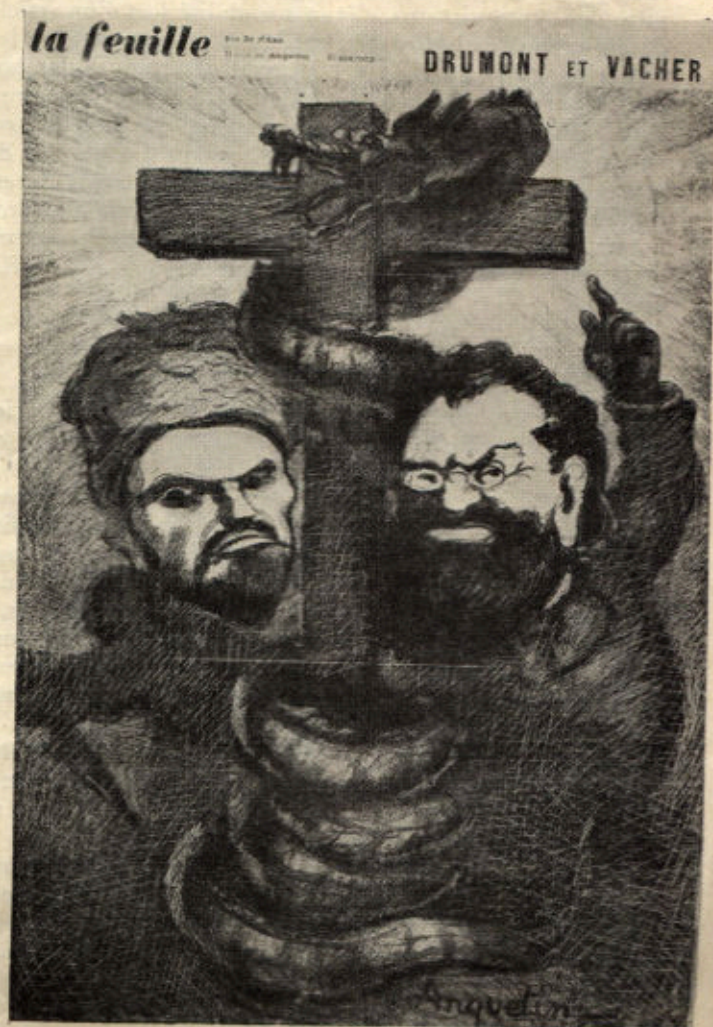
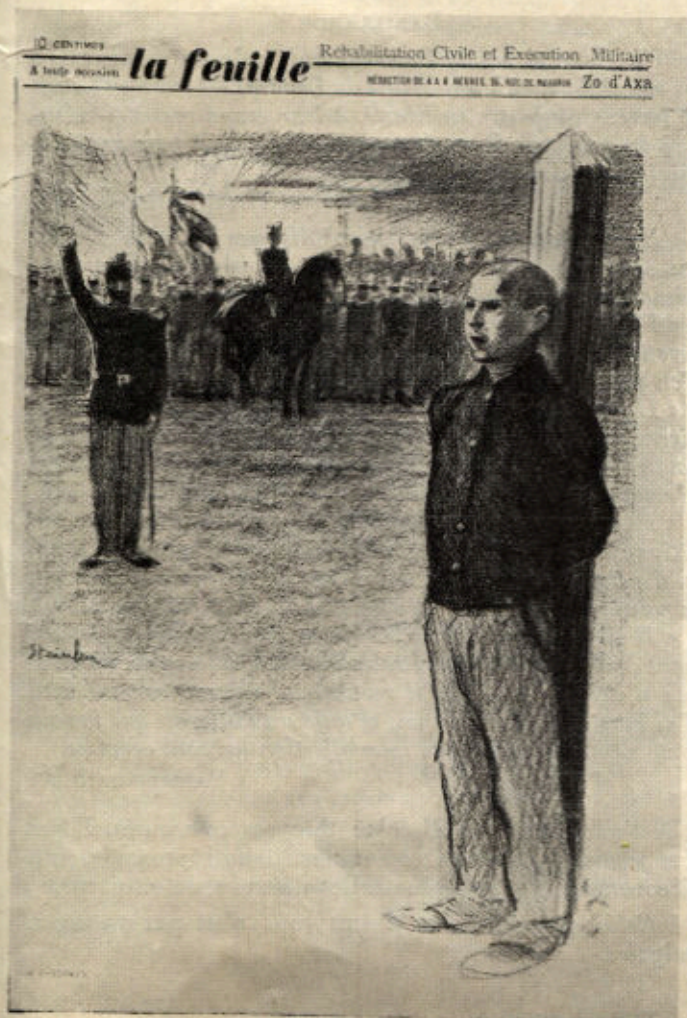
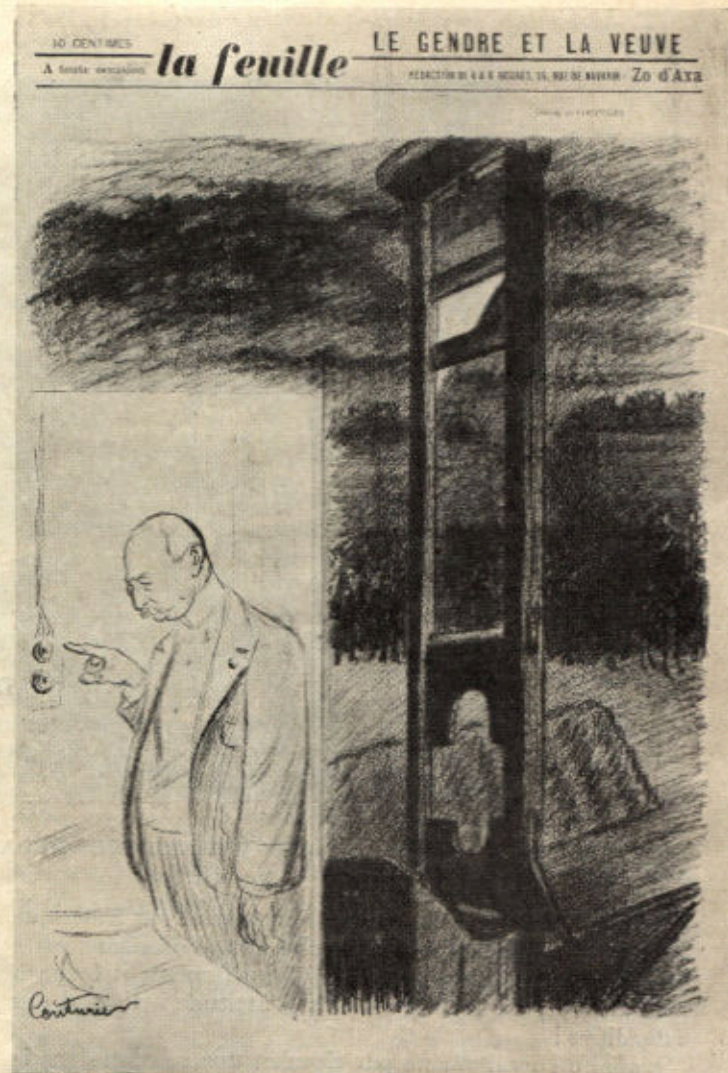
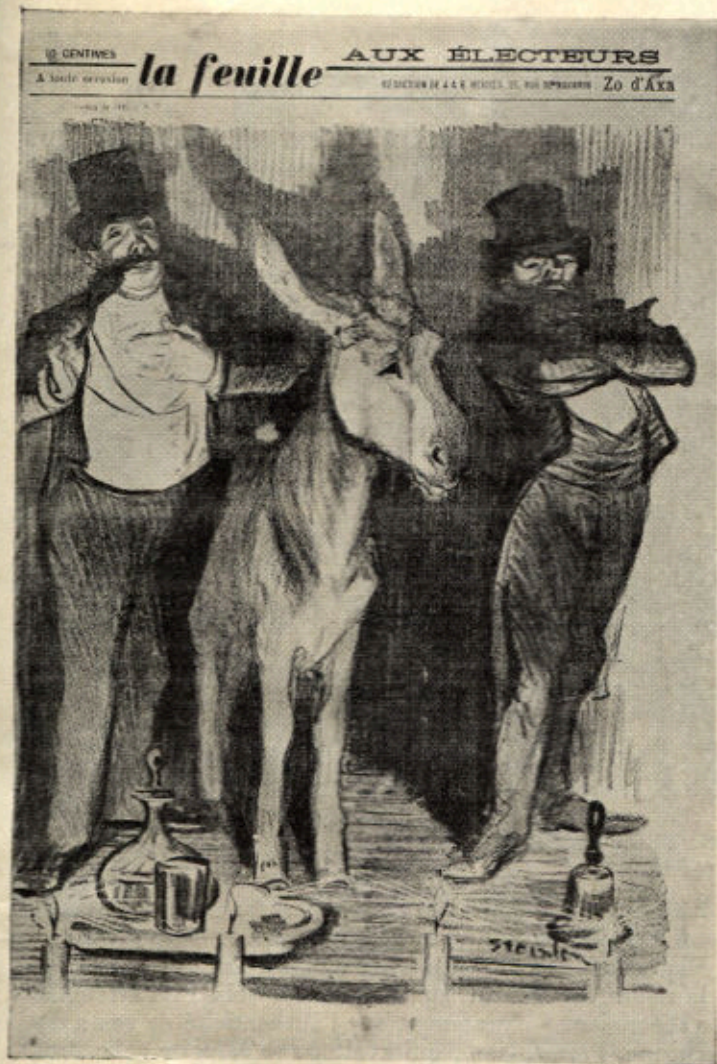
Après la plaidoirie de Labori, Duval tint à se défendre lui-même. Il menaça le jury et la Cour de les faire sauter à la dynamite à sa sortie de prison. Le président, voulant le faire exclure de l'audience, un tumulte énorme se produisit dans la salle, où de nombreux anarchistes étaient massés. « A moi, compagnons, s'écria Duval, vive l'anarchie ! » Le verdict fut lu en présence de la force armée, baïonnette au canon. Le président alla donner connaissance de l'arrêt à Duval dans sa prison, où on lui avait passé la camisole de force. Condamné à mort, Duval ne fut pas exécuté.

Huit jours après, un meeting de protestation était organisé par les anarchistes. Tennevin et Louise Michel y prenaient la parole (23 janvier). La réunion se terminait sur une invitation à tous les compagnons à se trouver sur la place de la Roquette, le jour de l'exécution.

Duval ne fut pas exécuté. On était en plein scandale Wilson, et le vieux Grévy n'osa pas envoyer à la mort un homme qui, tout bien pesé, n'était guère plus coupable que son illustre gendre...

Duval envoyé à la Guyane, parvint à s'évader. Il se réfugia à New-York, où il mourut il y a quelques années.

(1) Causes criminelles et mondaines, 1887.





LE BUREAU DE RÉDACTION DE « LA RÉVOLTE »

Les anarchistes italiens, qui sont nombreux en Amérique du Nord, le traitaient en patriarche. Ils ont d'ailleurs édité ses *Mémoires*. Au moment de l'affaire Bonnot, il écrivait à Jean Grave pour lui reprocher son attitude à l'égard des « Bandits » !

L'affaire Duval amena par ricochet une scission dans le monde socialiste. Le « marxiste » Guesde qui était beaucoup plus pudique que le « marxiste » Lénine, sur le chapitre des expropriations, s'était scandalisé fort d'un article de Séverine dans le *Cri du Peuple*, où s'élevait contre les « Phariséens de la sociale », elle avait osé trouver des circonstances atténuantes à l'incendiaire de l'Hôtel Lemaire ! Aussi, il quittait bientôt l'ancien journal de Vallès, suivi de tous les « Prix Montyon » de la maison. La plupart de ceux-ci, à l'exemple du maître, eurent des fins édifiantes, comme il fallait s'y attendre ; un certain Émile Massard, notamment, finira rapporteur du Budget de la Préfecture de Police, et dame patronnesse d'un brelan de la rue de Richelieu.

Pini

Le 4 novembre 1890 voit le procès d'un autre cambrioleur anarchiste, Pini, que l'*Almanach anarchiste de 1892* déjà cité nous présente ainsi :

« Pini, homme de cœur et de volonté énergique, qui dévalisait la caste ennemie, tant pour faire fructifier la propagande que pour soulager des misères, a le courage de dire à ses juges : « Je ne suis pas un voleur ; je reprends, dans un but social, les richesses volées par les bourgeois. »

Pini était un Italien d'une trentaine d'années, remarquablement intelligent, et de plus doué d'une force herculéenne. De famille pauvre, il avait eu une enfance très malheureuse. Il s'était constitué, à Paris, une bande de cambrioleurs accomplis. Il travaillait surtout dans les riches propriétaires. La valeur totale de ses détournements s'élevait, aux dires de la justice, à quatre ou cinq cent mille francs, ce qui était énorme à l'époque.

Avec un de ses amis, Parmeggiani, il publiait de temps à autre des placards de polémique ou de propagande signés « Gli Intransigenti » (Les intransigeants). Ils avaient même fait ensemble un voyage en Italie, pour châtier un journa-

liste qui les avait traités de mouchards. Leur signalement communiqué à la Sûreté de Paris amena l'arrestation de Pini, et en découvrant l'amas d'objets amoncelés chez lui, la police fut bientôt sur la trace des vols. Pini arrêté, les « théoriciens » chicanèrent sur l'authenticité de son anarchisme. Parmeggiani, qui avait pu se réfugier à Londres, mit les choses au point, dans une lettre que le « Père Peinard » donnait en ces termes le 13 octobre 1889 :

BABILLARDE.

« Un chouette zigue, Parmeggiani, qu'a eu dernièrement des emmêlées avec les roussins de Londres — mais qu'ils ont été forcés de refoutre en liberté, à leur grand regret — m'envoie au sujet de Pini, le gas d'attaque que vous savez, la babillarde suivante :

Londres, 27 septembre 1889.

« En présence des appréciations diverses des actes de Pini, qui ont cours en ce moment, mon devoir est d'affirmer ma solidarité entière avec lui.

« Pini, ainsi que Duval, n'a eu pour mobile que son dévouement à la propagande, tous ceux qui l'ont approché n'en peuvent douter.

« L'argent, repris par lui à la bourgeoisie, a servi à publier divers manifestes, placards, brochures et journaux italiens, notamment la traduction de la défense de Duval, et celle des *Martyrs de Chicago*, et les journaux *Il Ciclone* et *Il Pugnale*.

« Il lui a servi à poursuivre en Italie une propagande active contre les endormeurs du socialisme, en même temps qu'à permettre à nombre des nôtres de se tirer des mains de la police, et de se mettre en sûreté en Belgique et en Angleterre.

« Il est inutile d'insister là-dessus, cent preuves du dévouement de Pini pourraient être fournies, d'ailleurs si ses ennemis n'étouffent sa voix, il revendiquera hautement ses actes. J'ai longtemps été son ami, et aujourd'hui, plus que jamais, toute mon estime et toute mon affection lui sont acquises.

« PARMEGGIANI. »

A l'audience Pini disculpa tous ses co-accusés. Il prit à sa charge tous les actes commis. Labori, prononça en la circonstance une des plus belles défenses de sa carrière :

« Celui que vous avez devant vous n'est pas un accusé vulgaire.



« Il se rattache à un groupe d'hommes ardents, convaincus, qui ont fait de la destruction radicale de l'ordre social actuel l'étrange préoccupation de leur vie ; qui traitent la société comme une ennemie implacable et la menacent sans répit, la frappent quand ils en trouvent l'occasion ; mais qui, lorsqu'ils sont terrassés à leur tour, refusent de se laisser contraindre, considérant comme une lâcheté de se soumettre et entendant être traités non en coupables mais en vaincus... »

Pini fut condamné à vingt ans de travaux forcés. Soumis à la Guyane à un régime d'exception, il tenta maintes fois de s'évader...

Lombroso, auquel il se trouve encore des gens pour accorder un crédit scientifique, fait de Pini, en même temps que de Ravachol, le type de l'anarchiste-criminel-né (1) !

Jacob

Le 8 mars 1905 s'ouvrait devant les Assises de la Somme le procès de la bande Jacob, dite *bande d'Abbeville*.

De 1900 à 1903, dans toutes les grandes villes de France, des cambriolages étaient commis dans les châteaux, les villas, les églises, dont on ne pouvait surprendre les auteurs. Le 22 avril 1904, à la suite d'un vol à Abbeville suivi de l'assassinat d'un agent et d'une tentative de meurtre sur un brigadier de police, le chef de l'association, Alexandre Jacob, et deux de ses lieutenants étaient arrêtés, ce qui amenait la découverte de la bande, qui ne comprenait pas moins d'une quarantaine d'affiliés. Vingt-neuf furent identifiés, mais vingt-trois seulement comparurent aux Assises, les autres ayant pris la fuite.

La bande possédait des outils de cambriolage d'une perfection inconnue jusqu'à ce jour. Telle trousse qui figurait parmi les pièces à conviction était estimée 10.000 francs ! Parmi les exploits de la bande à Jacob, on signalait le vol

à la cathédrale de Tours de tapisseries du XVII^e siècle d'une valeur de 200.000 francs. Chez un bijoutier de la rue Quincampoix, trois des accusés, après avoir perforé un plafond, s'étaient introduits en plein jour un dimanche et avaient raflé pour 130.000 francs de bijoux.

Jacob n'était pas convaincu, à l'instruction, de moins de 150 cambriolages et de plusieurs incendies volontaires. Anarchiste militant, il avait fait à Marseille un petit journal, *L'Agitateur*, et avait été condamné à l'âge de dix-huit ans pour fabrication d'explosifs. Se faisant passer pour commissaire de police, il avait opéré, à Toulon, une perquisition chez un commissaire au Mont-de-Piété et s'était fait remettre par lui de nombreux bijoux et titres. Il avait à peine vingt-quatre ans.

Son attitude à l'audience fut extraordinaire. Comme Pini, il déchargea tous ses co-accusés. Il raillait, il bafouait ses victimes dont la richesse, disait-il, est une insulte à la misère. Le président ne pouvait le retenir. *L'Illustration* de l'époque (numéro du 18 mars 1905) constate : « C'est un type peu banal, malfaisant, dangereux mais curieux. Il ironise, plaisante, parfois pas sottement, cynique, jamais à court de reparties et toujours parfaitement indifférent, semble-t-il, aux conséquences de ses actes, quelles qu'elles soient, enfin un bandit de la nouvelle école, par certains côtés intéressant à étudier. »

Au grand scandale de la Cour, Jacob, en guise de défense, lut une déclaration, le chef-d'œuvre du genre, dont voici quelques extraits :

« MESSIEURS LES JURÉS,

« Vous savez maintenant qui je suis ; un révolté vivant des produits des cambriolages. De plus, j'ai incendié plusieurs hôtels et défendu ma liberté contre l'agression d'agents du pouvoir.

« J'ai mis à nu toute mon existence de lutte ; je la soumets



(1) Les anarchistes.

comme un problème à vos intelligences. Ne reconnaissant à personne le droit de me juger, je n'implore ni pardon, ni indulgence. Je ne sollicite pas ceux que je hais et méprise. Vous êtes les plus forts ; disposez de moi comme vous l'entendrez, envoyez-moi au bagne ou à l'échafaud, peu m'importe ! Mais avant de nous séparer, laissez-moi vous dire un dernier mot.

« Puisque vous me reprochez surtout d'être un voleur, il est utile de définir ce qu'est le vol.

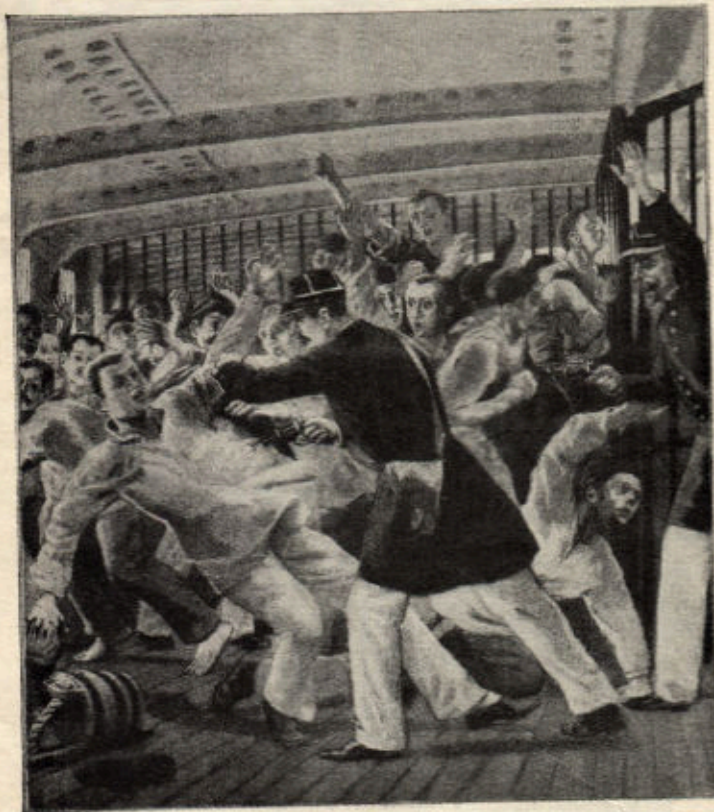
« Le vol c'est la restitution, la reprise de possession. Plutôt que d'être cloîtré dans une usine, comme en un bagne ; plutôt que mendier, ce à quoi j'avais droit... j'ai préféré m'insurger et combattre pied à pied mes ennemis en faisant la guerre aux riches, en attaquant leurs biens. Certes, je conçois que vous auriez préféré que je me soumette à vos lois, qu'ouvrier docile et avachi je crée des richesses en échange d'un salaire dérisoire et que le corps usé et le cerveau abêti, je m'en aille crever au coin d'une rue. Alors vous ne m'appelleriez pas « bandit cynique », mais « honnête ouvrier ». Usant de la flatterie, vous m'auriez même accordé la médaille du travail... Les prêtres promettent un paradis à leurs dupes, vous, vous êtes moins abstraits, vous leur offrez un chiffon de papier !

Je vous remercie beaucoup de tant de bonté, de tant de gratitude, messieurs ! Je préfère être un cynique conscient de ses droits, qu'un automate, qu'une cariatide (1)... »

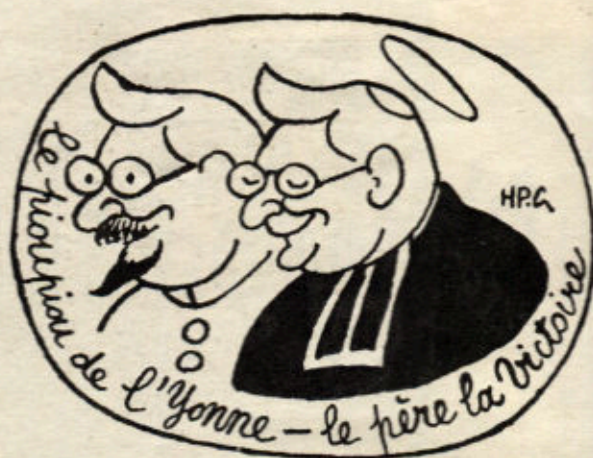
Condamné aux travaux forcés à perpétuité, il demeura vingt ans aux Iles du Salut, où il vécut encore des événements extraordinaires, forçant le respect de tous, aussi bien des prétendus « Incos » que des messieurs de l'Administration. A noter qu'il subit une nouvelle condamnation aux Iles, pour avoir tué un transporté qui avait tenté de l'empoisonner (2). Il fut libéré en 1929, à la suite d'une campagne de Louis Roubaud, dans *Le Quotidien*.

(1) Voir ses déclarations : « Pourquoi j'ai cambriolé. » *L'Idée Libre*, 1913.

(2) Antoine Meslon : *Un drame aux Iles du Salut*, dans *Comment j'ai subi quinze ans de bagne*.



RÉVOLTE DES ANARCHISTES SUR LE BATEAU QUI LES EMMÈNE AU BAGNE. (Le Petit Journal)



L'« anarchie » : Libertad

VERS 1905, le compagnon Libertad commençait à faire paraître une petite feuille individualiste, *l'anarchie*, dont l'influence allait être énorme sur ceux qu'on appellera les « Bandits ». Le journal avait ses bureaux à Montmartre, rue du Chevalier-de-la-Barre, derrière le Sacré-Cœur. Ce n'est qu'après la mort de son fondateur qu'il émigrera à Romainville, d'où Bonnot et ses camarades prendront leur essor pour leur randonnée tragique.

Outre son journal, Libertad animait encore une organisation, les « Causeries populaires », où l'on disputait fiévreusement de toutes les théories anarchistes ou prétendues telles.

Le journal était curieux et combattif. On le faisait « en camaraderie », rue du Chevalier-de-la-Barre, sur une imprimerie de fortune. On n'y croyait guère à la révolution en l'an 2.000 et l'on y prêchait l'« affranchissement immédiat ». Les « réfractaires économiques », entendez ceux qui, plutôt que d'attendre d'un hypothétique soulèvement une amélioration de leur sort, préféraient se « libérer » tout de suite, par des procédés comme le cambriolage ou la fausse monnaie, y étaient vus avec sympathie !

La mère de Jacob — du Jacob dont nous parlons ci-dessus — vient-elle à être libérée (elle avait été inculpée dans l'affaire de son fils), *l'anarchie* ouvre une souscription en ces termes (tout un programme !) :

« La mère de notre camarade Jacob — condamné pour vol à main armée SANS COSTUME DE SOLDAT ET SANS PATENTE — sortant de faire dix-huit mois de prison préventive, est dans un complet dénuement, ce qui se comprend. Il est ouvert une souscription.

(*L'anarchie*, 19 octobre 1905.)

En juillet 1909, un nommé Delaunay, établi antiquaire rue de Londres, et très vraisemblablement ancien cambrioleur « anar », abattait le sous-chef de la sûreté Blot et un policier qui l'accompagnait, venus pour l'arrêter, puis se suicidait. Dès son plus proche numéro, *L'anarchie* publiait sous la plume d'un de ses plus virulents collaborateurs, qui signait Levieux (Victor Serge a donné un excellent portrait du personnage, sous le nom de Lejeune, dans *Naissance de notre force*), un commentaire élogieux de l'événement ! Il est vrai que la *Guerre Sociale* n'était pas moins apologétique : la feuille de Gustave Hervé se félicitait du drame de la rue de Londres dans le passage suivant :

« Un tireur épatant, tout de même ce Delaunay ! Il a fait un beau carton. — Tu parles ! Trois balles : deux MOUCHES ! »

(*La Guerre Sociale*, n° 32, juillet 1909.)



LIBERTAD SE RENDANT A UNE MANIFESTATION

Libertad eut rapidement sa légende. Il ne pouvait passer inaperçu : vêtu d'une longue blouse noire, s'appuyant sur des cannes — il était infirme — on le voyait dans tous les meetings et toutes les manifestations.

André Colomer, qui mourut communiste, mais dont l'adolescence avait été frénétiquement anarchiste-individualiste, a laissé dans un ouvrage d'un lyrisme tumultueux, ce portrait de lui :

« C'était un étrange cynique. Il venait on ne savait d'où, avec ses pieds nus dans des sandales et ses pauvres jambes brisées qu'il lançait en avant d'un superbe élan de ses béquilles de pauvre. Il portait une longue blouse noire aux larges manches, et, tout en haut de ce corps misérable, la tête flamboyait orgueilleusement ! Il allait toujours tête nue, avec un front comme Socrate, crâne chauve et cabossé de la sagesse autour duquel pendaient quelques longs cheveux rêtifs comme des épines. Mais ses yeux brûlaient de révolte, féroce, et sa bouche se tordait en sarcasmes d'amertume (1). »

Mme Rirette Maitrejean, dans ses *Souvenirs d'anarchie* parus en 1913, dans *Le Matin*, en a parlé également avec beaucoup de pittoresque :

« La jeunesse de Libertad avait été tourmentée. Fils naturel d'un préfet, élève au lycée de Bordeaux, le jeune Albert — Albert tout court — sauta un jour le mur et s'en fut sur la grand'route.

Il vint vers Paris, vivant d'aumônes.

Le soir tombant, des passants attardés rencontraient à l'orée des bois un être étrange, agitant d'énormes gourdin, et qui demandait la charité avec une voix si redoutable qu'on n'osait guère la lui refuser.

Une nuit d'hiver, un camarade, qui dirigeait alors le *Libertaire*, trouva sur un banc du boulevard de Rochechouart un jeune homme difforme et souffreteux qui grelottait.

— Viens avec moi, dit-il.

Un moment après, le vagabond, réconforté, dormait à l'abri sur une pile de journaux.

Le jeune Albert — car c'était lui — passa quelques jours au *Libertaire*, s'ingéniant à se rendre utile.

— Ça sent ici la cour des Miracles à plein nez, remarqua une fois un compagnon, dont on ne saurait dire s'il était plus bête que méchant.

Albert comprit et s'en alla.

Il n'emporta qu'un nom : Libertad...

..

Crevant de faim, Libertad va au Sacré-Cœur. On y distribue des bons de pain, mais il faut entendre la messe.

Après la messe, le sermon.

Le prêtre a à peine prononcé quelques phrases qu'on entend une voix véhémement clamer : « Je demande la parole ; je demande la parole. » Et dans le grand silence de l'église. Libertad parle.

Ce que fut ce discours, je vous le laisse à penser. La nef immense se remplit de clameurs. Rien ne peut calmer l'orateur.

Suisse et bedaux veulent s'emparer de ce possédé. Adossé à la chaire, Libertad fait faire à ses cannes de si terribles moulinets qu'il faut perdre tout espoir de l'approcher.

L'assistance médusée continue à entendre le verbe de révolte.

Enfin un vicaire malin va chercher un drap et du haut de la chaire le laisse tomber sur la tête de l'obstiné.

Enveloppé, roulé et ficelé, Libertad fut emmené au poste de la rue Dan-court.

Il fit six mois de prison. Il était lancé. »

(*Le Matin*, 20 août 1913.)



RIRETTE MAITREJEAN

(1) A nous deux Patrie.

L'apôtre mourut en 1903, des suites de coups portés par les policiers qui le traînèrent sur les marches d'un



LE SIÈGE DE LA MAISON DES ANARCHISTES A LONDRES (EN HAUT DE FORME : WINSTON CHURCHILL)
(Le Monde Illustré)

escalier, un soir à Montmartre. Ainsi qu'il arrive généralement : les disciples se divisèrent. Il y eut bagarre pour la possession du phalanstère de la rue de la Barre, et de l'imprimerie. Quelque temps après, le groupe vainqueur abandonnait Montmartre pour l'ermitage de Romainville.

Romainville

La Tragédie de Londres

A Romainville, où les compagnons de l'« anarchie » occupaient une vieille bâtisse avec un grand jardin attenant, la plupart des futures vedettes de la tragédie fréquentaient assidûment. Callemin s'occupait au jardinage, quand il ne travaillait pas à l'imprimerie. Il n'était encore que Raymond-la-Science, un garçon rose et timide qui lisait Le Dantec, et qui le citait à tout propos. Carouy, qui bricolait dans des petits coups avant les grands, y venait souffler entre deux expéditions ! Valet récitait du Jehan Rictus et Garnier faisait du sport. Bonnot, méticuleux et propre, s'occupe de voitures et à l'occasion parfait sa maîtrise du volant. Rien en somme des effrayants bandits, aux zygomatides inquiétants, que nous décrivait trop les criminalistes !

Un grand exemple allait galvaniser les énergies : à Londres quelques cambrioleurs réfugiés dans une mansarde mettaient en échec tout ce que la police anglaise compte de détectives et de « Bobbies » ! Il fallait sept cents hommes et de l'artillerie pour en venir à bout. Encore l'un d'eux connu sous le nom de Pierrot-le-Peintre échappait-il ! Les autres sur le point d'être pris incendiaient la maison et périssaient dans les flammes. A propos de quoi, un homme, qui signait obscurément Benito Mussolini, écrivait dans une petite feuille de Lugano :

« ... Non, la tragédie ne peut pas se mesurer au

mètre de la morale courante : c'étaient donc des criminels les hommes qui sont restés carbonisés dans la maison de Sidney Street ? On ne peut pourtant pas les confondre dans la cage des assises avec la brute qui dans un moment de délire alcoolique plante son couteau dans le ventre de son camarade de beuverie. Étaient-ils des voleurs ? même pas : ils ne volaient pas pour jouir, ou pour s'abrutir. Ils portaient des vêtements usés jusqu'à la corde, ils habitaient une soupenne dans les quartiers les plus misérables de la métropole. Ils étaient donc anarchistes. Oui, anarchistes, mais dans le sens élastique du mot. Ils haïssaient le travail parce que le travail physique (il faut avoir le courage de le proclamer une fois pour toutes) abrutit l'homme au lieu de l'ennobler ; ils haïssaient la propriété parce qu'elle rend irrémédiable l'antagonisme d'individu à individu ; ils haïssaient la vie, et par-dessus tout, la société qu'ils niaient et voulaient détruire. »

(*Pagine Libere*, 1^{er} janvier 1911.)

De son côté, Gustave Hervé, alors détenu à la Santé, publiait dans *La Guerre Sociale* une forte page, qui a sa place marquée dans le florilège qu'on fera de lui, un jour :

« Vous direz tout ce que vous voudrez, c'étaient tout de même de rudes lapins que les deux cambrioleurs de Londres, contre qui il a fallu mobiliser un bataillon de fusiliers et de l'artillerie. »

« Oui, c'étaient des cambrioleurs. »

« Eh ! ne faites pas les dégoûtés, les honnêtes gens. Vous honorez bien des individus qui exercent des professions moins glorieuses. Car il y a des professions infiniment plus dignes

du mépris public que celle de cambrioleur. Celle de juge d'instruction, par exemple, telle que la comprend le juge Drioux, chargé par Briand de cuisiner la condamnation des cheminots. Celle de soldat aussi, telle que la pratiquent les Gallieni, les d'Amade, les Gérard — le Gérard de Madagascar — ces massacreurs de malheureux indigènes sans armes, ou les dragons de Narbonne et de Villeneuve-Saint-Georges.

« Cambriolage pour cambriolage, J'AIME MIEUX LE SANS-TRAVAIL QUI DÉVALISE UNE BIJOUTERIE POUSSÉ PAR LA MISÈRE AU RISQUE DE SE FAIRE PRENDRE QUE LES Mougeot et autres rapporteurs du budget de Tunisie qui, gavés, ne manquant de rien, sûrs de l'impunité, ont dévalisé lâchement les paysans tunisiens... »

(La Guerre Sociale, 11 janvier 1911.)

L'« anarchie » vibrait sans discrétion à de telles prouesses. Citons au hasard :

« Les répressions sont impitoyables. Nul d'entre nous ne l'ignore. Mais les répressions ont-elles jamais fait reculer quelqu'un ? Des pleutres oui, encore ceux-là ne sont-ils pas bien dangereux. La magnifique résistance des camarades russes de Londres a suscité de l'enthousiasme partout où il y a des révoltés. Elle constitue un exemple de vaillance et de résolution dont tous les gueux restés-forts, et tous les indisciplinés tireront profit. »

(Numéro du 12 janvier 1911.)

Et encore :

« Pendant la moitié d'une journée la fusillade a fait retentir les paisibles échos de ce quartier de Londres. Les camarades ont ensuite mis le feu à l'immeuble et se sont donné la mort. Celle-ci est évidemment préférable à la sinistre comédie judiciaire à laquelle les pantins bourgeois se seraient livrés. »

« Une constatation s'impose. Deux hommes ont été assez énergiques pour tenir tête tout un jour à une véritable armée. Ils ont vendu chèrement leur peau et

leur résistance aura une répercussion incalculable. »
(Même numéro.)

Les gars de Romainville allaient bientôt faire mieux que Pierrot-le-Peintre et ses amis...

Les « Bandits Tragiques »

Il serait vain au lendemain des généreux affichages de *Paris-Soir*, à la gloire du commissaire Guillaume, de dire encore une fois le détail de la randonnée tragique ! Tous sont encore pleins des épisodes du film sanglant, dont on les a régautés, il y a six mois à peine.

Voyons pour mémoire, à grandes lignes. Bonnot, dit-on, prélude aux grandes affaires, par quelques cambriolages dans la région lyonnaise, et par le meurtre de Platano — une histoire fort obscure, que ce n'est pas le lieu d'éclaircir.

Puis c'est la tragédie de la rue Ordener : l'encaisseur Caby attaqué et dévalisé par les « Bandits en auto » (21 déc.

1911). La police, avec sa perspicacité proverbiale, croit d'abord à un coup d'un nommé Ravera, spécialiste de vols d'autos, piste qu'elle abandonne bientôt pour celle du « Bicot de Montmartre » (1). Il faut les bavardages d'un cantonnier de Bobigny pour la mettre sur la trace de Dettwiller, un des garagistes de la bande.

Ensuite, c'est le meurtre de l'agent Garnier, place du Havre (27 février 1912). Une auto de course réquisitionnée pour donner la chasse aux « bandits », achoppe bientôt sur une malheureuse jeune femme à laquelle elle brise trois côtes. Bonnot surpassait en virtuosité les Nuvoletti du temps !

Le 28 février, coup malheureux chez le notaire Tintant de Pontoise. Entre temps, la police, que des dénonciations ont mise sur la piste des anciens colons de Romainville, a arrêté De Boué, et Dieu-donné, que Caby



LA TRAGÉDIE DE LONDRES : LES POMPIERS ÉTEIGNENT L'INCENDIE DE LA MAISON OU LES ANARCHISTES ONT ÉTÉ CARBONISÉS

(1) Voir *Les Bandits en auto*, par H. C... Troyes, 1913.

s'obstine à reconnaître avec la même énergie qu'il avait reconnu précédemment Garnier. Ce dernier, le 20 mars, adresse au juge Gilbert, chargé de l'instruction, la lettre suivante, que nous reproduisons sans la moindre modification :

Paris le 19 mars, 6 heures moins 20.

A Messieurs Gilbert, Guichard et C^{ie},

Depuis que par votre entremise, la presse a mis ma modeste personne en vedette à la grande joie de toutes les concierges de la capitale, vous annoncez ma capture comme imminente, mais croyez le bien tous ce bruit ne m'empêche pas de goûter en paix toutes les joies de l'existence.

Comme vous l'avez fort bien avouer à différentes reprises, ce n'est pas à votre sagacité que vous devez de m'avoir trouvé mais bien grâce à un mouchard qui c'était introduit parmi nous, soyez persuader que moi et mes Amis nous saurons lui donner la récompense qu'il mérite ainsi d'ailleurs qu'à quelques témoins par trop loquace.

Votre prime de 10.000 francs ! offerte à ma compagne pour me vendre quelle misère pour vous si prodigue des deniers de l'État ; decupler la somme Messieurs ! et je me livre pieds et poings liés à votre merci, avec armes et bagages.

Vous l'avouerez-ge votre incapacité pour le noble métier que vous exercez est si évidente qu'il me pris l'envie il y a quelques jours de me présenter dans vos bureaux pour vous donner quelques renseignements complémentaires et redressez quelques erreurs voulu ou non.

Je vous déclare que Dieudonné est innocent du crime que vous savez bien que j'ai commis. Je démens les allégations de Rodriguez moi seul suis coupable.

Et ne croyez pas que je fuis vos agents, je crois même ma parole que ce sont eux qui ont peur.

Je sais que cela aura une fin dans la lutte qui c'est engagé entre le formidable arsenal dont dispose la société et moi, je sais que je serai vaincu je serai le plus faible mais j'espère vous faire payer cher votre victoire.

En attendant le plaisir de vous rencontré.

GARNIER (1).

Le 25 mars, c'est d'abord l'affaire de Montgeron (assassinat du chauffeur Mathillé) ; puis, une heure après, l'assaut de la Société générale à Chantilly : deux morts, plusieurs blessés pour un butin de 50.000 francs (Bonnot, Garnier, Valet, Soudy, Simentoff, Callemine).

La chasse. - Meurtre de Jouin, sous-chef de la Sûreté

APRÈS l'affaire de Chantilly, la Société générale fait placarder l'avis suivant :

En présence des crimes abominables qui viennent d'être commis à Montgeron et à Chantilly, la Société Générale offre une prime de cent mille francs à la personne qui, par des ren-



GUICHARD CŒUR-DE-LION

seignements, fera arrêter les coupables.

(A ce propos, M. Marx Dormoy apparaît bien chiche aujourd'hui avec ses 100.000 francs-Bonnot pour l'affaire de l'Étoile : en ce temps-là le prix du déshonneur cotait davantage !)

De plus, M. Guichard Xavier, chef de la Sûreté, le Guichard-Cœur-de-Lion qui démontrera toute sa vaillantise, le jour du siège de Choisy-le-Roi, promettait de ne pas divulguer le nom des dénonciateurs.

Franklin-Bouillon, député de Seine-et-Oise, interpellait, et M. Steeg, ministre de l'Intérieur, répliquait par la demande traditionnelle de nouveaux crédits. Il fallait en finir.

Une venette effroyable s'emparait de tous, sans distinction de classe sociale. Un chansonnier anarchiste, Paul Paillete, volontiers cynique, raillait les ouvriers mal enclins au bonnotisme :

- | | |
|------------------------------|-----------------------------|
| « C'est la bande à Bonnot, | « Allez ! tournez vos culs, |
| « Caltez mes boulots, | « Pas de jésuitisme, |
| « Le syndicalisme | « Caltez ! les cocus, |
| « Dans la lutte est l'ami. | « Ou craignez les pruneaux |
| « Mais, vainqueur, l'ennemi. | « De la bande à Bonnot. » |

Les 100.000 francs-or alléchaient beaucoup de gens. A ce sujet, l'illustre commissaire Guillaume nous doit un supplément de souvenirs : qui toucha la fameuse prime ?

Un mot d'Henri Heine : « Tous les Parisiens sont mouchards, mais les plus mauvais sont à la Préfecture de Police » trouvait dans les faits une trop cruelle confirmation. Les facteurs portaient des milliers d'offres de service au quai des Orfèvres, chacun brûlant, comme dit Chamfort, de faire pour sa patrie ce que Brutus n'eût pas voulu faire pour la sienne ! Des voyantes, des nécromants s'en mêlaient. Il ne se passait de jour qu'on n'arrêtât de Bayonne à Givet des douzaines de faux Garnier et de faux Bonnot ! Tant de louables efforts ne pouvaient demeurer longtemps vains.

Le 29 mars, Soudy, « l'homme à la carabine », était cueilli à Berck chez un cheminot anarchiste qui lui avait donné asile. Carouy, « livré comme du bétail », ainsi qu'il le dira aux Assises, l'était à son tour, le 3 avril. La capture de Simentoff suit, puis celle de Raymond-la-Science. Kibaltchiche et Rirette Maitrejean, coupables de ne pas avoir voulu livrer leurs camarades, sont depuis longtemps sous les verrous !

Le 14 avril, le sous-chef de la Sûreté Jouin trouve la mort, en tentant d'arrêter Bonnot, chez un soldeur d'Ivry nommé Gauzy. Bonnot, après avoir tué Jouin, simule un suicide. Pendant que l'inspecteur Colmar descend le corps de son chef — le drame s'est passé au premier étage — Bonnot prend la fuite par la fenêtre d'un logement voisin !

Ce dernier meurtre fait de lui l'« Ennemi n° 1 » et toutes affaires cessantes il faut le retrouver mort ou vif. Tout ce que la France compte de policiers amateurs ou professionnels est lâché à ses trousses. On le découvre enfin, le 28 avril, à Choisy-



LÉPINE-GUIGNOL

(1) Citée d'après les *Bandits en auto* de H. C...



le-Roi. Un anarchiste russe, du nom de Dubois, qui occupe un garage au lieu dit le « Nid Rouge », lui a offert l'hospitalité. Quand la police se présente, Dubois travaille au moteur d'une motocyclette, un enfant auprès de lui. Sitôt qu'il aperçoit les policiers, il crie à celui-ci : « Sauve-toi », dans le dessein évidemment d'être entendu par Bonnot, et sortant un revolver, il fait feu sur les arrivants. Un coup de feu part du premier étage, c'est Bonnot, en bras de chemise, le pistolet à la main, qui tire d'une fenêtre. Commence alors un siège qui durera une bonne partie de la journée. Guichard qui n'a guère qu'une soixantaine de collègues avec lui, fait demander des ren-

forts pour venir à bout de la méchante mesure et de ses deux occupants.

Avec trois compagnies de la Garde Républicaine, plusieurs bataillons d'infanterie, tous les effectifs disponibles de la Tour Pointue, sans préjudice de toutes les sociétés de tir de dix lieues à la ronde, et après avoir usé plusieurs quintaux de dynamite, pour faire sauter le garage, on parvient finalement à réduire l'outlaw ! La première victoire de l'Armée française depuis Sedan !

Tout l'état-major policier et judiciaire, Lépine, Les-couvé, etc... assiste à la reddition.

Bonnot agonisant, la famille Guichard, tous boucliers



LE SIÈGE DE LA RETRAITE DE BONNOT A CHOISY-LE-ROI



LE PROCÈS DE LA « BANDE-A-BONNOT »

dehors — Paul, un instant, avait pensé se découvrir l'appendicite, mais l'annonce qu'il y aurait du *canon* l'avait rassuré — se précipitait pour lui donner le coup de grâce. Dubois était mort au début des opérations.

Dans la chambre de Bonnot, on trouva quelques mots, tracés pendant la fusillade, par lesquels il innocentait Dieudonné, Gauzy et quelques autres.

Sa mort suscita une émotion considérable ; par delà ses crimes, on ne put s'empêcher de considérer l'héroïsme de sa fin. Quelques journalistes, dont Urbain Gohier et Gustave Hervé, eurent les mots qu'il fallait sur l'Austerlitz l'épinien ! Et Téry s'étant permis sur le mort de Choisy-le-Roi quelques jugements qui n'étaient pas du goût de Tailhade, celui-ci qui ne collaborait pas encore à l'*Œuvre*, le rappela à plus de discrétion en ces termes :

« Mais, après avoir blâmé ses « reprises individuelles », et déploré, avec M. Gustave Téry, le manque de religion qui caractérisa le défunt, me soit-il permis de dire qu'il est mort, ce voyou patibulaire, comme Roland ou comme Siegfried. Et puisque le nom de M. Gustave Téry s'offre à nos mémoires, oserai-je demander à cet homme d'esprit, si, même ayant fait ses pâques et dévidé son rosaire, il se sentirait le foie assez écarlate pour mettre au service d'un coup d'État la force d'âme et l'œs triplex qui animait l'outlaw de Choisy-le-Roi (1) ? »

Le 15 mai, la même tragi-comédie se répétait à Nogent-sur-Marne, à ce détail près, que les assiégés étant deux — Garnier et Valet — il fallut une double ration de zouaves, de policiers et de gendarmes. Un instant, Lépine songea consigner la garnison de Paris.

Le procès

LES rescapés de la sinistre aventure comparurent aux Assises en février 1913. Des premiers rôles subsistaient seuls, Callemmin, Carouy, Soudy et Simentoff, et aussi Dieudonné dont l'entêtement de Caby faisait, en dépit

d'une innocence attestée par Bonnot, et que Callemmin confirmerait, une grande vedette. Les autres n'étaient que des comparses. Les débats occupèrent une vingtaine d'audiences. Callemmin, Soudy, Simentoff et Dieudonné furent condamnés à mort, Carouy et Metge aux travaux forcés à perpétuité. Les autres à des peines diverses de prison ou de réclusion. Dieudonné fut gracié, comme l'on sait. Il ira au bagne, d'où il reviendra à la suite d'une campagne d'Albert Londres. Carouy se suicidera aussitôt le verdict prononcé.

Le 20 avril 1913, Callemmin, Soudy et Simentoff seront exécutés. Ils mourront tous les trois, avec courage. Callemmin, montant à l'échafaud, aura cette phrase terrible pour les spectateurs de la boucherie : « C'est beau, hein, l'agonie d'un homme ! »

En résumé, une épopée sanglante dont il faut déconseiller l'imitation aux jeunes gens qui auraient de robustes appétits. Combien dérisoires les rapines de Bonnot et de ses amis, en regard de ce que des gens comme Laval et Fiancette ont pu tirer *honnêtement* de la politique. La morale de l'*Opéra de Quat'sous*, à savoir qu'il vaut mieux constituer une société anonyme qu'une bande de malfaiteurs, est bien supérieure en efficacité pratique à celle des *désesperados* de la rue Ordener...

Un militant ouvrier, Alfred Rosmer, donnait déjà, au lendemain du siège de Choisy-le-Roi, un utile exemple à méditer (*Vie Ouvrière*, 5 juin 1912, article intitulé : « Le cas BONNOT ») :

« Il y a au *Temps* un rédacteur d'importance, André Tardieu. Il a été récemment mêlé à une histoire fâcheuse qui s'est terminée en correctionnelle. Ses associés étaient poursuivis et furent condamnés. Lui, ne fut pas inquiété. Un Tardieu est intangible.

Quel paradoxe ! dira-t-on. Parler de Tardieu à propos de Bonnot ! Paradoxe, parce qu'on sous-entend, comme une chose naturelle, que la loi ne doit pas sévir de la même façon dans les deux cas. Sinon, nulle différence entre Tardieu et Bonnot — sauf que l'un peut s'enrichir impunément — on dit : c'est un homme de talent, alors que pour l'autre il y a risque. »

(1) Les commérages de Tybalt.

L'ANARCHO - SYNDICALISME

I. EN FRANCE (1)

« Les historiens verront un jour dans cette entrée des anarchistes dans les syndicats, l'un des plus grands événements qui se soient produits de notre temps et alors le nom de mon pauvre ami Pelloutier sera connu comme il mérite de l'être. »

GEORGES SOREL. (*Réflexions sur la violence*, p. 56.)

Les anarchistes dans les syndicats

ÉMILE POUGET, l'homme qui avait organisé avec Louise Michel en 1883, sous l'égide du syndicat des menuisiers, la manifestation des sans-travail aux Invalides, fut un des premiers à préconiser l'entrée des anarchistes dans les syndicats. D'ailleurs pour son compte il avait déjà en 1879 créé le premier syndicat des employés. Dès le lendemain du vote des lois scélérates, il écrivait, dans le *Père Peinard*, avec sa truculence habituelle :

« S'il y a un groupement où les anarchos doivent se fourrer, c'est évidemment la chambre syndicale... Les grosses légumes jeraient une sale trompette si les anarchistes, qu'ils se figurent avoir muselés, profitaient de la circonstance pour s'infiltrer en peinarde dans les syndicats et y répandaient leurs idées sans bruyance ni flafas.

Qu'un copain essaye, qu'il adhère à sa Syndicale, qu'il ne brusque pas le mouvement; qu'au lieu de vouloir ingurgiter tout de go ses idées aux camarades, il y aille en douceur et prenne pour tactique, chaque fois qu'un ambitieux viendra bavasser élections municipales, législatives ou autres saloperies, de dire en quatre mots : « La Syndicale a pour but de faire la guerre aux patrons et non de s'occuper de politique. » S'il est assez finaud pour ne pas prêter le flanc aux mensonges des aspirants bouffe-galette qui ne manqueront pas d'en baver pis que pendre sur son compte, il se verra vivement écouté. »

Une formule de Pouget : « Le syndicalisme a pour but de faire la guerre aux patrons et non de s'occuper de politique » reçut le meilleur accueil dans les Chambres syndicales, lassées des compétitions qu'y soutenaient, dans un but avoué d'annexion, les différentes fractions socialistes : guesdistes, allemannistes, broussistes, etc...

Fondation de la C. G. T. et Congrès de Londres

En septembre 1895, au Congrès de Limoges, la Confédération générale du Travail était fondée. L'année suivante se tenait le Congrès socialiste international de Londres. Un certain nombre de compagnons s'y rendirent, non plus en tant que militants anarchistes — l'exclusion de ceux-ci ayant été votée définitivement par les précédents congrès de Bruxelles et de Zurich — mais en tant que délégués syndicalistes. Jean Grave y était venu, comme délégué du syndicat des métallurgistes d'Amiens, Pouget représentait la Chambre syndicale de la métallurgie de Beauvais et le syndicat des ardoisiers de Trélazé, Pelloutier, la Fédération des Bourses du Travail dont il était le secrétaire, Léon Rémy, la Chambre syndi-

cale des ouvriers tisseurs d'Amiens, Léon Parsons — celui-ci, alors anarchiste fougueux, devait devenir par la suite secrétaire de Briand ! — Paul Delesalle, le syndicat des mécaniciens, Tortelier, le syndicat des ouvriers menuisiers de la Seine, etc... L'anarchiste italien Malatesta était également présent, et représentait le syndicat des ouvriers métallurgistes d'Amiens. Le congrès fut très orageux, et en dépit de la nouvelle figure prise, les anarchistes ne purent siéger. On décida que, désormais, les congrès internationaux ne seraient ouverts qu'aux groupements qui accepteraient l'action politique et parlementaire. Parmi les incidents, signalons un pugilat, où se distingua l'illustre Franklin-Bouillon, dont les papiers publics nous ont appris la mort récente. Comme un délégué anarchiste, plutôt chétif, Paul Delesalle, était à la tribune, notre Franklin, qui était alors une brute resplendissante, se précipita sur lui, sous prétexte que ce n'était pas son tour de parole, et le frappa avec la dernière violence. Le bonhomme faisait sa cour comme il pouvait aux triomphateurs du jour !

Les anarchistes revinrent de Londres, très irrités et décidés à des revanches dans les congrès syndicaux français. Pelloutier déclarait alors :

« Tous les militants de l'action syndicale vont exploiter l'intolérance stupide de la minorité pour élargir encore le fossé qui sépare déjà les syndicats et les politiciens. En ce moment, de nombreuses conférences se préparent aussi bien en province qu'à Paris, et chacun en profitera pour achever de disqualifier les parlementaires.

Le congrès de Londres aura, du reste, un écho dans les divers congrès qui vont se tenir le mois prochain à Tours. Le délégué de notre Fédération, notamment, rendra un compte fidèle du dédain plusieurs fois exprimé par Guesde, Deville, etc., pour l'action économique, et je suis convaincu que le congrès des Bourses du travail n'hésitera pas à déclarer qu'il considère comme supérieure à toute autre la bataille économique, l'action parlementaire n'ayant pour lui d'autre valeur que celle de moyen d'agitation et de propagande.

Quant au congrès national des syndicats, son opinion sera encore exprimée plus nettement et je ne serais pas étonné, si, en même temps qu'une déclaration théorique pareille à celle du comité des Bourses, il ne votait aussi une protestation très motivée contre les hommes qui voudraient parlementariser (selon le mot de Guesde) le prolétariat... » (1).

Pelloutier. Le Congrès de Toulouse

FERNAND PELLOUTIER (2) fut avec Pouget un des hommes qui firent le plus pour la pénétration anarchiste dans les milieux corporatifs. Pelloutier venait de Nantes, où, en com-



V. GRIFFUELHES
(*Les Hommes du Jour*)

(1) Sur l'anarcho-syndicalisme en France, voir A. Zévaès : *Le syndicalisme contemporain* ; S. Humbert : *Le mouvement syndical* ; l'article de Pierre Besnard sur la C. G. T. dans l'*Encyclopédie anarchiste* de J. Faure, etc...

(1) Cité par Jacques Prolo : *Les anarchistes*.
(2) Sur Pelloutier, voir l'ouvrage de Maurice Pelloutier, son frère ; l'étude de Victor Dave dans les *Portraits d'hier*, etc...

pagnie de Briand, il avait mené vers 1894 la lutte révolutionnaire. Dès 1895, il était délégué à la Fédération des Bourses du travail et se faisait remarquer par son ardeur à défendre la grève générale. On peut dire que le fameux discours que Briand promena dix ans et qui fit tant pour sa fortune, c'est à Pelloutier qu'il le devait. Celui-ci avait alors complètement renoncé aux illusions parlementaires qu'il avait pu nourrir à ses débuts politiques à Nantes. Il pensait qu'il fallait résolument orienter le syndicalisme dans une voie révolutionnaire et antiparlementaire.

La formule de la « grève générale » allait fournir une excellente plate-forme d'agitation aux anarchistes. L'idée n'était d'ailleurs pas absolument neuve pour eux, car depuis 1888, un des agitateurs les plus curieux que le prolétariat français ait fournis, le compagnon Tortelier, du faubourg Saint-Antoine, propagandait dans ce sens. Les « Martyrs de Chicago » en avaient également lancé l'idée.

Outre la plate-forme de la grève générale, les anarchistes apportaient dans les syndicats leur esprit combattif, et leur peu de respect des formes bourgeoises du droit. Au congrès de Toulouse en 1897, sur une table de café, entre deux séances, Pouget rédigeait, avec Delesalle, son fameux rapport sur le « sabotage » qui allait devenir un des articles de foi du syndicalisme révolutionnaire. Le préfet de la Seine, De Selves, ayant refusé aux délégués des travailleurs municipaux l'autorisation de se rendre au dit congrès, l'assemblée était saisie de protestations plus platoniques les unes que les autres contre l'interdiction préfectorale, ce qui amena Pouget à déposer la motion suivante :

« Le Congrès, reconnaissant qu'il est superflu de blâmer le gouvernement — qui est dans son rôle en serrant la bride aux travailleurs — engage les travailleurs municipaux à faire pour cent mille francs de dégâts dans les services de la Ville de Paris, pour récompenser M. de Selves de son veto. »

Le Congrès n'entérina pas la proposition, mais vota tout de même le rapport sur le sabotage.

Au congrès suivant, à Rennes, le représentant du syndicat des mécaniciens de la Seine, Lauche — qu'on retrouvera par la suite parmi les plus affreux réformistes de la S. F. I. O. — se félicitait des résultats heureux de la nouvelle tactique !

Apogée du syndicalisme révolutionnaire

Le 1^{er} mai 1906

Le Congrès d'Amiens

UNE forte propagande se faisait jour en faveur de la « grève générale ». De jeunes intellectuels socialistes abandonnaient le guesdisme qui n'apparaissait plus que comme une fédération d'appétits et d'ambitions électorales, pour venir aux méthodes syndicalistes. Hubert Lagardelle fondait « le Mouvement socialiste » et donnait asile à la nouvelle école. Un groupe d'« étudiants socialistes-internationalistes » qu'il ne faut pas confondre avec le groupe des « étudiants collectivistes », pépinière exclusive de candidats « guesdistes », publiait des brochures sur la « grève générale » et sur « les anarchistes dans les syndicats ». Beaucoup d'allemanistes — d'allemanarchistes, disait Guesde



GEORGES YVETOT

par dérision — quittaient leur ancien chef pour l'anarcho-syndicalisme. Griffuelhes, un des meilleurs pionniers du syndicalisme révolutionnaire, vint, lui, du blanquisme.

Les révolutionnaires de la C. G. T. fournissaient, en 1900, un gros effort contre les réformistes de l'organisation. Le « millerandisme » exerçait ses ravages. L'homme de Saint-Mandé, promu ministre du commerce dans le Cabinet Waldeck, faisait tout son possible pour entraîner la jeune organisation dans la collaboration gouvernementale. Il était aidé en cela par des militants confédéraux comme Keufer et

Briat. En 1900, au congrès de Paris, les anarcho-syndicalistes faisaient repousser les projets Millerand sur les retraites ouvrières ; en 1901, au congrès de Lyon, celui sur le Conseil supérieur du Travail. En 1903, la C. G. T., toujours sous l'impulsion du clan Pouget-Griffuelhes, menait une formidable campagne contre les bureaux de placement, qui aboutissait à la suppression de ceux-ci. En 1904, au congrès de Bourges, elle commençait l'agitation en faveur des huit heures.

Sa force révolutionnaire grandissante inquiétait le gouvernement. En 1906, Clemenceau *régnant*, on tentait de la décapiter en montant un complot rocambolesque — l'éternel complot ! Dans *L'Écho de Paris* on criait à « la révolution qui vient » ; les bourgeois apeurés remplissaient d'eau leurs baignoires et achetaient des conserves pour six mois. Le premier flic de France appelait soixante-quinze régiments de province, et faisait arrêter pêle-mêle les dirigeants de la Confédération et un certain nombre de « cagoulards » de l'époque. Griffuelhes était arrêté à Paris, en compagnie de Fromentin dit l'« anarchiste millionnaire » — le propriétaire du lotissement de Choisy-le-Roi, où Bonnot trouvera la mort — de Lévy, le trésorier de la C. G. T. ; et aussi d'un royaliste nommé Durand de Beauregard. Pour la circonstance, les hommes de la C. G. T. étaient réputés quelque chose comme les agents de la Gestapo de ce temps-là. Dans le Nord, Pierre Monatte était également détenu.

La même année se tenait le congrès d'Amiens, où les guesdistes qui n'avaient pas renoncé à leurs rêves d'hégémonie sur le mouvement ouvrier tentaient un nouvel assaut, qui se brisait contre la volonté de Griffuelhes, dont la motion, connue depuis sous le nom de *charte d'Amiens*, était votée par 824 voix contre 3 à la motion Renard (guesdiste) :

« Le congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 des statuts constitutifs de la C. G. T. disant :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. »

« En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effets, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérales n'ayant pas à se préoccuper, en tant que groupements syndicaux, des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »

L'antimilitarisme syndicaliste

IL faut entendre l'« apoliticisme » confédéral de cette époque davantage comme une volonté de défiance à l'égard de l'action parlementaire que comme une interdiction, pour les syndiqués, d'aborder certaines pro-

pagandes extra-corporatives. Ainsi, les anarchistes de la C. G. T. mettaient au premier rang de leurs préoccupations, la lutte contre l'armée et le militarisme. Par la plume de ses militants les plus autorisés, tel Georges Yvetot qui avait succédé à Pelloutier au secrétariat de la Fédération des Bourses du Travail, la C. G. T. menait de violentes campagnes antipatriotiques. D'ailleurs la réussite d'une éventuelle grève générale impliquait une sérieuse désorganisation de la force armée. Sous le contrôle de la Fédération des Bourses, Yvetot publiait, en 1902, une brochure, *Le Manuel du Soldat*, qui connut un tirage de plusieurs centaines de milliers d'exemplaires et qui suscita des polémiques sans fin dans le monde syndicalo-socialiste!

Après avoir consciencieusement fait valoir toutes les bonnes raisons que pouvait avoir un jeune ouvrier d'être antimilitariste, Yvetot parlant de la caserne prodiguait des conseils de cette farine :

« Si vous croyez ne pouvoir supporter les vexations, les insultes, les imbécillités, les punitions et toutes les turpitudes qui vous attendent à la caserne : Désertez ! Cela vaut encore

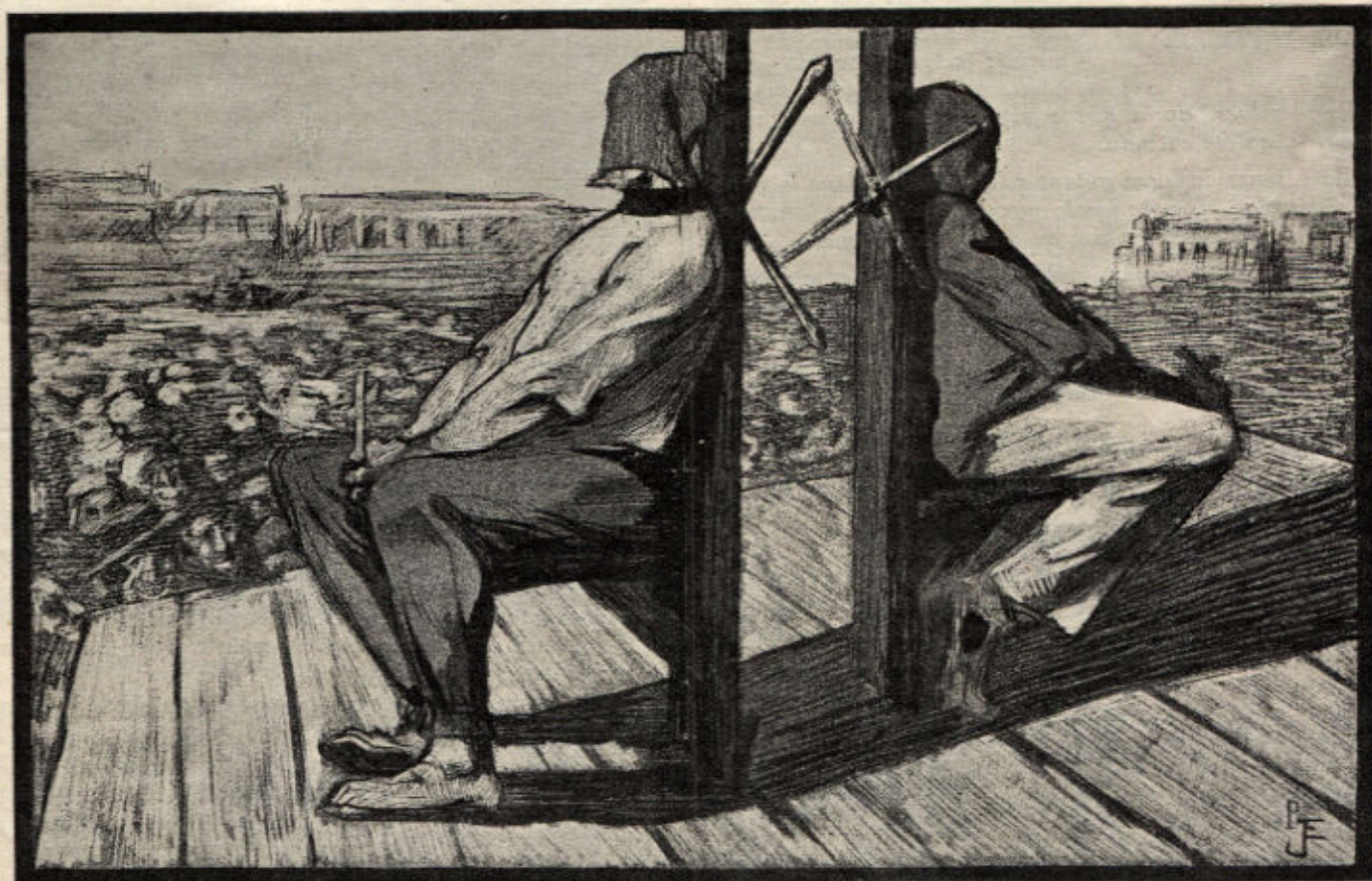
mieux que de servir d'amusement aux bourgeois alcooliques et fous furieux qui prendraient soin de vous dans les bagnes militaires.

Si vous croyez qu'il n'y ait pas une propagande de révolte à faire à la caserne, si vous croyez que cette propagande ne vaut pas les risques que vous courriez à la faire... Désertez !

Mais, si l'affection de ceux qui vous entourent, si la crainte de l'inconnu, de tout ce qui peut vous attendre d'ennuis et de misères dans un pays dont vous ne connaissez ni les mœurs, ni le langage ; si d'autres raisons encore l'emportent sur votre horreur du régiment : Allez-y ! Mais faites votre possible pour y rester un homme. »

La C. G. T. pour garder le contact avec ses adhérents à l'armée créait encore l'institution dite du « Sou du soldat », qui lui valait jusqu'à la guerre de multiples poursuites.

L'esprit authentique de la C. G. T. ne s'est guère gardé de nos jours que dans quelques syndicats d'opposition, et dans certains filots comme la « Révolution prolétarienne » de Robert Louzon, dans la C. G. T. S. R. qu'anime Pierre Besnard, et aussi au Cercle syndicaliste « Lutte de classes ».



AU PAYS DES CORRIDAS : — ILS OSENT MAUDIRE L'INQUISITION !

(Dessin de Juvé dans *l'Assiette au beurre*, novembre 1901)

II. EN ESPAGNE

La Alianza

L'ESPAGNE est le pays où l'antagonisme Marx-Bakounine, dont la I^{re} Internationale mourut, s'affirma avec le plus de force.

En 1870, deux « internationaux » espagnols : Farga-Pellicer et Sentinon, appartenant tous deux à la tendance bakouniste de l'Internationale, fondaient, au sein de la

section ibérique de celle-ci, afin de faire prévaloir leurs points de vue, une société secrète — et cela à l'insu même de Bakounine (1) ! — qui prenait comme nom celui de « Alianza de la Democracia socialista ».

Les statuts de cette organisation, qui annonce la F. A. I. (Fédération anarchiste ibérique) de nos jours, étaient les suivants :

(1) Voir *L'Internationale* de J. Guillaume.



PAUL LAFARGUE

1^o La Alianza de la Democracia socialista sera constituée par des membres de l'Association internationale des travailleurs, et aura pour objet la propagande et le développement des principes de son programme, et l'étude et la pratique de tous les moyens propres à réaliser l'émancipation directe et immédiate de la classe ouvrière.

2^o Afin d'obtenir les meilleurs résultats possible et de ne pas compromettre la marche de l'organisation, la Alianza sera éminemment secrète.

3^o Pour l'admission de nouveaux membres, il sera procédé, sur la proposition de quelque membre ancien, à la nomination d'une commission chargée d'examiner avec soin le caractère et les circonstances de l'aspirant; celui-ci pourra être admis par le vote de la majorité des membres, après que le rapport de la commission d'examen aura été entendu.

5^o La Alianza influera autant qu'elle pourra dans le sein de la fédération ouvrière locale pour que celle-ci ne prenne pas une marche réactionnaire ou anti-révolutionnaire.

8^o Il existera une parfaite solidarité entre tous les membres alliés, de telle manière que les résolutions prises par la majorité d'entre eux seront obligatoires pour tous les autres, en sacrifiant toujours, au bénéfice de l'unité d'action, les appréciations particulières qui pourraient exister parmi les membres.

9^o La majorité des membres pourra exclure un membre de la Alianza, sans indication de motif.

Paul Lafargue, qui prospérait en Espagne, à cette époque, sous le nom de Pablo Farga, envoyé par son beau-père Marx, pour ruiner l'influence bakouniste, menait une violente campagne contre la mystérieuse Alianza. Pour la combattre plus sûrement, il créait à son tour une organisation secrète dite « Los Defensores de la Internacional ». La lutte était chaude, mais finalement les « marxistes » ne pouvaient prendre pied. La Fédération espagnole déclarait que la Alianza avait bien mérité de l'Internationale, et déléguait quatre « allianceistes » au fameux congrès de La Haye. Lafargue se vengeait assez vilainement en dénonçant publiquement les principaux membres de l'Alliance, déjà très persécutés par une loi récemment votée (1872) sur l'initiative du ministre Sagasta.

La République de 73 survenait, tôt suivie par la restauration alphonse. Les internationaux se maintenaient tant bien que mal dirigés par Anselmo Lorenzo et Farga Pellicer, en dépit d'une répression acharnée.

Vers 1880, l'ancienne section espagnole de l'Internationale, devenue la « Federacion de Trabajadores de la Region española », comptait 663 sections, et 57.934 membres (1).

L'Andalousie libertaire

Los « Desheredados »

La Mano Negra. Xérès

L'ANDALOUSIE, contrée agraire, où des populations misérables végètent sur les vastes « latifundios » des grands seigneurs, a toujours fourni un recrutement facile à l'anarchisme espagnol. Qu'il nous suffise de dire qu'en 1880 le salaire moyen d'un ouvrier agricole était de deux réaux (cinquante centimes) par jour : le prix d'une livre de pain (1) !

En dehors des ramifications officielles à la *Federacion*, une société secrète dite « Los Desheredados » (Les Dshérérés) y subsista longtemps. Son moyen d'action préféré contre les exactions des grands propriétaires terriens était le terrorisme. De nombreux actes d'expropriation, suivis de meurtres ou d'incendies, furent alors commis en Andalousie, notamment dans la seconde moitié de 1882. Les autorités n'ayant pu se saisir des « Desheredados », imaginèrent, pour se débarrasser des internationaux, de les englober dans une prétendue association terroriste secrète : La Mano Negra. Une série de procès s'ouvrit contre tous les adhérents de la *Federacion* qu'on put atteindre (1883). Aux termes de l'accusation, la *Mano Negra* avait institué un tribunal mystérieux qui siégeait dans une salle ornée d'une main noire (d'où le nom de l'association) : ce tribunal décrétait la mort des « gens de bien » et aussi des affiliés tenus pour suspects. Une quinzaine de soi-disant membres de la « Mano Negra » furent ainsi condamnés à mort. On en exécuta le plus grand nombre, beaucoup iront au bagne, d'où une campagne de presse formidable, entreprise en 1902, à la suite d'une enquête du journal anarchiste *Tierra y Libertad* sur les procès de 1883, tirera les survivants.

À la même époque où se déroule l'affaire de la « Mano Negra », le gouverneur de Cadix, un libéral de bonne souche du nom de Longa y Santos, déclare explicitement que « pour toutes les dégradations, et pour les incendies qui ne seront pas prouvés être accidentels, seront considérés comme auteurs présumés les gens du lieu, ou, à leur défaut, ceux qui composent le comité local de la dénommée Association des travailleurs (2). »

De tels procédés n'étaient pas de nature à ramener le calme.

En 1892, une nouvelle révolte paysanne se produit en Andalousie. Le 8 janvier, quelques centaines d'ouvriers, armés de fourches et de faux, surprennent la ville de Xérès pendant la nuit, aux cris de « Vive la Révolution sociale ». La sédition, qui n'a fait que deux victimes, est promptement réduite. Les chefs présumés sont arrêtés, torturés, et déferés au Conseil de guerre, qui prononce quatre condamnations à mort. Avant de mourir, un des condamnés à mort, Zarzuela, prononce ces mots : « Peuple de Xérès, qu'on ne dise pas que nous avons succombé comme des lâches. J'espère que tu nous vengeras de cette nouvelle Inquisition. »

L'Andalou n'avait pas parlé en vain. Une vague de terrorisme suivit l'affaire de Xérès (1892).

(1) Chiffres cités par Max Nettlau, dans *L'Anarquía através de los tiempos*.

(1) *L'Européen*, 6 décembre 1902.

(2) *L'Européen*, 6 décembre 1902.

Les attentats. Montjuich ⁽¹⁾

Le 24 septembre 1893, une bombe est jetée à Barcelone, par l'anarchiste Pallas, sur le maréchal Martinez-Campos. Celui-ci n'est que légèrement blessé. Pallas condamné à être fusillé marche au supplice sans faiblesse, ne prononçant que ces mots : « La vengeance sera terrible ! »

Elle le fut, en effet.

Le 8 novembre, jour de la réouverture du grand théâtre du Liceo, à Barcelone, un anarchiste ami de Pallas, Santiago Salvador, lançait des galeries du cinquième étage deux bombes de dynamite qui faisaient 22 morts et 50 blessés.

L'état de siège était décrété, et une répression terrible



EXPLOSION D'UNE BOMBE AU THÉÂTRE LICEO

s'ensuivait. Les prisons étaient si pleines qu'on envoyait les nouveaux prisonniers dans les bateaux de guerre ancrés dans le port. Des centaines d'innocents étaient soumis à Montjuich aux plus effroyables tortures. Quand Santiago Salvador fut arrêté en Aragon, neuf mois après l'attentat, dix personnes qui, sous la douleur, avaient avoué tout ce qu'on avait voulu, étaient sur le point de comparaître devant le tribunal pour l'affaire du Liceo. Six d'entre elles furent exécutées, sur les accusations d'un co-détenu, plus particulièrement martyrisé. Celui-ci, avant de mourir, dans une lettre au journal républicain *El Pais* de Madrid, put crier la vérité ⁽²⁾ :

« Le 20 décembre, à deux heures du matin, deux gendarmes et un lieutenant vinrent me chercher au cachot et me conduisirent, bien ligoté, au Champ de Bota, près de la mer. On chargea les fusils et on menaça de me fusiller si je ne déclarais tout ce que voulait me faire dire le lieutenant. Sur mon



LA TORTURE DANS LES PRISONS ESPAGNOLES

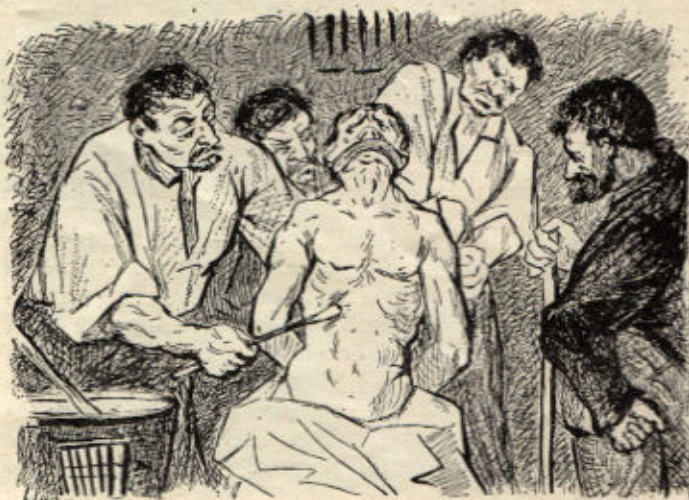
refus, on baissa mes pantalons et on commença à tordre mes organes génitaux. Fou de douleur, je réussis à me jeter dans la mer, mais je fus repêché et conduit de nouveau à la préfecture. Pendant cinq jours et six nuits, je fus, à coups de baguette, forcé de me promener sans pouvoir m'asseoir un instant ; ma seule nourriture consistait en pain et en morue sèche, sans une goutte d'eau. Je fus aussi suspendu pendant des heures entières à la porte de mon cachot, et l'on répéta plusieurs fois le supplice des organes sexuels qu'on est ainsi parvenu à atrophier. Enfin je déclarai tout ce qu'on voulut et, dans un moment de faiblesse et de lâcheté, je signai ma déclaration. »

Des procédés aussi terrifiants n'étaient pas pour apaiser les colères. Le 7 juin 1896, une nouvelle bombe explosait au milieu d'une procession religieuse, produisant une douzaine de morts et trente-cinq blessés.

Et le 9 août 1897, le président du Conseil espagnol, Canovas del Castillo, qui avait laissé faire les inquisiteurs de Montjuich, tombait à Saint-Sébastien sous les coups de l'anarchiste napolitain Angiolillo.

Ferrer. Attentats contre Alphonse XIII. La "semaine sanglante", 1909

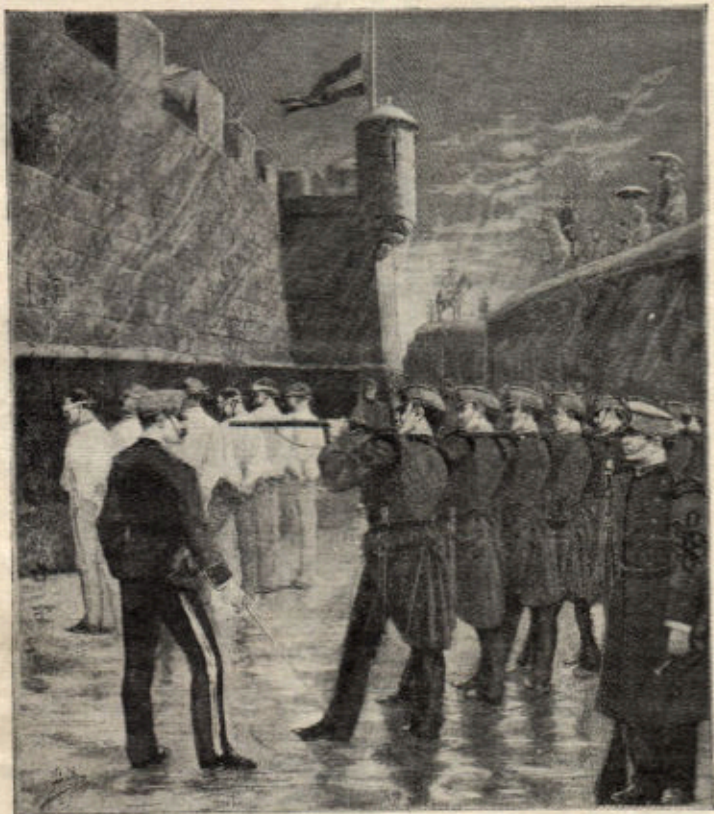
DANS la tourmente de 1896, les organisations syndicales avaient fondu, dispersées par la répression. Une reconstitution de la « *Federacion de Trabajadores de la Region española* » était tentée à Madrid en 1900.



LA TORTURE DANS LES PRISONS ESPAGNOLES
(Almanach du Père Peinard)

(1) Sur cette période, consulter Tarrida del Marmol : *Les Inquisiteurs d'Espagne*.

(2) Tarrida del Marmol : Ouvrage cité.



SIX ANARCHISTES FUSILLÉS A BARCELONE
(Le Petit Journal, 4 juin 1894)

En 1902, Ferrer faisait paraître, à Barcelone, le périodique *La Huelga general* (*La Grève générale*) qui préconisait les conceptions de la C. G. T. française d'alors, dans le même temps qu'il fondait l'« Escuela Moderna », établissement d'éducation rationaliste et libertaire. En conséquence de cette propagande, une grève générale ne tardait pas à se déclarer à Barcelone, dont l'échec amenait par contre-coup la dissolution de la section locale de la « Federación ».

Ferrer continue sa propagande, fonde *Solidaridad obrera*, traduit et diffuse toute la littérature syndicaliste française (les brochures de G. Yvetot, Pouget, Griffuelhes), et avec Anselmo Lorenzo, le vétéran du bakounisme, il reconstitue un fort mouvement anarchiste dans la région catalane.

Son « École moderne » prospère et inquiète fort les gens d'église. Ceux-ci tentent une première fois de le compromettre dans l'attentat commis en 1906, calle Mayor, à Madrid, contre Alphonse XIII (1), par un ancien employé de l'« École moderne », Mateo Morral. Il est arrêté et fait treize mois de prison préventive.

En 1909, surviennent les événements de Barcelone, connus sous le nom de « Semaine sanglante » (juillet). A la suite d'un revers du général Marina, chef du corps expéditionnaire au Maroc espagnol, le gouvernement de Maura appelle plusieurs classes. La grève générale est déclarée à Barcelone. Le gouverneur civil, l'illustre Don Angel Ossorio y Gallardo, qui représentait à l'époque Alphonse XIII avec la même loyauté qu'il représente aujourd'hui à Paris le gouvernement stalinien de Valence, et qu'il représentera demain on ne sait trop quoi..., abandonne immédiatement ses pouvoirs au général commandant la place, qui proclame aussitôt l'« état de guerre » ! Pendant huit jours,

(1) Entre temps Alphonse XIII avait été victime d'un autre attentat à Paris, rue de Rohan (1905).

Barcelone est le théâtre de scènes révolutionnaires : des églises, des couvents sont brûlés. (A noter que la plupart de ces édifices, reconstruits après 1909, ont de nouveau flambé en juillet 36 !) Maura veut une répression exemplaire. Poussé par les jésuites, il ordonne contre Ferrer le procès inique, qui se terminera par la fusillade du directeur de l'« École moderne » en octobre 1909. On sait quelles manifestations sa mort provoqua dans le monde entier.

Les anarcho-syndicalistes, contraints à l'illégalité, disparaissent momentanément.

La C. N. T. (1911)

Il est très difficile, pour qui étudie le mouvement révolutionnaire espagnol, de faire la distinction entre ce qui est spécifiquement anarchiste et ce qui est syndicaliste révolutionnaire. Ces deux modes d'activité se confondent toujours étroitement.

A la chute de Maura les syndicats catalans groupés depuis 1907, sous l'impulsion de Ferrer, dans la « Confederacion Regional Catalana », décident d'étendre les principes de celle-ci à tout le prolétariat espagnol et en septembre 1911 la C. N. T. (Confederacion Nacional del Trabajo) est fondée à Barcelone. Désormais on trouvera la nouvelle organisation, dont l'existence connaîtra des alternatives de légalité et de persécution, à la pointe de toutes les tentatives d'émancipation du prolétariat ibérique. D'ailleurs, elle était à peine créée, que le président du Conseil Canalejas, pourtant libéral à ce qu'il disait, la déclarait illégale, ce qui ne lui portait pas bonheur, car il tombait en 1912 sous les coups de l'anarchiste Pardinas. Son gouvernement s'était signalé par une cruelle répression de différents conflits ouvriers qui secouaient la péninsule (Bilbao, Valence, etc.).

Il faudra attendre 1915, pour que la C. N. T. renaisse, en tant qu'organisation nationale, au congrès du Ferrol.

La prospérité relative donnée à l'Espagne neutre par la guerre permet à la C. N. T. de s'enraciner fortement parmi le prolétariat industriel espagnol, dont la très grande majorité est localisée en Catalogne. En 1917, elle dirige les grèves de la « Canadiense », et contribue pour beaucoup au mouvement révolutionnaire qui éclate alors à Barcelone.

Au congrès de Madrid, en 1919, la C. N. T. approche le million d'adhérents. Ses forces se répartissent ainsi : Catalogne : 699.369. Andalousie : 90.750. Aragon : 15.172, etc... Barcelone est son principal pôle d'attraction. A Madrid, elle se heurte à l'U. G. T. (Union General de los Trabajadores), organisation réformatrice, dirigée par Caballero, et où dominent les socialistes. Un essai de rapprochement, au moment des événements de 1917, n'a pas eu de lendemain.

Les dirigeants de la Confédération sont alors des anarchistes notoires. Les plus connus sont Angel Pestagna et Salvador Seguí, dit « El Noy del Sucre » (1). Celui-ci avait

(1) « El Noy del Sucre », en catalan le « garçon du sucre », ainsi nommé parce qu'enfant il était très friand de sucre.

Les Hommes du jour

(Revue de A. Orléans) NUMERO SPECIAL : 10 francs. Tous les deux mois.



FRANCISCO FERRER
Assassiné par les Moines

débuté dans la vie politique en adhérant au groupe anarchiste de Barcelone « *Els Fills de Puta* » (1).

La grande bourgeoisie catalane, inquiète des progrès de la C. N. T., tentait d'y mettre obstacle, en instituant à Barcelone, en complet accord avec les représentants du gouvernement de Madrid, les généraux Martinez Anido (2) et Arlegui, des syndicats policiers (*Sindicatos Libres*), réplique espagnole des organismes créés en Russie, vers 1905, par le policier Zoubatov. De plus, des bandes de « pistoleros », à la solde de Martinez Anido, assassinent les militants de la C. N. T. (1920-22). Fatalement, ceux-ci pour se défendre recourent au terrorisme, et pendant plusieurs années on enregistre chaque semaine de nombreux assassinats.

Pestagna est grièvement blessé à Manresa le 26 août 1922; Segui, que les « pistoleros » ont manqué plusieurs fois, tombera le 10 mars 1923.

La dictature vient, et la C. N. T. retombe une fois de plus dans l'illégalité.

La F. A. I.

La République de 1931

EN 1927, les quelques groupes anarchistes qui n'avaient pas été totalement décimés par la dictature, dans une conférence clandestine à Valence, jetaient les bases d'une nouvelle organisation, la F. A. I. (Fédération anarchiste ibérique) (3). Celle-ci n'avait, jusqu'à la proclamation de la République (14 avril 31), qu'une existence imprécise : la plupart de ses membres se trouvant en prison ou en exil.

Ascaso, Durutti, Garcia Oliver, revenus en Espagne, n'allaient pas tarder à en devenir les éléments les plus écoutés. Tous les trois (les *Trois mousquetaires*, ainsi qu'on les appelait) avaient lié une solide amitié aux jours les plus terribles de la dictature. Longtemps ils avaient milité dans le même groupe (*Los Solidarios*). Véritables *Kamo* espagnols, Ascaso et Durutti étaient riches d'un passé de terroristes-expropriateurs au service de l'organisation, qui leur avait valu des persécutions sans nombre sous toutes les latitudes!

Les dirigeants de la F. A. I., qui croyaient à des possibilités révolutionnaires immédiates contre le nouveau régime, devaient se heurter rapidement au sein de la C. N. T. reconstituée, au vieux Pestagna qui n'avait plus l'allant d'autrefois. Celui-ci, s'appuyant sur une trentaine de vieux militants de la C. N. T. (4) (d'où le nom du groupe les « Trente »), tenta de résister à ce qu'il appelait la politique « putschiste » de la F. A. I. Vaincu finalement, il dut abandonner la direction de la C. N. T. (5).

A peine installé, le gouvernement provisoire (Zamora-Maura-Lerroux) se distinguait par des répressions sanglantes à Séville et à Barcelone.

La C. N. T. devenait tout de suite l'ennemi n° 1. Les socialistes sans distinction de nuance, de Prieto à Caballero, poussaient aux mesures contre elle. Caballero, secrétaire de la centrale concurrente l'U. G. T., profitait à plusieurs reprises de ce qu'il était ministre du Travail, pour brimer

les travailleurs de la C. N. T. On le vit même, lors d'une grève déclenchée par la C. N. T., à la *Telefonica* de Madrid, exhorter les adhérents de l'U. G. T. au rôle de briseurs de grève.

Son compère Araquistain, celui-là même qui, ambassadeur à Paris, lors des événements de mai dernier à Barcelone, faisait répandre le bruit que les insurgés arboraient des drapeaux monarchistes (1), déclarait que « si les syndiqués de la C. N. T. étaient des révoltés permanents, c'est qu'ils n'étaient pas de vrais Espagnols, mais des descendants des Maures » (2).

De son côté, Casares Quiroga, ministre de l'Intérieur, dans un cabinet Azana, disait parlant des adhérents de la C. N. T. qu'ils n'étaient que des « *Bandidos con carnets* » (Bandits avec carnets)!

La C. N. T. impulsée par la F. A. I. tente de 1931 à 1936 plusieurs insurrections : en janvier 1932 dans la région du Llobregat (province de Barcelone), en janvier 1933 en Andalousie (Casas Viejas), et en décembre de la même année dans l'Aragon.

Chaque fois, les gouvernements à participation socialiste répliquent, par la déportation en masse, à la Guinée, des militants anarcho-syndicalistes, dans le même temps qu'ils sont tout miel pour les fascistes qui préparent ouvertement leur coup!

Au 19 juillet, alors que le cabinet Casares Quiroga se préparait une fois de plus à la dissoudre, la C. N. T. jette toutes ses forces dans la bagarre, et contribue pour beaucoup dans l'échec du coup de force de Franco!

Alexandre Croix.

(1) Voir *Popu, Huma*, début mai.

(2) Ida Mett : *Révolution prolétarienne*, 3 octobre 1931.

Pour toute cette période on pourra se reporter utilement aux articles de L. Nicolas et d'Ida Mett dans la *Révolution prolétarienne*.



EXÉCUTION PAR LE GARROT DES ANARCHISTES
(Le Petit Journal)

(1) Voir *Los Martires de la C. N. T.*, par L. Nunez. Barcelone, 1932.

(2) Martinez Anido, dont Franco vient de faire son ministre de l'Intérieur — tout un programme! — exerça cette charge, durant toute la dictature de Primo. Son passage au gouvernement général de Barcelone rappela les plus sombres jours des « Inquisiteurs d'Espagne ».

(3) D'après Max Nettlan : *L'anarquia a través de los tiempos*.

(4) Parmi eux Juan Peiro, Juan Lopez, qu'on retrouvera, en 1936, ministres de la C. N. T., dans le Cabinet Caballero.

(5) Il a réintégré aujourd'hui la C. N. T.



ESPAGNE ROUGE ET NOIRE

par JEAN BERNIER

...la C. N. T. a estimé que le moment était arrivé où plus rien ne pouvait être caché, et cela pour le bénéfice de la guerre et de la révolution.

Discours du militant de la C. N. T., Galo Diez (Valence, été 1937).

Les Journées de Juillet

DEPUIS les élections de février qui, grâce au vote des anarcho-syndicalistes, avaient amené le triomphe parlementaire du *Frente popular* libéral et socialiste, le *pronunciamiento* militaire qui, dès la chute de la royauté, planait sur les destinées de la République espagnole, entra dans la phase de la préparation active.

La saignée de 1934, dans les Asturies, les innombrables emprisonnements avaient exaspéré le prolétariat espagnol, ajouté à ses raisons sociales de haïr, des motifs personnels de haine. Enfin, l'impuissance de la bourgeoisie libérale au pouvoir à résoudre les problèmes posés par la misère ouvrière et paysanne acculait le régime à la catastrophe.

Avec des variantes et des résultats déterminés par des facteurs d'ordre régional ou même individuel, le schéma des événements de juillet 1936 fut le même dans toute la péninsule.

Coincée entre la réaction militaire plus ou moins fascisante et un prolétariat qui s'avérait de plus en plus virulent, la bourgeoisie républicaine, qui n'a jamais pu en Espagne parvenir à la maturité historique, hésitait entre deux peurs : celle de la dictature qui lui eût pris l'assiette au beurre, celle de la révolution ouvrière qui eût brisé l'assiette au beurre, embrasé les campagnes, mis à mal la sacro-sainte propriété individuelle. Comme tous les faibles, elle rusait et jouait de ses deux ennemis l'un contre l'autre, ménageant les généraux, sévissant contre les anarcho-syndicalistes, sans se couper ni des uns à qui elle laissait leurs commandements ni des autres qu'elle gardait en réserve, sans armes.

Même quand, en juillet, à Madrid, le meurtre du leader monarchiste Calvo Sotelo (exécuté en représailles de l'assassinat du capitaine de gardes d'assaut Castillo) eut frappé les trois coups de la tragédie, il continua d'en être ainsi durant la semaine que le rideau mit à se lever.

A Madrid, le 19 juillet au soir, alors que la sédition était déclenchée en maintes villes, le gouvernement Casares Quiroga ouvrait les portes de la prison où il avait mis les dirigeants anarcho-syndicalistes du « Bâtiment » en grève, et ceux-ci passèrent presque directement de leurs cellules au combat pour défendre le pouvoir qui les avait coffrés.

Même atmosphère, plus étonnante encore, à Barcelone.

« Tandis que, écrit l'anarcho-syndicaliste Santillan, nous maintenions un contact étroit avec la Généralité de Catalogne pour organiser la résistance contre le militarisme, nos militants se voyaient confisquer les pauvres armes qui étaient en leur possession... La sortie des troupes des casernes n'était plus qu'une question de quelques jours ou de quelques heures. Nous ne demandions pas qu'on arme tous nos combattants, nous ne sollicitons pas 30 ou 40.000 fusils pour ceux qui attendaient anxieux dans nos locaux l'heure de l'action. Nous demandions seulement qu'on arme un millier de nos hommes... Nous tenions au gouvernement de la Généralité le raisonnement suivant : « Si avec 1.000 fusils nous arrivons à vaincre une insurrection de grande envergure, nous épargnerons à la Catalogne et à l'Espagne des torrents de sang ; par contre nous ne constituerons pas ainsi un danger insurmontable pour l'ordre établi... »

« Mais, poursuit Santillan, les 1.000 fusils ne nous furent pas donnés ; par contre on nous enleva une partie de ceux dont nos gens s'étaient emparés durant la nuit du 18 juillet, dans des bateaux ancrés dans le port... Probablement les gouvernants de la région pensaient comme ceux d'Espagne que la conspiration avorterait pour quelque cause inconnue et imprévue. »

Ce ne fut que quand, le 19 à l'aube, les officiers insurgés firent sortir revolver au poing les troupes des casernes, que

le gouvernement de la Généralité ouvrit les yeux à l'évidence. Alors, comme dit Santillan, « la vigueur et l'élan du mouvement provoqué par le soulèvement pesèrent d'une façon déterminante sur les volontés indécises ».

Ce double caractère des journées révolutionnaires de juillet : hésitation, aveuglement, pusillanimité du Triplepatte républicain, spontanéité et improvisation *in extremis* de la riposte ouvrière conduite par de petites minorités le plus souvent composées ou menées par des anarchistes héroïques, apparaît à peu près partout au milieu d'une confusion extrême.

A Madrid, c'est le *compañero* Antona, secrétaire général du Comité national de la C. N. T., et non l'un quelconque des fantoches du gouvernement, qui lance à la radio, dès les premières heures du 20 juillet, l'appel suivant qui lève tous les voiles :

« Nous sommes devant le dilemme de mourir comme des couards ou de lutter comme des hommes. La position de la C. N. T. a toujours été, et cela plus particulièrement au cours des derniers temps, de livrer bataille au fascisme en empoignant les armes avec courage en pleine rue. »

Dans la matinée du 20, toutes les casernes de Madrid se soulèvent et se hérissent de coups de feu. Le *compañero* Antona est à son poste dans le local du Comité national. Écoutez-le :

« ... Bâtiment étroit et obscur. A peine si nous pouvons nous mouvoir. Des voix désordonnées, des cris, des fusils, beaucoup de fusils. »

« Le téléphone ne cesse de sonner. On ne s'entend pas parler. Seul le bruit des leviers de fusil aux mains des camarades qui veulent vite apprendre à s'en servir, fait entendre son chant de guerre... »

« Par la Gran Vía des cavaliers descendent vers la Montaña (1). Ce sont des fils du peuple qui viennent de Vicalvaro avec quelques canons. Les gens ne les laissent pas avancer, se jettent sur eux pour les embrasser. Beaucoup pleurent de joie... »

Soudain, tandis que les incendies, d'églises et de couvents obscurcissent le ciel de Madrid de leurs fumées, une troupe de camarades arrivent chargés de fusils, de mitrailleuses. « Nous les avons gagnés avec nos poitrines, crient-ils, fous de joie, ils sont pour l'organisation... »

(1) La caserne de la Montaña, centre de l'insurrection militaire à Madrid.

En un tournemain les armes, montées sur des autos, repartent.

Cependant Antona se souvient qu'il est secrétaire du Comité national, il pense à le réunir.

« Mais, à cette heure critique, écrit-il, le Comité national était réduit à deux ou trois membres. La majorité des délégués étaient partis dans la nuit du 18 vers les divers comités régionaux d'Espagne. Les autres, on ne savait où ils étaient. Le tourbillon révolutionnaire les avait entraînés. Ils tiraient des coups de fusil dans la rue. Qu'avons-nous besoin d'un comité national, avaient-ils pensé, si le fascisme réussit à s'emparer de Madrid ? Par conséquent, la meilleure réunion en ce moment est d'être un de plus dans l'armée du peuple. »

Ce fut à Barcelone, terre d'élection de l'anarcho-syndicalisme, où la C. N. T. et la F. A. I. groupaient en face des autres organisations bourgeoises ou ouvrières l'immense majorité et les plus actifs des travailleurs, que les événements communs à toute l'Espagne prirent pour la révolution le tour le plus heureux et le plus caractéristique.

Malgré la force du prolétariat révolutionnaire ou plutôt à cause d'elle, les bourgeois libéraux de la Généralité s'opposèrent à l'offensive préventive contre les militaires réclamée par des militants de la C. N. T.-F. A. I. (1), désarmant, comme nous l'avons vu, ou refusant d'armer si peu que ce fût les ouvriers. Quand, à l'aube du 19, le général Goded exécutant les ordres venus du Maroc franchit le Ru-

bicon, quand les hommes de la C. N. T.-F. A. I. surgis des permanences syndicales où depuis huit jours ils se consumaient dans l'attente du coup d'État que leur annonçaient des soldats sympathisants, se lancèrent à l'appel d'Ascaso, de Durruti, de Garcia Oliver et de tous les militants en vue, à l'assaut des positions occupées par les militaires, ramassant le peu d'armes dont ils disposaient et pillant les armureries, la Généralité, se canton-

(1) Notamment, une semaine avant la sédition, par Manuel Perez, dans un meeting du syndicat du Bois.

CHEVALERIE GUERRIÈRE



CAISSE JETÉE PAR LES AVIATEURS NATIONAUX DANS LES LIGNES GOUVERNEMENTALES ET CONTENANT LE CORPS COUPÉ EN MORCEAUX DE L'AVIATEUR GALARZA



COMPANYS

nant dans une neutralité sympathique, laissa faire. La grande majorité des forces de police républicaine restant simple spectatrice des combats.

Rien n'est plus significatif à cet égard que ce témoignage inédit d'un ouvrier sur la prise, dans la matinée du 20 juillet, de la caserne d'Atarazanas, prise au cours de laquelle Francesco Ascaso fut tué.

Dès la veille, les hommes de la C. N. T.-F. A. I. qu'appuyaient le petit groupe des combattants du P. O. U. M. (1) et une poignée de gardes d'assaut, de membres de l'Esquerra (2) et de

l'U. G. T. catalane (3) avaient reconquis presque toutes les positions des insurgés. Le local du syndicat du Bois, les places Blasco Ibañez, d'Espagne, de l'Université, de Catalogne, la centrale téléphonique, les hôtels Colón et Ritz avaient été emportés dans la matinée sur la troupe travaillée par des sympathies révolutionnaires. Bombardé dans la *Commandancia militar*, le général Goded s'était rendu au président de la Généralité : Companys, et avait annoncé sa défaite à la radio, donné à ses subordonnés l'ordre de se rendre. Le soir, les prisons avaient été prises, mais la caserne d'Atarazanas (ou de la Maestranza) continuait à se défendre.

Dans la matinée du 20, l'attaque de cette caserne recommençait.

« Une petite maison collée au mur de la caserne, écrit notre témoin, et occupée par la troupe, tenait la rue sous son feu. Pour atteindre cette maison en longeant les bâtiments qui lui faisaient face, Ascaso, avec une poignée d'hommes, traversa la rue et tomba... Durruti, devant la mort de son vieux camarade de lutte, devient méconnaissable. Cette mort est pour lui plus que celle d'un frère. C'est la mort de son jumeau, de celui dont le nom pendant des années était prononcé d'un seul trait avec le sien, comme Sacco-Vanzetti... Il court à droite, à gauche, rassemblant ses camarades, les appelant d'une voix ferme et pourtant imprégnée de larmes contenues.

— Rien que des camarades de la C. N. T.-F. A. I. ici ! crie-t-il. Nous devons étouffer définitivement le feu des fascistes. Rien que des camarades de la C. N. T.-F. A. I. !

Les camarades se regardent, le regardent. Évidemment aucun d'eux ne restera en arrière. Mais c'est tout de même une folie que de courir la poitrine nue à un ennemi bien retranché.

On détourne Durruti de son dessein. Il se hérisse...

Au plus fort de cette scène, un fort détachement de la garde civile en tenue de campagne survient par la rue Escudillero et fait halte. Vieux soldats éprouvés, ils vont pouvoir montrer devant Atarazanas leur fidélité à la république.

Bien alignés et bien armés, ils font halte sur la rambla. Les regards curieux et interrogateurs du peuple les entourent. Ils n'ont encore rien fait pour leur république... Mais, à peine arrivés, ils enlèvent leur tricorne verni et essuient la sueur qui coule de leur front. Évidemment le miracle ne se produit pas. Ils n'attaquent pas, font demi-tour et s'éloignent. La foule hurle... »

Peu après, la caserne sur laquelle un avion vient de

lâcher deux bombes, se rend. Les soldats, l'uniforme sur le bras ou en manches de chemise, sortent dans la rue. On devait trouver dans les chambrées les corps des officiers, suicidés ou massacrés par la troupe.

Spontanéité, héroïsme individuel, triomphe des réflexes, inertie de la force publique républicaine, importance décisive du facteur moral dans le combat de rues, quand le minimum nécessaire de sacrifices sanglants a été consenti par les plus braves, quand aussi un minimum de sympathies lie les soldats aux révolutionnaires, nous retrouvons dans cette suite d'étonnants instantanés les données essentielles du problème tranché les 19 et 20 juillet dans les rues espagnoles, nous touchons du doigt la force et la faiblesse de l'anarcho-syndicalisme ibérique, tout instinctif, tout affectif.

A Malaga, un des rares coins d'Espagne où les communistes ont alors de l'influence et où ils partagent avec les anarcho-syndicalistes les honneurs de la victoire, les ouvriers suppléent au manque d'armes en allumant à l'essence de vastes incendies qui terrifient la troupe. Mais à Séville où le général Queipo de Llano, maître de la station de T. S. F., fait radiodiffuser l'hymne républicain de Riego et la *Marseillaise*, républicains et socialistes croient qu'il ne s'agit que du remplacement d'Azaña par Alcalá Zamora. Quand les hommes de la C. N. T.-F. A. I. et les communistes se dégagent de la confusion générale, il est trop tard. La garde civile qui, là, a passé aux militaires, occupe le centre de la ville. Les ouvriers sont écrasés une semaine plus tard par les Maures de Franco dans le faubourg de Triana où ils se sont retranchés, sans qu'aucune force organisée, aucune initiative individuelle ne soit venue catalyser à temps l'énergie des paysans communistes des environs sur lesquels n'a pu mordre la sédition.

A Saint-Sébastien, les anarchistes sauvent la ville en alertant contre les militaires qui jouent les bons apôtres les formations du *Frente popular* qui, sans avoir combattu, se croient maîtresses de la situation. Mais à Saragosse, le gouverneur républicain, Vera Coronel, « endort » les compagnons désarmés. Le général Cabanellas fait radiodiffuser une proclamation démagogique aux ouvriers qui se termine par « Vive la République ! », désarme et emprisonne ses soldats incertains, arme les señoritos (1) de la Phalange fasciste qu'il vêt d'uniformes. La grève générale lancée par la C. N. T. et l'U. G. T. (2) vient trop tard. Le soir du 19, faute d'armes et de cartouches, une réaction des jeunesses libertaires contre les provocations des fascistes qui avaient organisé des processions dans le centre de la ville est étouffée à peu de frais. Et la première place forte d'Espagne, avec ses 30.000 membres de la C. N. T., reste aux mains de la contre-révolution.

Préservé par son apolitisme et sa fidélité à l'action directe du chloroforme parlementaire et de l'ankylose bureaucratique propre au syndicalisme réformiste, l'anarcho-syndicalisme espagnol garde au prolétariat son sens inné de la violence, la souplesse et l'instantanéité de ses réactions de défense. Dans les journées de juillet 1936, il s'avère comme la seule force que la révolution puisse opposer avec chance de succès à la contre-révolution.

Mais cette force vive est une force élémentaire qui laisse tout ou presque tout à l'improvisation, au hasard. Alors, selon des contingences souvent minimes, la balance penche d'un côté ou de l'autre.

(1) Parti ouvrier d'unification marxiste, organisation communiste d'opposition antistalinienne et non trotskyste, persécutée et odieusement calomniée depuis mai 1937 par les staliniens.

(2) Parti principal de la bourgeoisie catalane de « gauche ».

(3) Organisation syndicale « socialiste » groupant de très faibles effectifs et servant en Catalogne de masque aux staliniens.

(1) Littéralement : « les petits messieurs », fils de bourgeois catholiques, de propriétaires fonciers et de hobereaux.

(2) Union générale des travailleurs, organisation syndicale influencée par les socialistes, distincte de l'U. G. T. catalane.

Le piège du pouvoir

Le coup fourré des journées de juillet laissait la décision en suspens. La lutte sociale, ouverte en 1931 sous le manteau de la république, rebondissait sous la forme aiguë de la guerre civile, laissant face à face les mêmes forces : contre-révolution d'idéologie composite, de forme militaire, expression de la grande bourgeoisie financière, de la grande propriété foncière et de l'Eglise, bourgeoisie républicaine et ses alliés réformistes-anarcho-syndicalisme révolutionnaire et ses rares alliés marxistes (Asturies, P. O. U. M., jeunesses). Mais, hors de la Catalogne, là où le coup d'État avait été vaincu ; la C. N. T.-F. A. I., quoique ayant gagné du terrain (notamment à Madrid et à Valence), restait minoritaire devant l'U. G. T. et les réformistes renforcés des petits effectifs staliniens. L'État démocratique bâtarde, sauvé par les minorités révolutionnaires, continuait, armé du prestige de gouvernement légitime. Le problème révolutionnaire : subversion de l'État, transformation économique et sociale, ne se posait qu'en Catalogne, non pas théoriquement, mais tempéteusement, dans la vie :

« Dans les rues de Barcelone (l'après-midi du 20), écrit Mariano Vasquez, actuel secrétaire du Comité national de la C. N. T., il n'y avait que la C. N. T.-F. A. I. Tous les véhicules arboraient les deux groupes de trois lettres. Le peuple jetait sur les murs les initiales glorieuses comme des lauriers aux héros. Partout flottait le drapeau rouge et noir. Dans tous les quartiers nos miliciens régnaient. Nos initiales tenaient lieu de consigne. Les claxons scandaient inlassablement les trois coups : « C. N. T., C. N. T., C. N. T. » C'était le cri de guerre, la garantie de la victoire. »

Contrairement à ce qu'on pense, la question fut tranchée cet après-midi-là.

Le péril passé, la Généralité avait recouvré ses esprits. Companys convoquait les représentants de la C. N. T.-F. A. I. La manœuvre politique commençait.

De cette entrevue historique qui devait peser d'un poids décisif sur le déroulement ultérieur des événements, Garcia Oliver a laissé un récit (1) qui, sans que peut-être il s'en soit lui-même rendu compte, illumine mieux que toute considération discursive le drame de l'anarcho-syndicalisme ibérique.

« Le chef des *mozos de escuadra* (2) sortit à notre rencontre par la porte principale de la Généralité. Nous allions armés jusqu'aux dents : fusils, mitraillettes et revolvers, débrailés, noirs de poudre et de fumée.

— Nous sommes les représentants de la C. N. T. et de la F. A. I. que Companys a appelés, dites-nous au chef, et ceux qui nous accompagnent sont notre escorte.

Le chef des *mozos* nous salua affectueusement et nous servit de guide jusqu'au patio de los Narancos. Il y avait de la confusion dans le vieux palais de la Généralité, mais sur le visage de tous ces Catalans vieux et jeunes, *mozos* et gardes, policiers, jeunes de l'Esquerra et de l'Estat catala (3), resplendissait la lueur d'une gloire rêvée pendant des siècles et qui ne put être vécue jusqu'à ce jour où des hommes de la C. N. T. et de la F. A. I., dans un impressionnant bruit d'armes, se portèrent au-devant du président...

... Companys nous reçut debout, visiblement ému. Il nous serra la main et il nous aurait embrassés si sa dignité personnelle, vivement affectée par ce qu'il pensait nous dire, ne l'en avait empêché.

Les présentations furent brèves. Nous nous assimes chacun le fusil entre les jambes.

— Avant tout, fit Companys, je dois vous dire que la C. N. T. et

(1) *Solidaridad Obrera* du 18 juillet 1937.

(2) Police régionale catalane dépendant de la Généralité.

(3) Parti catalaniste extrémiste, à présent fascisant.



PREMIER COMITÉ CENTRAL DES MILICES ANTIFASCISTES A BARCELONE

la F. A. I. n'ont jamais été traitées selon leur véritable importance. Vous avez été durement persécutés ; et moi, avec beaucoup de douleur, mais contraint par les réalités politiques, moi qui ai été autrefois avec vous, j'ai été obligé de vous persécuter... Mais la vérité est que, persécutés durement jusqu'à avant-hier, vous avez vaincu les militaires et les fascistes. Je ne puis donc, sachant qui vous êtes et comment vous êtes, employer avec vous un langage autre que celui d'une grande sincérité. Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin de moi ou si vous ne me désirez pas comme président de la Catalogne, dites-le moi dès maintenant, car je deviendrai un soldat de plus dans la lutte contre le fascisme. Si au contraire vous croyez qu'à ce poste que je n'aurais quitté que mort devant le fascisme triomphant, je puis, avec les hommes de mon parti, mon nom et mon prestige, être utile dans cette lutte qui se termine aujourd'hui dans la cité, mais dont nous ignorons quand et comment elle se terminera dans le reste de l'Espagne, vous pouvez compter sur moi et sur ma volonté d'homme et d'homme politique qui est convaincu qu'aujourd'hui meurt un passé d'opprobre et qui désire sincèrement que la Catalogne marche à la tête des pays les plus avancés en matière sociale.

En ces moments-là, Companys parlait avec une sincérité évidente. Homme ductile et plus que ductile : réaliste, qui vivait profondément la tragédie de son peuple sauvé de l'esclavage séculaire par l'effort anarchiste, il usait du langage exigé par les circonstances, il se situait à leur hauteur en un de ces gestes uniques de dignité et de compréhension qui ont tellement manqué aux hommes politiques espagnols...

Nous avions été appelés pour écouter. Nous ne pouvions nous engager en rien. C'était à nos organisations de décider. C'est ce que nous dîmes à Companys. Le destin de l'Espagne — et jamais on n'appréciera dans toute son envergure la tâche accomplie par Companys et nos organisations dans cette réunion historique — se décidait en Catalogne entre le communisme libertaire qui équivalait à la dictature anarchiste et la démocratie qui signifiait collaboration.

Companys nous dit enfin que dans une autre salle attendaient les représentants de tous les secteurs antifascistes de Catalogne. Si nous acceptions que lui, en tant que président de la Généralité, nous réunisse tous, il nous ferait une proposition en vue de donner à la Catalogne un organe capable de poursuivre la lutte révolutionnaire jusqu'à la victoire.

En notre qualité d'intermédiaires et d'observateurs, nous acceptâmes. La réunion se tint dans une autre salle où attendaient quelques représentants de l'Esquerra, des rabassaires (1), de l'Union républicaine (2), du P. O. U. M. et du P. S. U. C. (3)... Companys nous expliqua qu'il convenait de créer un comité des milices qui aurait pour fonction de remettre en route la vie de la Catalogne... et de s'employer à organiser des forces armées pour sortir de la ville et combattre les rebelles là où ils se présenteraient...

Le soir même, un plenum régional de la C. N. T., hâtivement réuni, acceptait les propositions de Companys. Il acceptait bien autre chose : la persistance, à côté du Comité des milices, du gouvernement de la Généralité qui y serait représenté par un commissaire délégué, la nomination par la Généralité d'un commandant militaire. Sûr de sa force si triomphalement affirmée, il acceptait même, *contrairement à toute logique démocratique*, par souci magnanime de ne pas brimer les minorités (pour ne pas imiter, comme dit Garcia Oliver, « les gros et présomptueux poissons que ne laisse pas dormir en paix le désir de dévorer les petits poissons »), par mépris de la politique, par naïveté aussi, la représentation paritaire au sein du Comité, de l'énorme masse cénétiste et des maigres effectifs ugétistes et psucistes.

Entre la démocratie révolutionnaire réalisée sur la base de la proportionnelle au sein d'un pouvoir neuf comme le Comité des milices qui rendait sans objet la Généralité, et la démocratie bourgeoise qui, même mise en veilleuse, gardait officiellement son prestige ; entre l'unicité d'un pouvoir rien moins que dictatorial puisque proportionnellement représentatif et un dualisme propice à toutes les

sales manœuvres, l'anarcho-syndicalisme catalan avait fait le plus malheureux des choix.

Devant les petits bourgeois arrivistes de la Généralité que les événements d'octobre 1934 comme ceux de juillet 1936 avaient pourtant montrés sous leur vrai jour, devant les appétits et les ruses des petits requins staliniens, la C. N. T. et la F. A. I. gardaient comme seul atout leur ardeur et leur courage.

Par-dessus tout, elles laissaient à l'État républicain, si modeste qu'il se fit, le temps de reprendre haleine.

Dès le 20 juillet et malgré des réalisations économiques et sociales souvent remarquables des syndicats anarchistes, les voies formelles de la contre-révolution, au lieu d'être baricadées par des institutions nouvelles et exclusives auxquelles tous les antifascistes se fussent alors ralliés, étaient ouvertes aux mille retours possibles de la contre-révolution.



LES « NATIONAUX » ESPAGNOLS (UN MAROCAIN, UN ALLEMAND, UN ITALIEN, ETC...)

Ebauches de la liberté

N o hay comunismo libertario, pas de communisme libertaire, *primero aplastemos a la facción*, d'abord écrasons la rébellion », avait dit le plenum régional du 20 juillet, confirmé par le plenum national du 1^{er} août. Mais les masses de la C. N. T.-F. A. I., sentant que la lutte armée (puisque il s'agissait d'une guerre civile) était inséparable de la transformation sociale et de l'agitation, sentant que celles-ci constituaient contre les blancs une arme aussi nécessaire que l'action militaire, débord-

(1) Organisation de métayers.

(2) Républicains, nuance Azaña.

(3) Parti socialiste unifié de Catalogne, organisation alors squelettique née de la fusion entre les socialistes catalans et les staliniens et manœuvrée par ceux-ci.

daient d'instinct le dilemme formel où la démocratie bourgeoise et son État coinçaient déjà leurs organismes dirigeants. Sans barguigner, avec la force créatrice qui sourd tout naturellement d'hommes risquant leur vie pour un idéal macéré dans la souffrance, le travail et les sacrifices, elles mettaient la main à la pâte. Toutes les mesures d'organisation et de cohésion qui furent prises à ce moment par les autorités révolutionnaires (avec l'estampille dérisoire, mais funeste de la Généralité) comme la constitution de ces autorités elles-mêmes : comité des milices, conseil économique, patrouilles de contrôle, légalisaient des états de fait créés par l'initiative des miliciens, des ouvriers et des techniciens syndiqués. Là où, dans le domaine économique, ceux-ci intervenirent directement, prenant en main la gestion ou le contrôle : services publics, transports, entreprises industrielles et commerciales, agriculture, etc., l'empreinte fut si profonde, les résultats si positifs, que malgré les progrès de la contre-révolution à forme démocratique et les reculs militaires, une partie de leur œuvre tient encore.

Par contre, là où, comme pour les banques, les syndicats liés par le pacte du 20 juillet laissèrent la Généralité appliquer les mirifiques décisions de contrôle qu'elle avait prises sous leur pression, rien d'effectif ne fut réalisé.

..

Un livre ne suffirait pas à rendre compte de cette œuvre multiple, infiniment complexe et nuancée dans son originalité, épousant avec une souplesse dont l'étatisme est bien incapable la multiplicité des cas et des situations, résolvant parfois des problèmes jugés insolubles sinon par la terreur (comme ceux du petit commerce, de la petite propriété paysanne), fleurissant ici en conseils d'entreprises, là en contrôle syndical, ailleurs en comités de villages, en coopératives ou en communes libres et qui, quels que soient son inachèvement et son sort final, témoigne, mieux en tout cas que toute tentative antérieure, de la capacité des ouvriers unis aux techniciens d'administrer les choses de la production et de l'échange sans exploiter ni opprimer les hommes.

Aussi nous bornerons-nous à mettre sous les yeux du lecteur quelques exemples de ces réalisations, aussi différents que possible, mais typiques.

D'abord, une grosse affaire industrielle, l'entreprise de travaux publics « Fomento de Obras y Construcciones », de Barcelone, au capital de 75 millions de pesetas, dont les administrateurs (comme ce fut le cas pour beaucoup d'entreprises) avaient pris la fuite (1) :

« Un Comité ouvrier provisoire fut aussitôt formé, composé de membres de la C. N. T. et de l'U. G. T., proportionnellement au nombre de leurs adhérents respectifs.

L'acte de constitution de ce Comité lui donnait les attributions principales suivantes :

1° Faire l'inventaire exact du passif et de l'actif, des capitaux disponibles, de la valeur du matériel, des marchandises et des immeubles.

2° Porter un rigoureux contrôle sur la partie technique et administrative, supprimer les salaires inutiles, niveler les autres salaires et faire toutes réformes ou changements de personnel nécessaires.

Ce qui précède, étant entendu que les résolutions seront prises à la majorité des votants, qu'au cas où s'imposerait une décision très importante l'Assemblée générale des ouvriers sera convoquée et que les décisions prises ne seront pas en contradiction avec l'action de la C. N. T. et de l'U. G. T.

Cependant, après la formation de ce Comité, tout le personnel a adhéré volontairement à la C. N. T. par camaraderie (déclaration textuelle du Comité de Contrôle).

En raison de l'importance de l'entreprise, le Comité de Contrôle

s'est ensuite adjoint la collaboration technique du Syndicat du Bois, du Syndicat de la Métallurgie, du Syndicat du Commerce et du Syndicat des Professions libérales (qui groupe tous les techniciens).

LA NOUVELLE ORGANISATION DU TRAVAIL.

Sur les six cents ouvriers que comptait l'entreprise la moitié environ est engagée dans les milices antifascistes.

Pour ceux qui restent — car il y a des travaux urgents — la semaine de quarante heures est établie avec le salaire de quarante-huit heures augmenté d'environ 15 %.

Le contremaître ou chef d'équipe habituel a été supprimé. Les ouvriers du chantier se réunissent et choisissent parmi eux un camarade responsable, chargé de distribuer le travail et de veiller à la bonne marche de l'œuvre.

Sur un chantier important, il y a, en outre, un « technicien manuel », suivant le terme employé là-bas, qui est chargé de la conduite technique du travail, mais sans s'occuper du rendement.

Depuis ce nouveau mode de travail, le rendement général s'est accru.

Nos camarades du Comité de Contrôle ayant épluché sérieusement l'ancienne comptabilité, j'ai vu, moi-même, les pièces justifiant les « salaires » de ces pauvres administrateurs : pour 1935, le principal exploitateur a émargé pour un peu plus de 491.000 pesetas, d'autres pour 110.000, enfin le menu fretin de 48 à 36.000 pesetas.

Il faut encore ajouter à cela environ 2 millions de pesetas (oui, 2 millions) d'une caisse noire destinée à la corruption de divers fonctionnaires.

L'entreprise actuelle, débarrassée de ces rongeurs, peut enfin remplir son vrai but : produire pour faire vivre ceux qui produisent.

Voici ensuite l'anarcho-syndicalisme en action dans les campagnes :

D'abord les principes et leurs modalités d'application. D'un rapport fait à un plenum de la C. N. T. sur la



(1) Récit paru dans *Le Libertaire* du 23 octobre 1936.

question agraire (1), nous extrayons les passages suivants :

1^o Procéder à l'établissement de la collectivisation de la terre de manière à ce que les petits propriétaires n'aient à aucun moment à souffrir de notre action émancipatrice et de ses conséquences. Afin qu'ils ne se convertissent pas en ennemis ou saboteurs de notre œuvre, on respectera, en principe, la culture privée des terres qu'ils peuvent travailler de leurs propres bras.

De la sorte, aucune obstruction ne sera rencontrée dans le développement des centres qui sont collectivisés. Nous avons la conviction que, sans contrainte, par l'exemple que donnera la collectivisation de la terre, on obtiendra le changement de la culture.

2^o Toutes les terres expropriées seront contrôlées et administrées par le syndicat et seront cultivées collectivement au bénéfice direct des syndiqués, par conséquent de tous les travailleurs en général.

3^o C'est également le Syndicat qui exercera le contrôle de la production, ainsi que de l'acquisition des produits nécessaires aux petits propriétaires, qui, provisoirement, continueront à cultiver directement comme il est dit ci-dessus...

A. — S'il y a la possibilité d'établir dans le village la collectivisation sans danger de se heurter aux difficultés que nous avons signalées, on devra procéder à l'établissement de la collectivisation immédiatement et d'une façon totale.

B. — Si la majorité des paysans de la localité ou simplement quelques-uns d'entre eux ne partagent pas ce point de vue, les syndicats respecteront l'exploitation des petits propriétaires dans la forme dite, et procéderont à l'expropriation de la grande propriété et des biens des éléments factieux qui seront également collectivisés.



SANTILLAN, ANARCHISTE, CONSEILLER D'ÉCONOMIE

Voici maintenant comment ces principes, dont on appréciera la souplesse et la sagesse, et qui contrastent si heureusement avec « les atrocités de bachi-bouzouks » (Lénine disait) du communisme de guerre russe dans les campagnes et avec les atrocités de la collectivisation agraire stalinienne en 1932, étaient appliqués dans les villages d'Aragon conquis par les colonnes de miliciens sorties de Barcelone :

Texte du *bando* (affiche) apposé, le 16 août 1936, sur les murs de Pina (Aragon) par la colonne Durruti :

« Les propriétés des fascistes locaux deviennent propriété commune. Tout le matériel agricole est mis à la disposition de la commune. Le territoire sera administré par le comité local élu par l'assemblée générale du village. En échange, les miliciens antifascistes demandent aide morale et matérielle à la population. »

Enfin, près d'un an plus tard (mai 1937), voici le tableau (2) qu'un témoin trace du village collectivisé de Calanda (Aragon) :

« Sur la place du village, en face de l'église, il y a une fontaine de

(1) *Libertaire* du 18 septembre 1936.

(2) Extrait du livre d'Augustin Souchy : *Parmi les paysans d'Aragon*.

granit toute neuve. Son socle porte gravées les initiales de la C. N. T. P. A. I. Ce qui fut l'église est maintenant un magasin d'alimentation. Tous les rayons n'en sont pas encore achevés.

La boucherie est installée dans une dépendance de l'église, installation hygiénique, coquette, comme le village n'en a jamais connu. On n'y achète rien avec de l'argent : les femmes reçoivent la viande en échange de bons... car elles appartiennent aux collectivités et ceci suffit pour obtenir de la viande et autres aliments.

Le village a 4.500 habitants. La C. N. T. domine. 700 chefs de famille y adhèrent. La collectivité groupe 3.500 membres, les autres sont des individuels... Le village, propre et aimable, est riche. Dans la caisse il y a 23.000 pesetas. Il produit de l'huile (annuellement 1.750.000 kilos), du blé, des pommes de terre et des fruits... Autrefois, il y avait quelques grands propriétaires. Le 19 juillet, ils furent expropriés.

Collectivistes et individuels vivent pacifiquement côte à côte.

Il y a deux cafés dans le village : un pour les individuels, un pour les collectivistes... Les tissus et les vêtements ne manquent pas, car on a échangé de l'huile avec une fabrique de textiles de Barcelone.

Le travail est intense et les bras manquent, car de nombreux jeunes, tous membres de la C. N. T., sont au front... Ici, tout est collectivisé, à l'exception des petits boutiquiers qui ont voulu rester indépendants. La pharmacie appartient à la collectivité ainsi que le médecin. Celui-ci ne reçoit pas d'argent. Il est entretenu comme les autres membres de la collectivité.

Le conseil municipal comprend six membres, quatre de la C. N. T., deux des jeunesses libertaires. Ces dernières sont particulièrement actives. Elles ont construit des bains publics, une bibliothèque ; elles tiennent des réunions éducatives. Le ciné est collectivisé.

Le meilleur bâtiment du village : un ancien couvent, est pour l'école qui fonctionne suivant les méthodes de Ferrer. Autrefois, il n'y avait que huit instituteurs ; la collectivité en a nommé dix de plus.

Les individuels ont également profité de la collectivisation : ils ne paient ni loyer ni électricité. Le village possède sa propre centrale électrique alimentée par une chute d'eau.

Les collectivistes sont contents. Autrefois les paysans souffraient de la faim en avril, mai et juin. A présent cela va mieux.

Autrefois, il existait une succursale bancaire. Aujourd'hui, elle est fermée. Soixante-dix mille pesetas ont été confisquées et affectées par la municipalité à l'achat de produits.

Les paysans travaillent par groupes de dix. La terre est répartie en zones. Chaque groupe, ayant un délégué à sa tête, travaille sa zone. Les groupes se forment selon les affinités.

La collectivité est une grande famille qui veille sur tous.

En août, les statistiques montraient, malgré la guerre, un accroissement considérable de la production. L'anarcho-syndicalisme agraire tenait toujours en Catalogne. Et il fallait en Aragon l'intervention d'une brigade stalinienne et de nombreux gardes d'assaut désarmant les paysans, dissolvant le conseil cénétiste d'Aragon et emprisonnant son secrétaire Joaquín Ascaso, pour que fût restaurée, en grande partie, la propriété foncière « démocratique » d'antan.

Nous terminerons cet aperçu des réalisations économico-sociales de l'anarcho-syndicalisme ibérique par des extraits de la monographie consacrée par Robert Louzon à la commune libre de Puigcerda (1). Nous choisissons ce document parmi tant d'autres et, dans ce document, la partie consacrée au petit commerce (négligeant celle qui traite de l'industrie) à cause de cette fameuse question des classes moyennes qui fait couler en France tant d'encre et de salive, sans que les politiciens de tout acabit qui vaticinent à ce sujet aient jamais pensé à rien d'autre que de flatter en elles la pire routine bourgeoise.

L'expérience de Puigcerda est l'une des plus intéressantes qui soit, car rien ne semblait destiner cette ville à marcher en tête de la collectivisation.

Tout au contraire !

Puigcerda était essentiellement une ville petite-bourgeoise, une ville type de petite bourgeoisie commerçante et parasitaire.

Les pseudo-marxistes auraient sans doute estimé que, puisque Puigcerda ne comportait pas de très grande industrie, il n'y avait qu'à la laisser en dehors de toute socialisation. Les plus hardis auraient peut-être tout juste proposé de socialiser la fabrique de

(1) Ce récit, écrit en février 1937 et retenu par la censure, a été publié par la *Révolution prolétarienne* du 25 juin 1937.

lait condensé et les usines textiles, mais tous auraient certainement considéré comme un sacrilège de tenter une collectivisation des moyen et petit commerces qui, pourtant, sont ici l'essentiel même de la vie économique, et, par suite, la base de l'exploitation capitaliste et bourgeoise.

Mais à Puigcerda il y avait, non de pseudo-marxistes, mais des camarades de la C. N. T. Ceux-ci prirent le taureau par les cornes ; c'est au plus difficile que, dès l'abord, ils s'attaquèrent : la collectivisation du petit commerce.

Cette collectivisation s'opéra principalement au moyen de la création d'une coopérative.

Une coopérative générale, qui comprend tout : épicerie, boucherie, charcuterie, boulangerie, tissus, tailleur, coiffeur, dentiste, pharmacien, café, hôtel, etc.

Cette coopérative est constituée sur un type dont nous n'avons pas, je crois, en France, l'équivalent. Si, par son rôle économique, elle semble l'analogue de nos coopératives de consommation, dont la fonction principale est de vendre aux consommateurs, elle en diffère totalement par sa constitution, les consommateurs n'intervenant à aucun titre, ni dans sa direction, ni dans la répartition des bénéfices.

C'est au sein de cette coopérative que se trouvent dès maintenant collectivisés la plupart des petits commerçants de Puigcerda.

La plupart, mais pas tous. L'entrée dans la coopérative n'est, en effet, pas obligatoire, de sorte que, dans certaines branches, il existe encore, à côté des magasins coopératifs, des commerçants privés, à une condition cependant, condition essentielle : que ceux-ci n'emploient pas de salariés. C'est le cas, par exemple, pour la boucherie, la mercerie, les hôtels. Par contre, les cafés, les coiffeurs, les tailleurs, les dentistes, les pharmaciens sont tous dans la coopérative...

Tous ces commerçants sont passés à la coopérative avec armes et bagages, je veux dire avec leur matériel et leurs marchandises et cela a constitué le premier fonds de la coopérative.

Celle-ci a son siège administratif et son centre principal d'affaires dans un grand immeuble situé sur la place centrale de la ville...

Malgré le caractère très général de cette coopérative, il existe tout de même un certain nombre de métiers qui n'ont pu rentrer dans son cadre : ceux-là, on les a municipalisés. Ils sont devenus des services publics, dépendant directement du Conseil municipal.

Ce dernier est formé de trois délégués de la C. N. T., trois délégués de l'U. G. T. (l'organisation syndicale stalino-réformiste) et trois délégués de la Gauche Catalane (le parti bourgeois catalan).

Ont été ainsi municipalisés les transports (il s'agit des camions, des cars et des voitures particulières), le bâtiment, la voirie, etc.

L'habitation a été, elle aussi, municipalisée...

Deux fermes importantes qui ont été abandonnées par leurs propriétaires, sont devenues également propriétés de la commune. La municipalisation de ces deux fermes est d'ailleurs la seule collectivisation qui ait été appliquée à la campagne... A la différence du patronat de la ville, totalement supprimé, et de l'artisanat de la ville, profondément touché, le petit patronat et l'artisanat de la campagne sont donc, à Puigcerda, restés intacts...

Par contre, il y a un point bien établi, qu'ils s'agisse de coopérative, de services municipaux, d'entreprises collectivisées ou placées sous le contrôle ouvrier, c'est celui-ci : dans toutes ces entreprises, on applique le grand principe, le principe suprême, sans la réalisation duquel toute collectivisation perd sa raison d'être : l'égalité entre les hommes par l'égalité des rémunérations.

Un salaire unique, quel que soit le métier ou la fonction, tel est en effet le grand principe posé à Puigcerda, et qui y est mis en pratique, à très peu d'exceptions près.

Salaire unique, c'est-à-dire que vous touchez le même salaire, que vous soyez directeur, ouvrier qualifié ou manœuvre. Salaire qui, cependant, diffère, d'une part selon le sexe, d'autre part selon le nombre d'enfants, en troisième lieu enfin selon l'intensité du travail à déployer dans l'industrie considérée.

En février 1937, quand Robert Louzon était à Puigcerda, tout allait bien. A la fin d'avril, des gardes d'assaut « républicains » envahirent Puigcerda, désarmèrent les miliciens qui contrôlaient la frontière, arrêterent l'anarchiste Antonio Martin, animateur de la commune libre, et le fusillèrent avec neuf de ses camarades.

L'État démocratique et son pouvoir politique revigorés et manœuvrés par la Russie stalinienne, d'accord avec la France du Front populaire et l'Angleterre « conservatrice », exerçaient à nouveau les droits du seigneur impérialiste.

Pris entre les deux groupes de puissances qui, à travers Burgos et Valence, s'affrontaient en Espagne, la révolution incarnée par l'anarcho-syndicalisme étouffait.

Revanche de la politique

DANS l'inextricable imbroglio de forces où fusa la contre-attaque révolutionnaire de juillet et où, liée et matée de mille façons, elle ne cessa de reculer, renonçant finalement, après le sursaut de mai 1937 à Barcelone, à maîtriser le destin, on peut distinguer deux phases.

Dans la première, très brève, jouèrent contre elle, de façon immédiate, les forces intérieures de la contre-révolution nationale. Dans la seconde qui dure encore et qui commença dès le milieu de l'été 1936 pour s'épanouir à l'automne dans l'intervention ouverte ou indirecte des impérialismes, ce furent les forces de la contre-révolution internationale qui, s'annexant les forces intérieures, « républicaines » ou « fascistes », lui imposèrent leurs lois. Ainsi la guerre civile originelle se transforma officiellement en guerre d'indépendance (démocratique ou conservatrice), en réalité en guerre de dépendance nationale envers les impérialismes « démocratiques » et les impérialismes « fascistes », pour le seul bénéfice, en Espagne et hors d'Espagne, du capitalisme et de ses préparatifs de guerre mondiale.

Pour rompre — à supposer que cela fût possible — le

cercle tracé par les bourgeoisies de partout et par les grandes organisations ouvrières solidaires des impérialismes « démocratiques », il eût fallu à l'anarcho-syndicalisme espagnol une force massive que, minorité dans un pays faible, il ne possédait pas et que, dès le 20 juillet, il s'interdisait d'acquiescer. Il lui eût fallu aussi une audace politique et une connaissance des réalités in-



LA GUERRE...

ternationales, que son caractère national, voire régional, et son impréparation théorique ne mettaient pas à la portée de sa splendide ardeur.

Dès les premières semaines de la lutte, d'ailleurs, le facteur international qui ne devait apparaître comme décisif qu'un peu plus tard, joua dans le comportement des antagonistes, inspirant toute leur propagande.

La réaction militaire qui savait ne pas pouvoir compter sur l'Angleterre et sur la France, lesquelles avaient partie liée, pour la défense de leurs gros intérêts économiques et stratégiques en Espagne, avec la république bourgeoise, s'appuyèrent sur l'Italie et sur l'Allemagne sous prétexte de pourfendre le marxisme fantomatique du gouvernement de Madrid. Quant à celui-ci, dont les intérêts de classe coïncidaient avec les intérêts impérialistes anglais et français, il anathématisait le fascisme et dressait contre lui (à l'usage intérieur et extérieur) son prestige de gouvernement démocratique « légitime » en lutte pour la restauration de la légalité républicaine.

« Pas de communisme libertaire », avait dit le plenum cénétiste du 20 juillet. « Pas de révolution sociale », traduisait immédiatement le gouvernement de Madrid.

Et il agissait en conséquence, laissant la dangereuse et compromettante Catalogne livrée à ses seules ressources. Pas d'argent et pas d'armes (1), tel fut dès l'origine le principe négatif qu'il lui appliqua. En même temps, fort de l'appui tapageur des organisations socialistes et staliennes, il battait en brèche l'activité et l'influence des anarcho-syndicalistes.

A Barcelone, dès le 31 juillet, Companys, à la fois président du Conseil et président de la Généralité, cédait la présidence du Conseil à Casanovas et introduisait dans le nouveau gouvernement trois socialistes et un membre des rabassaires. Mais la C. N. T.-F. A. I. qui avait, elle, refusé les offres de participation de Companys, n'eut qu'à froncer le sourcil pour que ceux-ci démissionnent aussitôt.

Pourtant, le gouvernement de la Généralité, mettant à profit la dualité des pouvoirs et surtout la représentation paritaire au sein du Comité des milices, reprenait du poil de la bête ; les manœuvres des bourgeois libéraux et des staliniens de l'U. G. T. et du P. S. U. C. se dessinaient contre les milices et leur Comité, rempart de la révolution. A la Généralité, dans les locaux, dans les rues, on parlait de désarmer les miliciens « incontrôlables » et *Solidaridad obrera*, exhortant à la vigilance, s'écriait : « Camarades, n'abandonnez jamais vos armes ! Le fusil est la garantie du respect absolu que l'on doit à l'individu ! *No os dejéis desarmar por nada ni por nadie* ! Ne vous laissez désarmer sous aucun prétexte et par personne ! »

Empêtrée à l'arrière dans la dualité des pouvoirs, la C. N. T.-F. A. I. se heurtait, au front d'Aragon, aux tristes nécessités de l'art militaire.

Après une avance aussi rapide que désordonnée, les colonnes improvisées de miliciens qui, sous l'impulsion exemplaire de Durruti, étaient parvenues jusqu'aux approches de Huesca et de Saragosse, s'étaient vu arrêter par les formations régulières sorties de ces deux places. Il fallut stopper et, obéissant à cette fatalité militaire jusqu'à présent inséparable des révolutions victorieuses au sein desquelles elle fait surgir la carcasse d'une oppression nouvelle, il fallut apprendre à se battre, s'organiser, se discipliner.

(1) A l'automne, à Madrid, pour la défense duquel il devait être tué dans des conditions restées mystérieuses, l'anarchiste Durruti, au cours d'un entretien avec Largo Caballero, fit entendre à ce dernier que les compagnons savaient ce que c'était que de prendre de l'argent dans une banque et qu'il pourrait bien rendre visite un jour avec ses hommes à la banque d'État.

La C. N. T.-F. A. I., après avoir brandi le mot d'ordre immortel « Miliciens, oui ! Soldats, jamais ! » préconisait à juste titre son complément, omis d'abord dans le feu du triomphe, « Discipline ». Discipline consentie certes et non imposée comme dans l'ancienne armée, mais discipline qui, à Barcelone, servait de thème aux manœuvres surnoises contre le Comité des milices et le contrôle syndical des miliciens.

Bref, en septembre, le Comité des milices acceptait de se dissoudre. Un Conseil de la Généralité remplaçait le gouvernement esquerriste et, pour la première fois dans l'histoire de l'anarchisme, des anarchistes devenaient ministres. Le nouveau pouvoir était constitué sur la base de la représentation fallacieusement paritaire qui avait présidé à la constitution du défunt Comité des milices. La C. N. T.-F. A. I. s'y trouvait donc en minorité.

A vrai dire, étant donné la proportion réelle des forces, ce n'était encore là qu'une question de forme. Mais, quand les succès de Franco, de plus en plus aidé par l'Italie, par l'Allemagne ... et par l'incapacité militaire de Madrid, jetèrent dans les bras de la Russie le gouvernement formé par Largo Caballero au début de septembre et acculé sous la capitale à une défensive désespérée, le rapport de force entre la Généralité et l'anarcho-syndicalisme changea au détriment de celui-ci. D'abord secondaires, les questions politiques de forme se muèrent alors en réalités dirimantes.

Pourtant, et contrairement à ce que pensent les anarchistes traditionnels à cheval sur les principes, ce ne fut pas en s'asseyant à la même table que les autres membres du *Frente popular*, que la C. N. T.-F. A. I. s'était lié les mains. Devant la contre-révolution militaire, une telle collaboration s'imposait. Mais elle eût dû se faire, rien que pour le combat, hors des institutions bourgeoises d'État, sur la base d'une représentation proportionnelle exacte des forces communes. Les bourgeois libéraux et les autres secteurs ouvriers avaient autant besoin du concours de la C. N. T.-F. A. I. que celle-ci de leur concours. En leur cédant sans cesse, sans réciprocité, avec une « noblesse » et une « générosité » dont elle était fière, la C. N. T.-F. A. I. se préparait des lendemains sinistres.

Avec la dissolution du Comité des milices et son entrée au Conseil de la Généralité, l'anarcho-syndicalisme catalan payait la première des traites souscrites par lui le 20 juillet en acceptant la dualité des pouvoirs. Au rythme dont marchait Franco, le paiement de la deuxième traite ne se fit pas attendre. Élué en septembre, quand la C. N. T.-F. A. I. repoussa les offres de participation du nouveau président du Conseil espagnol Largo Caballero, il eut lieu au début de novembre quand, devant le péril couru par Madrid, et sous la pression de la Russie, la C. N. T.-F. A. I. délégua quatre de ses hommes au gouvernement central.

Mais, dès ce moment-là, la phase plus spécialement espagnole de la révolution prenait fin. La bourgeoisie européenne, se partageant la besogne, pesait de tout son poids sur Barcelone et sur Madrid. Les échéances se précipitèrent et se firent de plus en plus lourdes.

Le jeu impérialiste

DANS l'Europe contemporaine déchirée par les antagonismes nés des traités monstrueux de 1919 les événements d'Espagne jetaient une carte maîtresse sur la « table verte » autour de laquelle se poursuivait la partie engagée par les impérialismes « fascistes », spoliés ou brimés à Versailles, contre l'hégémonie des impérialismes « démocratiques » gorgés par leur victoire.

En soutenant Franco contre Madrid, avec une décision

que permettait seul leur régime dictatorial, l'Italie et l'Allemagne, devant une Angleterre prise en flagrant délit d'impréparation militaire, gagnaient sur tous les tableaux.

Sur la chasse gardée (gardée par la république) du marché espagnol (Rio Tinto (1), Penarroya, fer de Bilbao, importations métallurgiques, transports, électricité, etc.), elles braconnaient le gros gibier économique anglo-français.

En disposant éventuellement des Baléares et du Maroc espagnol elles menaçaient les positions stratégiques anglaises et françaises en Méditerranée occidentale.

Par-dessus tout, en jouant la carte franquiste, elles exerçaient sur les deux ploutocraties « démocratiques » retranchées jusqu'alors dans la Société des Nations une pression très vive qu'elles se flattaient de monnayer sur le terrain diplomatique, en Éthiopie et en Europe centrale et orientale.

Enfin, en se posant en Espagne en défenseurs de l'ordre et de la propriété contre le « marxisme » et l'« anarchie », elles s'attiraient les sympathies des conservateurs britanniques et français et achevaient de paralyser les gouvernements de Londres et de Paris tiraillés entre leur hostilité à la révolution sociale et leur « amitié » pour une république espagnole vassale, incapable, bien sûr ! de revendiquer Gibraltar ou de faire des Baléares une base militaire.

Le gouvernement anglais entendait avant tout gagner du temps. Gagner du temps parce qu'il était hors de question pour lui, dans l'état de ses armements, de faire la guerre, gagner du temps pour *wait and see* (2) et réserver ses chances d'arrangement avec Madrid ou, à défaut de Madrid, avec Franco.

Gérant zélé de l'impérialisme français et, comme tel hostile à la révolution sociale, le Front populaire s'avérait disposé, dans les premiers jours du *pronunciamiento*, à soutenir Madrid contre Franco dans la mesure où Madrid briderait l'anarcho-syndicalisme. Mais Madrid, aveuglément, se disait maître de la situation et l'opposition française de droite, que ne gênait nulle réaction des organisations ouvrières engluées dans la légalité républicaine, se déchaînait très démocratiquement contre tout envoi d'armes aux « rouges ». Enfin, raison suprême, l'Angleterre s'opposait à toute initiative française qui, cristallisant en deux coalitions adverses les impérialismes du continent, eût ruiné les propensions britanniques à un arrangement avec l'Allemagne et contraint le gouvernement de Sa Majesté à un choix prématuré.

La politique de non-intervention naquit de ces contradictions.

Cet expédient, grâce auquel les impérialismes « démocratiques », surpris par la vigueur de l'escrime italo-allemande en Espagne, s'efforcèrent de parer la botte qui leur était portée, ne signifiait rien d'autre que les antagonistes ne jugeaient pas venu le moment de trancher par la guerre leur lutte pour un nouveau partage de l'Europe et du monde. On causa donc à Londres, en petit comité.

Pour la première fois, l'Angleterre et la France avaient été débusquées de Genève. Mais si elles avaient été contraintes ainsi de prêter une oreille attentive aux visées de leurs rivales affamées de matières premières et de débouchés, elles ne semblaient pas encore disposées à comprendre

ce que parler veut dire. Aussi les avions et les tanks filèrent derechef d'Italie et d'Allemagne vers la péninsule ibérique. Au début de l'automne, Franco, brûlant les étapes, approchait de Madrid. L'intervention de la Russie en Espagne vint tirer une belle épine du pied d'argile des deux ploutocraties.

De juillet à octobre 1936, la Russie n'avait pas bronché. Adhérente de la première heure au Comité de non-intervention de Londres et bien que son régime ultratotalitaire lui donnât toutes facilités pour pratiquer à la manière « fasciste » l'interventionnisme clandestin, elle n'avait absolument rien fait pour la révolution espagnole, traitée par sa presse comme un fait divers insignifiant. « Une petite grève en Allemagne, disait en 1930 le bolchevik Manouïlski (porte-parole de Staline), a plus d'importance que tout ce qui se passe en Espagne (1). »

Mais, en 1936, ce n'était plus pour des raisons de stratégie révolutionnaire ou soi-disant telle, que l'État stalinien dont le Komintern déchu au rôle d'instrument de politique étrangère n'avait jamais pu mordre sur le prolétariat espagnol, s'était désintéressé de la guerre sociale ibérique. Tout en continuant d'exploiter, à l'usage des naïfs, la légende d'octobre 1917, Staline avait jeté par-dessus bord dès 1935 toute activité subversive, reconnu dans les bras de M. Laval la légitimité de la défense nationale capitaliste, adhéré à la « Société des brigands impérialistes de Genève », découvert les mérites de la sécurité collective, de la paix indivisible et du traité de Versailles, encensé les démocraties pacifiques menacées par les fascismes belliqueux, scellé l'unité d'action avec les « social-traitres », bref, préparé en France contre l'Allemagne, sous prétexte d'antifascisme, l'Union sacrée de la prochaine « dernière guerre » jugée par lui inévitable et hautement préférable au conflit de la seule Russie avec l'Allemagne et le Japon.

Tout à la peur d'être pris dans la tenaille germano-nippone et de faire ainsi les frais d'un néo-Locarno ou d'un autre Pacte à quatre, l'État stalinien « collait » à ses nouveaux compères de Genève. Sage comme une image au Comité de non-intervention où il filait doux devant l'Angleterre, il usait à Paris des facilités que lui donnait le Front populaire pour exacerber l'antagonisme franco-allemand. Sans envoyer une cartouche à cette chère démocratie espagnole, il faisait crier dans tous les meetings « Des canons, des avions pour l'Espagne ! » et sonnait à l'aide des plus grossières excitations le réveil du chauvinisme « antiboche » de la Grande Guerre.

Pour parvenir à ses fins : prise de position décisive de la France contre l'Allemagne et l'Italie et transformation du pacte franco-soviétique en alliance militaire jouant automatiquement d'une part, préparation du prolétariat français à l'Union sacrée « antifasciste » d'autre part, la sympathie instinctive des ouvriers pour la révolution espagnole lui servait de levier.

Quoique les réformistes fussent d'accord — et pour cause ! — avec le néo-bolchevisme qui reprenait ainsi leurs vieilles positions social-patriotiques, ils se cabrèrent quand, en septembre, *L'Humanité* tenta de lancer le « Front des Français ». Tandis que la plupart, pinçant la corde pacifiste, justifiaient la politique d'aterrissement suivie par les impérialismes anglais et français, une minorité extrémiste tombant dans le piège stalinien, s'échina — s'échine encore — à demander au Front populaire dont elle soutient la politique de conservation capitaliste et impérialiste, de renier absurdement en Espagne toute cette politique.

Rabroué à Londres, rabroué par Léon Blum, l'État

(1) Joaquin Maurin : *Révolution et contre-révolution en Espagne*. Rieder, éditeur.

(1) *Controversy* (Londres), décembre 1937 écrit :

« Sir Auckland Geddes, s'adressant aux actionnaires des Mines de Rio Tinto, s'est exprimé dans les termes suivants :

« Depuis que les forces du général Franco ont occupé la région des mines, il ne s'est pas produit de troubles sociaux. Avec moins de main d'œuvre, la production a augmenté de 30.000 tonnes par mois. Les mineurs coupables d'agitation ont été traduits en cour martiale et fusillés. »

(2) « Attendre et voir. »



A L'ENTERREMENT DE L'ANARCHISTE DURRUTI, UNE PANCARTE DEMANDE :
« QUI A TUÉ DURRUTI, GÉANT DE LA RÉVOLUTION ? »

stalinien battit en retraite. Mais quand, à l'automne, l'Angleterre et la France comprirent que si elles ne voulaient pas céder au chantage espagnol de Mussolini et d'Hitler, il fallait opposer à Franco autre chose que des principes, fussent-ils de non-intervention, Staline entendit sonner son heure. En envoyant aux miliciens le matériel et les spécialistes qui leur permirent de briser l'assaut de Franco contre Madrid, il gagnait lui aussi sur tous les tableaux de son jeu.

Contre Mussolini et Hitler, il était en Espagne le soldat de Londres et de Paris. Contre la révolution espagnole incarnée par la C. N. T.-F. A. I., il était le gendarme de la démocratie bourgeoise. En mettant enfin la main sur les gouvernements de Madrid et de Barcelone, il jetait entre Berlin, Rome, Paris et Londres la plus belle pomme de discorde. Par-dessus le marché, aux yeux des prolétaires un peu déconcertés par sa passivité des trois derniers mois, il redorait le blason révolutionnaire de l'U. R. S. S.

L'étouffement

AVEC les spécialistes militaires qui débarquaient en octobre à Carthagène et à Valence en même temps que les avions, les tanks et les canons russes, débarquaient aussi les spécialistes politiques du néo-bolchevisme conservateur et nationaliste. Rompus à l'intrigue et à l'obéissance passive, spéculant sur ce qu'il y a de plus bas dans l'homme et de plus naïf et, quand ce machiavélisme s'avère insuffisant, usant cyniquement de la violence, ces spécialistes de l'État stalinien et de son Guépéou se mirent aussitôt à la besogne.

« Staline ne donne rien pour rien (1). » Exploitant à fond la situation qui faisait de lui le sauveur, il ne livrait des armes et du blé que moyennant paiement : paiement en espèces remployé en partie sur place pour financer ses agents et leurs entreprises, paiement politique sous forme

de postes responsables octroyés aux points sensibles de l'appareil politique et militaire.

A Madrid où l'opposition des socialistes qui ne connaissaient d'ailleurs guère les méthodes bolcheviques était hors de question, la mainmise russe, utilisant les circonstances qui, par suite du départ du gouvernement pour Valence, mettaient tous les pouvoirs entre les mains des militaires, se fit sans coup férir. Au reste, les fins immédiates poursuivies par les Russes mandatés tacitement par la France et l'Angleterre coïncidaient avec celles de la bourgeoisie libérale et des secteurs socialistes du *Frente popular*. Pour les uns comme pour les autres il s'agissait de restaurer l'État et la propriété individuelle sur les bases éprouvées de la technique militaire et policière et de l'idéologie démocratique et nationaliste. L'antifascisme servait de pavillon à la commune marchandise. L'ennemi était double : Franco et ses *managers* italiens et allemands d'une part, la révolution sociale d'autre part.

En Catalogne le morceau était plus dur à avaler. La collectivisation agraire et syndicale avait fait passer la révolution dans la vie même du prolétariat et de la paysannerie. Les masses anarcho-syndicalistes étaient traditionnellement hostiles au bolchevisme. Enfin le P.O.U.M., créé et dirigé par d'anciens communistes exclus de la III^e Internationale, constituait malgré ses effectifs restreints un élément dangereux de résistance parce qu'il était au fait des méthodes stalinienne.

Mais le prestige que la Russie tirait de son intervention militaire mit le consul général russe Antonov-Ovsénko, intronisé à Barcelone, à même d'aborder avec le vent en poupe la tâche qui lui était fixée.

Pour conquérir les cœurs, il bénéficiait de ce prestige. Pour mater les têtes, il disposait d'un argument décisif : les armes.

Tandis que le prestige, mis en œuvre avec cette habileté et ce manque de scrupules systématique qui sont la marque de la publicité « soviétique », permettait aux

(1) Boris Souvarine : *Les nouveaux cahiers*, numéro du 15 oct. 1937.

Russes disposant de ressources financières pratiquement illimitées d'accroître énormément les effectifs de leurs filiales du P. S. U. C. et de l'U. G. T. catalane et de développer leur presse, le chantage aux armes paralysait et démoralisait la C. N. T.-F. A. I.

Dans l'espoir d'obtenir ces armes qu'elle voyait distribuer libéralement aux policiers embauchés par la Généralité (1) ainsi qu'aux nouveaux adhérents recrutés par les staliniens parmi les classes moyennes (petits patrons, petits commerçants), la C. N. T.-F. A. I. avalait toutes les couleuvres.

Pourtant, dès le 5 novembre, l'anarchiste italien Camillo Berneri donnait l'alarme dans *Guerra di classe*, journal qu'il dirigeait à Barcelone :

« Je ne dirai pas, moi aussi : « Je ne puis plus me taire ! ». Non, moi, je veux parler... Je suis persuadé que la révolution espagnole se rapproche précipitamment d'un tournant dangereux, aussi j'empoigne la plume comme j'aurais empoigné le revolver ou le fusil... »

Gagner la guerre, c'est nécessaire, mais on ne gagnera pas la guerre en restreignant le problème aux conditions strictement militaires de la victoire, mais bien en liant celles-ci aux conditions politico-sociales de la victoire...

Dans son ensemble, le gouvernement Caballero est ennemi de la révolution sociale autant qu'il est ennemi du fascisme monarchico-clérical. Madrid veut le retour à la légalité et seulement cela. Armer la Catalogne, financer la Catalogne équivaut pour Madrid à armer des colonnes portant la révolution à la pointe de leurs baïonnettes et à encourager la nouvelle économie égalitaire.

Il faut donc que le gouvernement de Madrid soit contraint de choisir entre la défaite dans la guerre et la révolution victorieuse... Le parti communiste (suivant des directives tracées par Moscou) vise à devenir la légion étrangère de la démocratie et du libéralisme espagnols... *Solidaridad obrera*, en exaltant le gouvernement bolchevik de l'U. R. S. S., a, soit dit entre parenthèses, atteint le maximum de la naïveté politique... »

Mais ces avertissements résonnaient en vain. Ayant, dès le début quand les circonstances étaient le plus favorables, choisi la carte de la démocratie bourgeoise et non celle de la démocratie révolutionnaire, ayant donc renoncé internationalement au soutien révolutionnaire du prolétariat (et en première ligne du prolétariat français) puisqu'il eût fallu, pour l'obtenir, dresser ce prolétariat contre ses chefs et ses gouvernements « démocratiques », la C. N. T.-F. A. I. n'allait pas changer son fusil d'épaule au moment critique où les démocraties impérialistes lui dépêchaient comme seul soutien contre Franco, la tutelle étouffante des Russes.

Bien au contraire. En plus des louanges que le grand journal cénétiste décernait maintenant à l'U. R. S. S., les tendances nationalistes, militaristes et bellicistes propres à l'antifascisme stalino-réformiste se faisaient jour dans *Solidaridad obrera* et dans les discours des ministres anarchistes, sans qu'on puisse d'ailleurs y démêler la part de l'opportunisme tactique — jusqu'à un certain point explicable — et celle de l'aveuglement ou même pire.

Le 7 janvier 1937, *Solidaridad obrera* publiait en français, en première page, l'étonnant placard suivant dont nous respectons l'orthographe et le style (2) :

« Journalistes traités à sa patrie.

Dans la guerre de fait que nous soutenons avec l'Allemagne à laquelle les généraux traîtres ouvrirent les portes de l'Espagne qui actuent d'accord avec les boches et par sa gloire et service, quelques journalistes français qui résultent déjà traîtres à sa propre Patrie puis que les désirs du teuton ne son d'autres que de s'ouvrir un passage au Sud pour attaquer par là, a sa haine obsessionnelle et traditionnelle : la France.

Ce sont ces journalistes, plus amis de l'Allemagne que de la France, les suivants :

Armand-Henry Flassch, du « Journal » ; Geo London, du « Jour-

(1) Après la dissolution du Comité des ouvriers et soldats qui groupait au sein de la garde d'assaut et de la garde civile une élite révolutionnaire contrôlée par la C. N. T.-F. A. I.

(2) Texte publié par *La Révolution prolétarienne* du 25 janvier 1937.

nal » ; Leo-Gerville, du « Matin » ; Lazarell, du « Paris-Soir » ; Mille, du « Paris-Soir ».

Les uns, des les fronts des envahisseurs de l'Espagne et les autres des le même Paris, font une campagne qui tôt ou tard suppose une trahison ou de haute portée ou pour le moins une extraordinaire déloyauté envers la France.

Si un jour une nouvelle guerre éclate entre la France et l'Allemagne ils peuvent se rendre compte les français quelle sorte d'oiseaux ils ont dans leurs propres lignes et dans le même Paris.

Ils doivent être les fils de Bolo Pachà, le fusillé à Vincennes. »

De même, un peu plus tard, le 30 mars 1937, le *Bulletin* français de la Généralité publiait sous le titre : « Le ministre de la Justice déclare... », la nouvelle suivante :

Au cours d'une visite à l'École populaire de guerre à Barcelone le ministre de la Justice, Garcia Oliver, a déclaré :

« Vous, officiers de l'armée populaire, devez observer une discipline de fer et l'imposer à vos hommes, qui, une fois dans les rangs, doivent cesser d'être vos camarades et constituer l'engrenage de la machine militaire de notre armée.

« Votre mission est d'assurer la victoire sur les envahisseurs fascistes et de maintenir ensuite une puissante armée populaire sur laquelle nous puissions compter pour répondre à toute provocation fasciste, ouverte ou déguisée, d'une puissance étrangère, et qui sache faire respecter le nom de l'Espagne depuis si longtemps déconsidéré dans les sphères internationales. »

De même enfin, ce texte extrait de *Solidaridad obrera* du 6 janvier 1937 (1), où transparaît clairement l'abominable jeu russe que la « Soli » soutenait de gré ou de force :

« L'Espagne libre fera son devoir. Face à cette attitude héroïque, que vont faire les démocraties ? Il y a lieu d'espérer que l'inévitable ne tardera pas longtemps à se produire. L'attitude provocatrice et grossière de l'Allemagne devient déjà insupportable. Visiblement, l'Italie ne joue pas non plus un jeu propre. Il s'agit de gagner du temps et comme les uns et les autres savent que, finalement, les démocraties devront intervenir avec leurs escadres et avec leurs armées, pour barrer le passage à ces hordes d'insensés, ils se dépêchent de détruire Madrid et réaliser des actes de guerre leur assurant une situation plus favorable que celle dans laquelle ils se trouvent actuellement. »

Le pire, peut-être, dans cette noire chronique de l'étouffement de la C. N. T.-F. A. I. depuis l'automne 1936, est que les renoncements auxquels elle se prêtait ne lui servaient à rien. Le coq révolutionnaire, comme écrivait l'anarchiste Urales, perdait chaque jour une de ses plumes, la collectivisation était battue en brèche dans les campagnes, le contrôle syndical se relâchait dans les entreprises, l'armée où les galons réapparaissaient se militarisait de plus en plus, la police accrue de toutes les formations armées staliniennes et soigneusement maintenue à l'arrière pour mater les anarchistes, se renforçait sans cesse, la Guépéou tissait des trames de plus en plus serrées, organisait ses locaux, ses prisons, ses « complots », la censure jugulait la presse révolutionnaire, l'agiotage des petits commerçants protégés par les staliniens prospérait et raréfiait les denrées... et les armes promises n'arrivaient toujours pas au front d'Aragon tenu en grande majorité par les hommes de la C. N. T.-F. A. I. Si Franco était battu à Guadalajara, Malaga tombait presque sans résistance. Faute de matériel, on prétinait toujours devant Saragosse.

Pourtant, malgré sa docilité et les gages qu'elle ne cessait de donner à la contre-révolution démocratico-stalinienne, la C. N. T.-F. A. I. restait une force redoutable. Dans la masse de ses adhérents la révolte et la colère s'accumulaient. Malgré les exhortations officielles de l'organisation — et tacitement d'accord avec elle — les ouvriers ne rendaient pas les armes que les Russes et les bourgeois de la Généralité essayaient de leur extorquer sous le beau prétexte de les envoyer au front.

(1) Texte publié par *La Révolution prolétarienne* du 25 janvier 1937.

La C. N. T. avait bien laissé débarquer Nin, le militant du P. O. U. M., du Conseil de la Généralité, mais quand, au début de l'année, les staliniens du P. S. U. C. et de l'U. G. T. poussant leur attaque, avaient prétendu impliquer le P. O. U. M. tout entier, dont des milliers de membres combattaient au front, dans un abject complot d'espionnage et de trahison à la manière moscovite, il avait suffi que les Jeunesses libertaires déclarassent qu'elles ne croyaient pas un mot de toutes ces histoires pour que les Russes n'insistassent pas. En mars aussi, un décret de la Généralité avait bien dissous les Patrouilles de contrôle, reliquat du défunt Comité des milices, mais les centaines d'ouvriers anarcho-syndicalistes qui constituaient cette police révolutionnaire n'avaient rien voulu savoir et les choses en étaient restées là.

Le heurt auquel, comme nous l'avons vu, l'affaire de Puigcerda avait servi de prélude immédiat, se produisit au début de mai.

Le 3 mai, à 14 h. 45, des gardes d'assaut commandés par Rodriguez Salas, commissaire à l'Ordre public en Catalogne et membre du P. S. U. C., essayèrent de prendre d'assaut le central téléphonique, la fameuse « Telefonica », contrôlé et occupé en majeure partie par la C. N. T.-F. A. I. et où les anarcho-syndicalistes interceptaient les communications gouvernementales et policières (1). Tandis que la lutte se poursuivait à l'intérieur du gratte-ciel, la nouvelle de la provocation se répandit dans la ville comme une traînée de poudre. Une heure ne s'était pas écoulée que les patrouilles de contrôle et les miliciens de la F. A. I. étaient là, ouvrant le feu sur les assaillants. En un clin d'œil, spontanément, Barcelone se couvrit de barricades. Le lendemain les hommes de la C. N. T.-F. A. I. auxquels s'étaient joints ceux du P. O. U. M. avaient capturé ou désarmé des centaines de gardes d'assaut et étaient maîtres de toute la ville, sauf du centre où le gouvernement et les staliniens, bloqués, étaient à leur merci. Mais les dirigeants anarcho-syndicalistes, fidèles à la ligne politique qu'ils suivaient depuis le 20 juillet, ne voulaient pas de la victoire. A la radio, le soir du second jour de combats, Vasquez au nom du Comité national, Garcia Oliver et Federica Montseny, les deux ministres anarchistes venus de Valence, conjurèrent leurs troupes de cesser le feu. « Une vague de folie a passé sur la ville, clama Garcia Oliver. Il faut mettre fin immédiatement à cette lutte fratricide. Que chacun reste sur ses positions... Le gouvernement va se réunir et prendre les mesures nécessaires... »

Le lendemain, silence du gouvernement, aucune annonce de sanctions envers les provocateurs. La lutte recommença. Les divisions du front d'Aragon, averties, proposaient de marcher sur Barcelone. Le Comité régional de la C. N. T. les en dissuada.

Le soir, les dirigeants recommencèrent à la radio leurs supplications et leurs appels au calme. C'était le recul pur et simple et cependant, ce ne fut que le troisième jour que la fusillade se tut, le quatrième jour que les barricades furent abandonnées.

Il y avait cinq cents morts, des milliers de blessés. Trois bateaux de guerre « républicains » étaient arrivés en rade. Dans les jours qui suivirent, Valence envoyait des milliers de policiers et, violant l'autonomie catalane, mettait la main sur la sûreté publique. L'ordre républicain « anti-fasciste » régnait à Barcelone. Mais, quand les staliniens, inquiets d'abord de la tournure prise par les événements, virent de quoi il retournait, ils songèrent à leurs petites affaires.

Dans la soirée du 5 mai un piquet de policiers arrêtaient

à leur domicile Berneri et son ami Barbieri dont on retrouva, le 6, à l'hôpital-clinique, les corps criblés de balles.

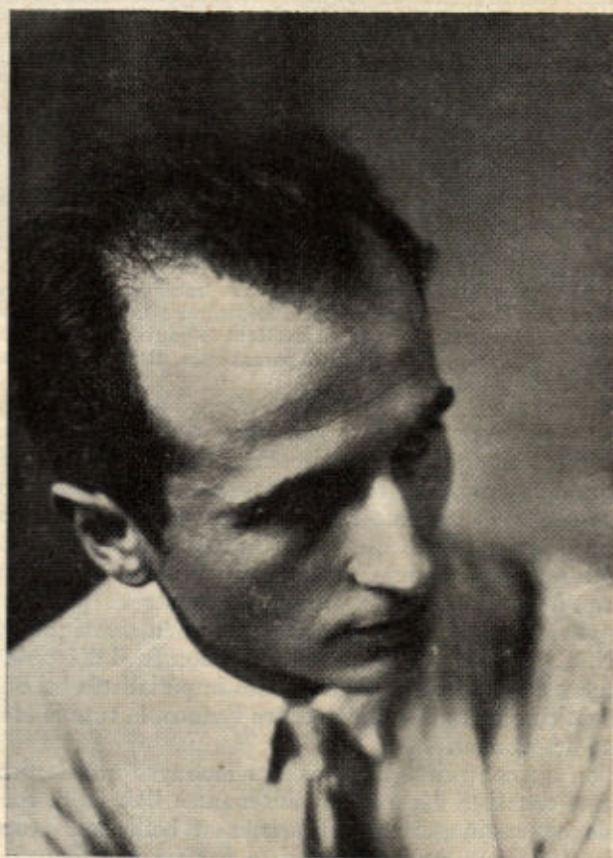
Le 14 avril, adjurant dans *Guerra di Classe* Federica Montseny de quitter son ministère de l'Hygiène, Berneri avait cité la *Pravda* du 17 décembre précédent qui disait :

« Quant à la Catalogne, l'épuration des éléments trotskystes et anarcho-syndicalistes est commencée ; cette œuvre sera conduite avec la même énergie que celle avec laquelle elle a été conduite en U. R. S. S. »

Il demandait également à Montseny :

« ... d'appeler la masse à juger la complicité morale et politique du silence de la presse anarchiste espagnole quant aux délits dictatoriaux de Staline, aux persécutions contre les anarchistes russes, aux monstrueux procès contre l'opposition léniniste et trotskyste... »

Et il avait signé ainsi sa condamnation à mort.



BERNERI

Les Journées de mai à Barcelone furent le dernier sursaut de la révolution espagnole, sursaut tout spontané, tout populaire, comme l'avaient été ses victoires de juillet.

Tout ce qui s'ensuivit : liquidation du ministère Caballero jugé trop peu docile par les Russes, éviction des ministres anarchistes et constitution du ministère Negrin prêté-nom du socialiste Prieto, mise hors la loi du P. O. U. M., assassinat de son leader Nin dans une prison privée de la Guépéou, persécution des éléments non conformistes de la C. N. T.-F. A. I. (des dizaines et des dizaines d'assassinats, des milliers d'emprisonnements), n'a fait qu'illustrer atrocement le recul que consacra la mainmise stalino-démocratique sur la révolution ibérique.

La guerre continue désormais en Espagne non entre la révolution et la contre-révolution, mais entre les deux formes de la contre-révolution : la contre-révolution blanche, la contre-révolution rose.

(1) Cf. Marcel Ollivier : *Les journées sanglantes de Barcelone*. (Spartacus, cahiers mensuels.)

Pour justifier leur attitude, toute leur attitude, du 20 juillet jusqu'à maintenant, les chefs de l'anarcho-syndicalisme espagnol, s'ils décousaient leur bouche, ne pourraient avancer qu'une raison.

Si le soir du 20 juillet 1936, si le soir du 4 mai 1937 ils sont restés en Catalogne dans le giron de la démocratie bourgeoise, c'est par peur du feu des escadres anglaises et françaises. Crainte de faire contre eux l'unanimité des « fascistes » et des démocraties, ils ont remis leur sort et avec lui le sort de leur faible révolution entre les mains toutes-puissantes de l'Europe. Londres, Berlin et Paris causant, en ce moment, on ne se bat plus guère en Espagne.

Prendre le risque du pouvoir, oser, c'était pour eux, appeler d'abord, les prolétaires de France à briser le Front populaire : à se battre contre leur Blum, leur Jouhaux et leur Thorez, ou à forcer leur Blum, leur Jouhaux et leur Thorez à se battre contre le capitalisme.

Ils n'ont pas pris ce risque et ils n'ont pas tenté de forcer le destin en sonnant le rappel de la révolution internationale,

Ils ont failli peut-être, mais que dire de ceux : socialistes, communistes, syndicalistes, qui osent encore se réclamer de la révolution sociale et dont la loi suprême est le salut de l'impérialisme tricolore ?

Berneri

La personnalité de l'homme que les staliniens tuèrent le 5 mai à Barcelone, parce qu'il les démasquait, mérite qu'on s'y arrête.

Camillo Berneri n'était pas seulement ce politique lucide qui avait fait entendre, dès l'automne 1936, aux dirigeants de la C. N. T.-F. A. I., les avertissements les plus justifiés, il n'était pas seulement le révolutionnaire incorruptible qui continuait à son bureau de *Guerra di classe* le combat commencé par lui l'été de 1936 sur le front d'Aragon.

Ce proscrit italien, ce gibier de toutes les polices d'Occident était un homme d'une rare noblesse. Dans la tête et dans le cœur de ce professeur de philosophie en rupture de ban vivaient (nous allions dire : survivaient) ces valeurs morales abandonnées dédaigneusement à l'anarchisme par les socialistes qui les avilissent et les bolcheviks qui les renient.

La veille de sa mort, décidée par le consul russe à Barcelone, Antonov-Ovsénko, il prend son tour de garde et il écrit à ses filles (1) :

« Il est deux heures du matin, la maison est en armes. J'avais voulu rester levé pour laisser les autres aller se coucher. Mais tous ont ri, disant que je n'entendrais même pas le canon (2). Puis, un à un, ils ont fini par aller se coucher et je veille pour tous. C'est l'unique chose entièrement belle, plus absolue que l'amour et plus vraie que la réalité elle-même, que de travailler pour tous. »

Que serait l'homme sans ce sens du devoir, sans cette émotion de se sentir uni à ceux qui furent, à ceux qui sont, à ceux qui viendront ?... »

Un jour, nous dit sa veuve, il me dit en riant : « Aujourd'hui, j'ai écrit une prière. » Comme je lui demandais de me la lire, il me répondit : « Oh ! non, je ne te la montrerai que quand elle sera exaucée. »

Voici, aussi fidèlement traduits que possible, le début et la fin de ce document trouvé dans ses papiers.

« Fais que mon cœur ne se dessèche jamais ; qu'il puisse continuer toujours à aimer les hommes, tels qu'ils sont,

faibles et méchants comme des enfants et des malades qu'on doit aider à sortir de la barbarie ou à guérir ; qu'il puisse toujours entendre la pluie des larmes du monde, même durant la tiédeur lumineuse des moments de joie ; qu'il ne puisse y avoir de fosse boueuse dans laquelle ne luisent l'or du soleil et les couleurs du couchant.

Fais que l'éloignement de la cité solaire ne me fasse pas abandonner la cité historique. Si je m'enfermais ainsi dans une tour d'ivoire, ce ne pourrait m'être permis que pour devenir un ouvrier fervent de la pensée et du savoir. Mais ce sort n'appartient qu'à celui qu'illumine la lumière du génie. Nombreux, trop nombreux sont ceux qui n'ont pas d'yeux ou qui ne les ouvrent pas assez aux vérités de la pensée et de la science ; trop d'esclaves ont besoin de Brutus et de Spartacus, trop de foules exigent de voir le Christ au Calvaire pour pouvoir sentir que l'homme se divinise dans le sacrifice, que la civilisation avance parmi les ronces ou bien recule.

Fais que mon cœur ne s'enorgueillisse pas de ses beautés, que mon imagination ne se complaise pas à des hérosismes qui me sont impossibles, que ma volonté se trempe dans des sacrifices et des efforts menus mais continuels.

Fais que mon aimée puisse être fière de moi comme je suis fier d'elle ; que je puisse toujours être tourmenté par le mécontentement de moi-même et l'anxiété de me faire plus fort et moins impur ; que mes filles et mes amis puissent en pensant à moi être poussés vers le bien ; que je puisse en mourant ne pas être trop mécontent de ma vie ; que je puisse être toujours prêt à mourir d'une mort qui vaille une vie d'homme juste. »

Dans la liste déjà longue des révolutionnaires assassinés par la contre-révolution stalinienne, l'anarchiste Berneri, comme homme et comme militant, tient une des premières places.



DURRUTI

(1) Lettre publiée par les *Humbles*, numéro d'avril-mai 1937.

(2) Berneri était à peu près sourd.

ACTUALITÉ DE L'ANARCHISME

QUELLE que soit sa condition, si aveuglé qu'il soit par sa vie quotidienne, ses besoins, sa petite ou sa grande ambition, voire ses passions de partisan, le Français, de nos jours — à ne parler que de la France — se sent investir par une sourde inquiétude.

Qu'il soit riche ou pauvre, croyant ou laïque, qu'il soit « antifasciste » ou qu'il vitupère le Front populaire, qu'il se soucie ou ne se soucie pas de politique, le citoyen doute de l'avenir.

Doutant de l'avenir (sans vouloir encore se l'avouer), un malaise, fugitif mais lancinant, le point quand il se tourne vers le passé solide et plein d'espoirs. Un trouble le saisit quand il évoque les perspectives réconfortantes : idéaux, dogmes, fétiches de toute sorte, sur lesquelles il fondait son goût de vivre et le sens — même rudimentaire — qu'il donnait au monde.

Bien-être, paix, progrès, liberté (non pas la liberté terrible de l'An II, mais cette chère liberté républicaine et démocratique au goût de je-m'en-fichisme et de système D), le refrain béat des campagnes électorales et des distributions de prix ne passe plus par ses méninges comme le vin dans son gosier.

Le « déserteur du franc » a beau se répéter que la finance internationale est grande et que M. Bonnet est son prophète, le « travailleur conscient », communiste, socialiste, cégétiste, a beau s'enfoncer dans la tête que l'U. R. S. S. c'est le ciel ou que le Front populaire, l'augmentation des salaires et l'arbitrage obligatoire seront la panacée de la vie chère, voire de la question sociale, le mécanisme grippe chez l'un comme chez l'autre.

L'ombre de la faillite, d'une faillite qui n'épargne rien ni personne, monte à l'horizon tout entier.

Faillite du capitalisme libéral, et de la démocratie bourgeoise

Si mélangée qu'elle fût de survivances féodales, l'Europe d'avant la guerre, abstraction faite de la Russie et des Balkans, formait, malgré ses frontières et ses inégalités de développement, un ensemble social engagé dans la même aventure : la production capitaliste et se réclamant des mêmes fins : bien-être et liberté, accroissement général des richesses et épanouissement de l'individu.

Malgré des crises qui faisaient périodiquement passer sur les entreprises le vent de l'échec et de la ruine, malgré les périodes de chômage, l'essor industriel, commercial et colonial avait été tel, durant cette longue période de paix d'après la guerre de 1870, que la foi dans le système restait intacte.

Bien plus, cette réussite d'où la grande bourgeoisie et les classes moyennes (périodiquement rançonnées certes, mais bénéficiant vite de profitables revanches) tiraient une assurance sans pair, donnait une base tangible au réformisme parlementaire et trade-unioniste qui domestiquait une large fraction des ouvriers organisés et démoraisait les autres. Les révoltes ouvrières du XIX^e siècle se perdaient dans la nuit des temps. La voie ouverte pour la bourgeoisie révolutionnaire, en Angleterre au XVII^e siècle, en France au XVIII^e, semblait libre vers le bien-être et le progrès indéfinis. Partout retentissaient des hymnes au libre échange de marchandises librement produites. Un avenir de paix et de prospérité s'offrait aux descendants assagis et nantis des destructeurs de l'État absolutiste.

En fait, rien n'était plus trompeur que ce riant tableau,

trompeur parce qu'anachronique, trompeur enfin parce que ridiculement partiel.

Alors que la démocratie bourgeoise prônait encore par toutes ses bouches les vertus de la libre concurrence et la magie féconde du « laisser faire, laisser passer », alors qu'elle célébrait les bienfaits d'un État tutélaire, dispensateur éclairé autant que désintéressé du droit et de la justice pour tous, la concentration des entreprises et des capitaux avait édifié, depuis la fin du XIX^e siècle, ces monopoles, ces cartels, ces trusts et ces banques gigantesques qui bouleversaient rapidement quoique de façon souterraine l'économie libérale et ses naïfs ou hypocrites échafaudages.

A la libre concurrence individuelle, la concentration industrielle et financière substituait de plus en plus une concurrence géante. Disposant de moyens financiers et techniques énormes, le capitalisme monopoliste contrôlait des secteurs entiers des marchés nationaux et s'élançait à la conquête des marchés extérieurs et des matières premières. Subordonnant toute autre considération au surprofit qu'il tirait de ses manipulations quasi souveraines de l'offre, voire de la demande, tant sur le marché des capitaux et du travail que sur le marché des produits, il s'annexait de plus en plus les États nationaux pour faire jouer à son avantage, dans les rivalités extérieures et la lutte de classe intérieure, la force de coercition, l'appareil légal, militaire et policier qui est leur apanage.

Mais le monde a beau offrir au pillage des richesses naturelles et à l'exploitation du consommateur un champ immense, ce champ, lui-même limité, se restreignait encore chaque jour par suite des progrès en quantité et en qualité de l'équipement industriel. Au début du XX^e siècle, la production monopoliste se heurtait aux limites du monde non capitaliste dont elle s'était partagé la plus grande part. La concurrence dirigée et déchaînée des monopoles et des trusts qui se substituait comme ressort essentiel du régime à la libre concurrence individuelle, aiguillait donc entre les grands États nationaux qu'elle domestiquait des rivalités inexpiables. La guerre douanière appelait la guerre. Le nationalisme antiféodal de la bourgeoisie libérale s'exaspérait en chauvinisme. La course aux armements et le militarisme gonflaient monstrueusement le *standing* financier et politique des États.

Au sein du capitalisme primitif : libéral et pacifiste, et de son expression politique : la démocratie bourgeoise, d'essence individualiste et anti-étatique, se dessinaient ainsi les rudiments d'un capitalisme autoritaire, tendu vers la défense et la conquête des « places au soleil » et prêt, s'il le fallait, à célébrer, jusqu'à la tyrannie, avec l'État prodigieusement armé qu'il pliait à son service, les noces de la contrainte sociale et militaire.

Quand la guerre de 1914 mit à nu dans toute son horreur cette forme impérialiste du capitalisme, quand elle la consacra dans une destruction et un massacre qu'on n'avait pu imaginer, le rêve de liberté et de paix par la prospérité fait par le capitalisme libéral s'effondra dans la dictature militaire et dans l'économie de guerre totalement étatisée.

Il ne devait plus renaître — chez les vainqueurs seuls — que comme ces fantasmes euphoriques qui hantent le chevet des malades et des mourants.

Les illusions perdues

UNE chronique même brève des illusions perdues depuis la guerre par le libéralisme dans sa course à la prospérité évanouie et à la paix dépasserait le cadre de la présente étude.

De l'« Allemagne paiera » aux amputations et aux

manipulations monétaires, de la prospérité à l'américaine qui enthousiasmait tant M. Spinasse, de la rationalisation et de l'économie dirigée au chômage, des tentatives de restauration du libre échange au protectionnisme, à la restriction de la production et à la destruction des produits, la faillite de l'économie libérale, frappée à mort par l'impérialisme, s'avère en 1938 totale.

Malgré leur victoire, malgré l'écrasement et la spoliation des vaincus consommés par le traité de Versailles, tous les artifices, tous les expédients mis en œuvre par les vainqueurs pour refaire fleurir sur les ruines de la guerre la prospérité et la liberté se sont avérés impuissants devant la décadence irrémédiable du marché mondial, l'appauvrissement ou la mise hors de cause de l'immense majorité des consommateurs.

Alors que les ex-vainqueurs disposent de la quasi-totalité des matières premières fondamentales, nécessaires à l'industrie, alors que le progrès technique a triplé leur capacité de produire, nul d'entre eux ne peut écouler ses marchandises cependant artificiellement raréfiées.

Chez les vaincus ruinés et humiliés au delà de toute expression, mêmes contorsions, même processus, mais foudroyants, car là aucun espoir, nulle illusion n'étaient possibles.

Après avoir étouffé — de concert avec les vainqueurs — la révolution socialiste et rejeté un régime démocratique privé de toute base par l'économie en haillons qui lui avait été imposée, l'impérialisme allemand s'est jeté à corps perdu — rattrapant et dépassant l'Italie qui lui avait montré la voie — dans l'étatisme totalitaire, dans la dictature politique et économique tendue vers l'autarcie, seuls propres à le mener rapidement à la revanche militaire.

Armements, réarmements, surarmements... le cycle infernal, bouclé en 1914 sur les ruines du « laisser faire, laisser passer » est renoué quinze ans seulement après la fin de la « dernière des guerres ». Au signal de l'Allemagne, le monde capitaliste renonce sous nos yeux à la reconstruction économique et se tourne vers la destruction militaire. La dépression inouïe qui dure depuis 1930 n'est pas une crise, elle est le signe de l'impossibilité pour l'impérialisme de « digérer » la guerre de 1914 et de la nécessité croissante où il se trouve de recourir pour subsister à la tyrannie et au massacre.

Remarque capitale :

Ce processus sinistre affecte le système entier. Chacun à sa façon, chaque pays progresse dans les voies de l'étatisme, de la contrainte et de l'autarcie.

De l'économie plus ou moins dirigée à l'américaine au protectionnisme impérial de l'Angleterre, des barrières douanières et des contingentements à la française au monopole du commerce extérieur, des programmes de grands travaux au plan quinquennal russe, au plan de quatre ans allemand, de l'arbitrage obligatoire au corporatisme fasciste et au monolithisme policier de Staline, la nature profonde du phénomène ne change pas.

Les années d'économie de guerre et de dictature nationale-terroriste imposées, de 1914 à 1918, par les États à leurs sujets ont laissé sur tout et en tous une empreinte si décisive que ces formes sociales écrasantes s'offrent naturellement au désarroi des dirigeants. Ici la liberté est malade, là elle se meurt, là elle est morte.

De l'étatisme mou des démocraties contemporaines à l'étatisme dur des fascismes, la différence est de degré et non d'essence. Le capitalisme libéral, transmué par l'impérialisme, bascule dans une sorte de haut moyen âge motorisé.

Faillite du réformisme

DE quelque angle qu'on considère les temps modernes, la guerre de 1914 y apparaîtra toujours plus comme le tournant décisif.

C'est elle, ce sont ses conséquences inexorables qui ont précipité et signifié la ruine de l'édifice libéral, porté à leur comble les contradictions et l'impuissance économique de l'impérialisme. Mais, c'est elle, aussi, qui a été la pierre de touche sinon du socialisme, du moins de ses diverses écoles, dans leurs efforts pratiques pour reprendre à leur compte, des mains de la bourgeoisie défaillante, le rêve de bien-être et de liberté individuelle fait avec elle, puis contre elle, après le commun triomphe sur le féodalisme et l'absolutisme royal.

En se jetant, le 2 août 1914, dans l'Union sacrée et dans le massacre, en abdiquant sans coup férir la lutte de classe internationale aux mains d'États armés d'une féroce toute-puissance, la sociale-démocratie, le syndicalisme réformiste ou révolutionnaire et l'anarchisme théoriques et pratiques d'avant la guerre signaient d'un trait de sang l'aveu de leur faiblesse, de leurs erreurs ou de leur imposture.

Balayés par la tempête, l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme organisés se confinaient dans les pays hispaniques préservés de la guerre et, dans une moindre mesure, en Italie. Quant aux internationales socialiste et syndicale, elles purent bien depuis lors poursuivre une existence fantomatique, leurs sections nationales, intégrées directement ou indirectement dans les États bourgeois avec lesquels elles s'étaient confondues au moment décisif, partagèrent désormais purement et simplement le sort de ces derniers.

Avec eux, dans leur sein, elles mangèrent les fruits patriotiques de la victoire et ceux de la défaite, imposèrent ou subirent patriotiquement le banditisme juridique des traités de 1919, énervèrent ou réprimèrent les mouvements de révolte ouvrière.

Ombre portée (sur la classe ouvrière) du capitalisme libéral dont le succès, au temps de leur croissance, les avait détournées de leurs origines révolutionnaires dans les voies du réformisme, elles partagèrent, elles partagent encore, sous le signe de l'intérêt national et de la collaboration des classes, les avatars posthumes du libéralisme. C'est ainsi que, dispersées ici à coups de soulèvements par le fascisme pressé de ceindre sa cuirasse, elles volent là, ivres de servilité, sur le chemin de l'étatisme suivi bon gré mal gré par les démocraties, ou plus exactement par les ploutocraties impérialistes, dans leur marche à la ruine et à la guerre.

Dressées contre l'État de droit divin puis contre l'État de droit laïque de la bourgeoisie, elles sont revenues sous l'aile de cet État. De l'autorité et de l'exploitation tempérées par la prospérité à l'autorité et à l'exploitation exaspérées par la crise et par l'impérialisme, elles aussi ont bouclé la boucle.

Bref, si l'on considère l'ensemble du processus du point de vue de ses fins idéales et de ses moyens, rien ne distingue la faillite pratique des écoles socialistes du XIX^e siècle, de la faillite bourgeoise, si ce n'est, peut-être, que la part des hommes y fut plus grande que celle des choses.

Eclat et faillite du bolchevisme

A la fin et au lendemain de la guerre de 1914 on put croire un moment que le cercle dantesque du capitalisme impérialiste était brisé, que tant d'hommes n'étaient pas morts en vain, que tant de ruines et

de souffrances n'avaient pas été accumulées pour rien, bref que la civilisation occidentale repartait sous le signe du socialisme héroïque des origines pour une étape bouleversante.

Malgré l'Union sacrée, malgré les Guesde, les Cachin, les Vandervelde... et les Blum, les Kautsky, les Ebert et les Scheidemann, les Henderson et les Snowden, les Plekhanov et les Tseretelli, malgré les Jouhaux, les Citrine et les Legien, sans parler des Kropotkine et des Jean Grave, le carnage et la détresse des masses européennes reposaient les questions extrêmes posées au milieu du XIX^e siècle par le socialisme et la lutte de classe devant le déchaînement du capitalisme libéral, puis éludées par un demi-siècle de prospérité.

La misère et la révolte élémentaire du peuple le plus « retardataire », le plus écrasé et le plus meurtri dans la paix et dans la guerre, le moins touché par la prospérité libérale, jetaient à bas, presque sans résistance, cette combinaison d'absolutisme asiatique et de capitalisme impérialiste que formait le tsarisme. Les diverses sortes de socialistes russes, tous ralliés à la guerre, s'efforçaient de faire rentrer cette force élémentaire dans le lit de la démocratie bourgeoise, mais le lit de la démocratie bourgeoise, c'était le lit de torture de la guerre impérialiste, la famine, la terreur militaire et policière, le massacre.

Un homme : Lénine, qui par Marx et, à travers Marx, par Bakounine, Blanqui et Robespierre trempait de toutes ses fibres de révolté russe aux sources de la violence révolutionnaire moderne, sut capter cette force à l'aide du petit parti bolchevik qu'il avait créé, armé de pied en cap et qu'il poussa littéralement à l'assaut du faible gouvernement provisoire, non pas pour la conquête du pouvoir bien lèché, représentatif et mathématique de la démocratie bourgeoise, mais pour celle du pouvoir direct dont nul parti ne voulait, que tous redoutaient : le terrible pouvoir des soldats mutins, des ouvriers armés et des paysans révoltés, discutant le coup dans leurs Soviets.

Défi d'une audace folle, tempérée cependant par la prévision d'une révolution en Allemagne puis en Europe, seule capable de donner à la révolution russe les moyens techniques et culturels qui lui manquaient pour aborder la réalisation de ses idéaux. Années brèves, fulgurantes où pour la première fois, depuis les balbutiements de la Commune de Paris, le marxisme révolutionnaire, sous la forme particulière que lui donnait Lénine, brisait dans un pays les cadres et les ressorts de l'exploitation et de l'oppression et renversaient toutes les valeurs bourgeoises impérialistes.

Au lieu de l'État-massue des exploiters et des privilégiés, au lieu de son armée, de sa police, de sa justice : les ouvriers et les paysans en armes.

Au lieu du patriotisme et de ses supplices absurdes, le défaitisme et l'internationalisme.

Au lieu de la propriété privée et trustifiée, la socialisation des entreprises et des banques.

Au lieu de l'extrême inégalité sociale masquée par l'égalité politique, l'égalité de fait des travailleurs.

Au lieu de la contrainte, la solidarité.

Au lieu de l'autorité des maîtres, la liberté des esclaves.

Comment les révolutionnaires de toutes tendances : anarchistes sitôt dressés, S. R. de gauche, syndicalistes révolutionnaires et socialistes minoritaires d'Europe, éveillés déjà par Zimmerwald et par Kienthal, n'eussent-ils pas rallié en nombre croissant le drapeau rouge brandi par le bolchevisme de Lénine sur le champ de carnage européen, la cause enflammée de l'Internationale communiste improvisée sur les ruines de la II^e Internationale ?

Effectivement, sous la violence de la décharge, les États impérialistes, affaiblis par la guerre, appréhendaient le

pire. L'intervention militaire en Russie se déclenchait. L'homme au couteau entre les dents terrifiait le bourgeois et le bon peuple qui se pâmaient hier sur Rosalie la baïonnette. Chez les puissances centrales la défaite passait la main aux masses soulevées. Les sections des internationales socialiste et syndicale, crispées sur les fantômes de la démocratie bourgeoise, sur son « droit » et sa « liberté » gorgées de sang et de honte, tremblaient...

Il ne nous appartient pas de rappeler ici (1) « comment en un plomb vil, l'or pur s'est changé », comment l'avortement de la révolution en Europe et le rétablissement social de l'impérialisme, isolant la révolution russe, multiplia sur son chemin les pires difficultés, l'enfonça en elle-même et permit ainsi aux germes de dégénérescence qu'elle tenait de l'arriération paysanne de son pays autant que de l'unilatéralité de sa théorie et de sa pratique, de s'épanouir, dès 1921, lors de l'écrasement de la Commune de Cronstadt et la mise hors la loi des divers partis et tendances du mouvement ouvrier, pour aboutir à l'U. R. S. S. d'aujourd'hui, ennemi international n° 1 du socialisme et de la liberté, insurpassable parangon de l'imposture historique et de la tyrannie.

Que nos nationaux-communistes ne hurlent pas au « fascisme » ! Nous constatons simplement qu'en faisant sienne l'idéologie démocratique-chauvine du pire social-patriotisme de 1914 et en livrant ainsi les travailleurs qu'il dupe aux États impérialistes dont il espère être l'allié dans la guerre « des fascismes contre les démocraties » jugée par lui comme imminente, l'État stalinien (et sa soi-disant Internationale communiste) contribue, plus que le fascisme qui lutte à visage découvert, à étouffer partout (comme en Espagne) toute renaissance révolutionnaire. Enfin, quand Hitler ou Mussolini exploitent et tyrannisent leurs peuples, quand ils les saoulent de nationalisme, ils sont dans leur rôle contre-révolutionnaire et ils ne compromettent que le fascisme et l'impérialisme. En agissant de même — avec, en plus, une barbarie tout asiatique — c'est le socialisme révolutionnaire que l'État stalinien et ses mercenaires internationaux prostituent.

Qu'il nous suffise de constater, vingt ans après Octobre, qu'en Russie (mieux encore qu'en Allemagne) l'État, « le monstre le plus froid de tous les monstres froids », écrase la grande majorité des hommes au profit des privilégiés qui le gèrent, des militaires et des policiers qui le défendent.

Cette déchéance de la soi-disant République socialiste fédérative des Soviets de Russie, du soi-disant État ouvrier, de la soi-disant Patrie socialiste, exploitée par une bureaucratie asservie à un chef divinisé (plus certes que Hitler et Mussolini) qui subordonne toute considération à la conservation de son pouvoir, parfait le désarroi du révolutionnaire ou simplement de l'homme qui ne se résigne pas sous des prétextes patriotiques à l'esclavage aléatoire du salariat, à l'inquiétude avilissante du lendemain, à l'horreur de la guerre moderne.

Pourtant, si l'on répugne à tenir l'homme — c'est-à-dire soi-même — pour un fauve stupide, à jamais justiciable du régime de la trique, de la viande ou de la viande creuse des mots ; si l'on se refuse à désespérer de la civilisation occidentale et de sa fin : le libre épanouissement de la personnalité, il faut bien, même si le temps manque, même si tout est déjà perdu, repartir vers un avenir qui dépasse l'individu et qui crève les formes dans lesquelles nous nous débattons.

C'est ici qu'interviennent, ramenées à la surface d'un

(1) Voir *De Lénine à Staline*, par Victor Serge, numéro du *Crapouillot* janvier 1937.

monde en perdition par les événements d'Espagne, les tendances anarchistes et anarcho-syndicalistes.

La liberté ou la mort

Deux faits ou plutôt deux groupes de faits commandent donc notre époque.

A des degrés divers qui tiennent à des différences de richesse et de développement historique, l'étatisme et le nationalisme, la contrainte sociale et la préparation à la guerre s'imposent sous nos yeux à tous les pays. Qu'ils se réclament du fascisme, de la démocratie ou du socialisme, que le capitalisme y soit, en principe, privé ou d'État, partout une main de fer se porte insidieusement ou brutalement sur des économies nationales appauvries, de plus en plus étanches et armées. L'Angleterre elle-même, avec son protectionnisme impérial et son réarmement massif, suit le mouvement. Bref, dans un ensemble de régimes basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme et sur la concurrence internationale, les antagonismes sociaux et nationaux croissent en raison directe de la restriction et de la concentration du profit. Pour étouffer ou contenir la révolte, pour défendre ou pour conquérir une proie d'autant plus nécessaire qu'elle diminue chaque jour, le recours à la violence étatique dans tous les domaines de l'activité humaine se présente comme une panacée.

Par ailleurs, un deuxième groupe de constatations s'impose.

Devant cette croissance universelle et continue des forces d'exploitation, d'oppression, de destruction qu'il se flatte de briser, le socialisme constitué a fait faillite. Anéanti par les États dits fascistes, domestiqué et assimilé par les États dits démocratiques, il a donné naissance en Russie, sous la forme violente et originale du bolchevisme dit communiste, à un nouvel État plus exploiteur et plus oppressif qu'aucun autre. De la révolution d'Octobre a surgi peu à peu une tyrannie nouvelle, exercée, sous le joug d'un autocrate, par une caste bureaucratique constituée en État national, policier, militaire et technique, qui tire sa toute-puissance non plus de la propriété privée des moyens de production et d'échange, mais de la gestion terroriste de ces moyens.

Bref, qu'il se pose sous l'angle de la décadence du capitalisme libéralo-impérialiste ou sous l'angle de la faillite du réformisme et de la révolution russe, le problème de l'État instrument d'écrasement national et international de l'immense majorité des hommes s'impose à nous comme un cauchemar.

Comment lutter contre l'État ? Comment l'abattre et le détruire ? Par quoi et comment le remplacer dans les fonctions d'administration et de sauvegarde individuelle et collective qu'il assumait au service des classes dominantes, sans que — comme il en a été jusqu'à présent de règle dans toutes les révolutions victorieuses, même prolétaires — un nouvel État exploiteur, oppressif et belliqueux, ne renaisse des cendres de l'ancien ? Ces questions que la réalité contemporaine pose plus instamment que jamais à la pensée et à l'action révolutionnaires s'étaient posées dès l'origine du socialisme moderne.

..

Qu'il fût anarchiste ou marxiste, le socialisme révolutionnaire, au milieu du XIX^e siècle, ne s'était pas mépris sur l'importance capitale d'un problème que la misère, l'émeute et l'insurrection posaient dans la chair vive et

dans le cœur des ouvriers. Comme la propriété était le vol, l'État national de classe, sa police, ses juges, ses prêtres et son armée, rempart de la propriété bourgeoise, était l'ennemi.

Proudhon, Marx et Bakounine avaient le même ressort : l'exaltation de la personnalité humaine et son affranchissement de l'oppression que l'État (« parasite qui se nourrit de la substance de la société et en paralyse le libre arbitre », écrivait Marx après la Commune) né de l'essor du capitalisme, faisait peser sur l'individu. Marx et Engels, Proudhon et Bakounine étaient des humanistes révolutionnaires. Leur raison d'être, la dynamique de leurs efforts, ce n'était pas le nihilisme, l'anéantissement de la société, c'était la réalisation du rêve de la Révolution française, l'accomplissement social de l'individu humain.

Au sens le plus profond des mots, tous quatre étaient des anarchistes, des socialistes anti-autoritaires et libertaires.

Pourtant, la principale divergence, d'ordre essentiellement tactique, qui devait entraîner en 1872 la rupture entre Marx et Bakounine, était déjà présente dans le *Manifeste communiste*. D'accord avec l'anarchisme sur la nécessité du « renversement violent de la bourgeoisie », d'accord avec lui sur celle de « substituer à l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classe, une association où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous », Marx et Engels se séparaient de lui dans ce document contradictoire, en faisant de l'État prolétarien qui centraliserait dans ses mains « tous les instruments de production », « la rente foncière », « le crédit », « tous les moyens de transport », « l'éducation publique et gratuite des enfants », etc., le *deus ex machina* de la transformation sociale et de la marche à la liberté.

En affirmant que « si le prolétariat s'érige par une révolution en classe dominante, et comme classe dominante, détruit violemment l'ancien régime de production, il détruit en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et par là même sa propre domination comme classe », en formulant ainsi dès 1847 la théorie fameuse de la dictature du prolétariat et du dépérissement logique de son État — théorie reprise par Lénine contre le réformisme et appliquée par Staline de la façon que l'on sait — le manifeste avait beau tenter de légitimer, du point de vue libertaire, la nécessité d'un pouvoir politique révolutionnaire exorbitant, l'anarchisme n'accepta jamais une telle conception. Tandis que Marx et Engels ne cessaient de la développer et de la préciser à la lumière de la révolution de 1848 et de la Commune, se targuant toujours de la concilier « dialectiquement » en « réalistes », avec leur libéralisme originel, Bakounine dénonçait en termes catégoriques ce syllogisme commode dans lequel il ne voyait qu'un artifice de langage.

« ... La politique nécessairement révolutionnaire du prolétariat, écrivait-il en 1872, après son exclusion de la I^{re} Internationale, doit avoir pour objet immédiat et unique la destruction des États. Nous ne comprenions pas qu'on puisse parler de la solidarité internationale lorsqu'on veut conserver les États — à moins qu'on ne rêve d'État universel, c'est-à-dire d'esclavage universel, comme les grands empereurs et les papes — l'État par sa nature même, étant une rupture de cette solidarité et par conséquent une cause permanente de guerre. Nous ne concevons pas non plus qu'on puisse parler de la liberté du prolétariat ou de la délivrance réelle des masses dans l'État et par l'État. État veut dire domination, et toute domination

suppose l'assujettissement des masses et par conséquent leur exploitation au profit d'une minorité gouvernante quelconque. »

Opposant à l'étatisme « déperissant » de la dictature marxiste du prolétariat l'article du programme de la I^{re} Internationale : « L'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », Bakounine s'exclamait :

« N'est-il pas étonnant que M. Marx ait cru pouvoir entrer sur cette déclaration pourtant si précise et si claire, et qu'il a probablement rédigée lui-même, son *socialisme scientifique*, c'est-à-dire l'organisation et le gouvernement de la société nouvelle par les socialistes savants — le pire de tous les gouvernements despotiques ? »

Et, évoquant la révolution marxiste, il écrivait ces lignes auxquelles le destin de la révolution russe confère une valeur de prophétie :

« Cette révolution consistera dans l'expropriation, soit successive soit violente, des propriétaires et des capitalistes actuels, et dans l'expropriation de toute la terre et de tout le capital par l'État qui, pour pouvoir remplir sa grande mission économique aussi bien que politique, devra être nécessairement très puissant et très fortement concentré. L'État administrera et dirigera la culture de la terre au moyen de ses ingénieurs appointés et commandant à des armées de travailleurs ruraux, organisés et disciplinés pour cette culture. En même temps, sur la ruine de toutes les banques existantes, il établira une banque unique commanditaire de tout le travail et de tout le commerce national.

« A l'intérieur, ce sera l'esclavage ; à l'extérieur, la guerre sans trêve, à moins que tous les peuples ne se résignent à subir le joug d'une nation essentiellement bourgeoise et d'un État d'autant plus despotique qu'il s'appellera l'État populaire. »

L'anarcho-syndicalisme possibilité de salut

Or, si l'État, le vieil ennemi du socialisme révolutionnaire, est toujours là, en 1938, intact et, dans ses formes impérialistes et stalinienne, plus monstrueux qu'on eût jamais pu le penser, les questions que son existence posait au milieu du XIX^e siècle et à propos desquelles marxistes et anarchistes se déchirèrent, ont reçu entre temps de l'expérience historique, des réponses partielles certes, négatives à coup sûr, mais riches d'enseignements non recueillis.

Le réformisme occidental a montré ce que valait la méthode des marxistes infidèles à Marx qui voulurent conquérir pacifiquement, à coups de bulletins de vote, l'État bourgeois, pour le mettre (sans le détruire) au service du socialisme. Le bolchevisme russe a montré de son côté ce que valait la méthode des marxistes qui, trop fidèles à un aspect tactique de la pensée de Marx, poussant à ses conséquences les plus extrêmes la théorie de la dictature du prolétariat et de l'État socialiste « déperissant », assirent en Russie cette dictature et cet État sur un parti prédestiné à être « l'avant-garde, le guide et le chef » du prolétariat triomphant.

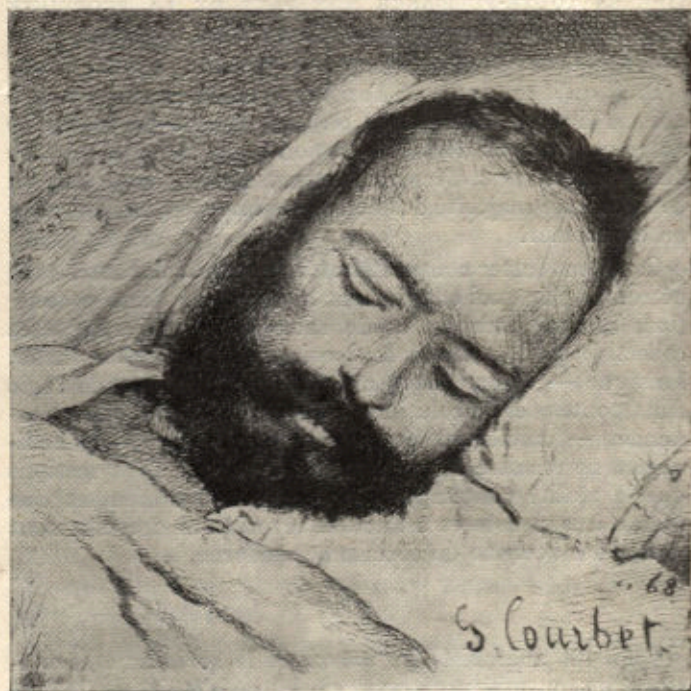
Enfin, l'expérience des années d'après la guerre a montré comment la combinaison du réformisme et du bolchevisme, hier ennemis et aujourd'hui unis dans la même apostasie nationaliste et étatiste, avait, à l'échelle internationale, livré au fascisme les travailleurs d'Italie et d'Allemagne.

Ce n'est pas, semble-t-il, faire preuve de partialité que de penser que, mieux qu'aucune tendance du mouvement socialiste en déroute, l'anarchisme (non conformiste et antidogmatique par nature), le communisme libertaire (riche de la tradition bakouninienne et de l'expérience anarcho-syndicaliste d'Espagne, si faussée que celle-ci ait été par le jeu impérialiste, si décevante qu'elle puisse paraître à certains égards) sont qualifiés maintenant pour procéder à la révision nécessaire des principes d'organisation et de tactique mis en œuvre par le réformisme et le bolchevisme.

A cet égard, l'union des idéaux anarchistes (que rien, à la limite, ne sépare des idéaux marxistes) avec le syndicalisme révolutionnaire, tel qu'il s'élaborait avant la guerre dans les pays latins, tel qu'il vit en Espagne, tel qu'il reste latent en France, revêt une importance extrême.

Par son caractère concret, technique et égalitaire, par son sens de l'action directe, par sa liaison intime avec les réalités du travail et les particularités des travailleurs, par sa connaissance de l'exploitation patronale et de l'oppression étatique, par son antimilitarisme instinctif et son internationalisme de sentiment, l'anarcho-syndicalisme fédéraliste, à condition de se garder comme de la peste de la corruption politicienne, paraît en effet seul capable — au moins dans les pays latins — de faire du *pouvoir révolutionnaire, inséparable (quoi qu'il ait pu en penser l'anarchisme traditionnel figé dans sa négation désespérée de toute politique) de la lutte armée, cette garantie vivante de démocratie intérieure et cet instrument d'auto-éducation socialiste des masses* que Marx et Lénine cherchèrent en vain dans leurs partis communiste et bolchevik.

JEAN BERNIER.



PROUDHON SUR SON LIT DE MORT

Eau-forte de Gustave COURBET.

ÉTRENNES 38

CATALOGUE DE L'OFFICE DE LIVRES DU « CRAPOUILLOT »

3, Place de la Sorbonne, PARIS (chèque-postal : 417.26)

JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

HISTOIRE DE LA GUERRE 1914-1918

Un beau volume de 410 pages in-4° avec 350 illustrations, relié pleine toile : 85 fr., relié demi-chagrin..... 105 »
L'édition originale de luxe, numérotée sur splendide papier couché, en 4 tomes brochés sous couvertures japon nacré..... 130 »
L'édition originale, présentée sous reliure de grand luxe PLEIN VÉLIN..... 325 »

HISTOIRE DE LA III^e RÉPUBLIQUE 1870-1935

Un beau volume de 250 pages in-4° avec 250 illustrations, relié pleine toile : 73 fr., relié demi-chagrin..... 93 »
L'édition originale de luxe numérotée sur splendide papier couché en 3 tomes, sous couvertures japon nacré..... 90 »
L'édition originale présentée sous reliure de grand luxe PLEIN VÉLIN..... 285 »

PORT PAR VOLUME : FRANCE ET COLONIES, CINQ FRANCS. ÉTRANGER, DIX FRANCS

Jolis ouvrages illustrés

NOUVEAUTÉ

GUS BOFA

LA SYMPHONIE DE LA PEUR

Ouvrage de luxe de 160 pages dans le format in-4° carré, présenté sous couverture rempliée, imprimé en deux tons par Ducros et Colas avec 40 dessins hors texte du grand artiste Gus Bofa.

L'exemplaire numéroté sur lafuma Navarre : 200 fr.

GABRIEL CHEVALLIER

CLOCHEMERLE

Livre gai, édition de luxe, orné de dessins dans le texte et de 16 hors-texte en couleurs de Lucien Boucher (330 pages, format 20x56).

L'exemplaire numéroté sur vélin..... 100 fr.

HONORÉ DE BALZAC

NAPOLÉON

Un album cartonné pour enfants (absolument NEUF) orné de 65 illustrations en 6 et 8 couleurs, au pochoir, au lieu du prix d'édition de 60 fr., soldé net... 20 »

MARCEL AYMÉ

LA JUMENT VERTE

Livre gai, édition de luxe, orné de nombreux et plaisants dessins de Chas Laborde.

L'exemplaire numéroté sur alfa..... 75 fr.

JEAN-JACQUES BROUSSON

JEANNE D'ARC

Un volume cartonné pour enfants (absolument NEUF) orné de 65 illustrations en 6 et 8 couleurs, au pochoir, au lieu de 60 fr., soldé net..... 20 »

MAURICE MAGRE ET HENRY LYONNET

LES FÊTES EN ORIENT ET DANS L'ANTIQUITÉ

Superbe volume format in-4° (23x31) de 394 pages avec 24 planches hors texte, 50 gravures hors texte et 265 gravures dans le texte.

ÉMILE MAGNE

LES FÊTES EN EUROPE AU XVII^{me} SIÈCLE

Superbe volume in-4° de 394 pages avec 24 planches hors texte et 400 gravures dans le texte.

Chaque volume au lieu du prix d'édition de 120 fr. 40 FR.

PORT PAR VOLUME SÉPARÉ : 7 francs — PORT DES 2 VOLUMES ENSEMBLE : Gratuit (pour la France)

Pour les soldes Port GRATUIT pour la France au-dessus de 50 fr. de commande ; pour l'étranger le port est toujours facturé

Des livres légers à ne pas mettre entre toutes les mains

FLORILÈGE DES CONTEURS GALANTS

DU XVIII^e SIÈCLE

2 volumes in-4° carré (22,5 × 28 cm.), sous couverture en couleurs de J. Boisseau, ornements et lettrines de B. Gros-aer. L'illustration comporte 64 planches hors texte, dont 4 en couleurs par A. Bagarry. Dessins rehaussés de lavis ou d'aquarelles, reproduits en phototypie et coloriés au pochoir par D. JACOMET.

Des contes libertins présentés avec un goût exquis

Belle édition brochée sur vélin numérotée, au lieu du prix d'édition de 260 francs, net et franco de port 140 »
Belle édition RELIÉE sur vélin numérotée, au lieu du prix d'édition de 450 francs, net et franco de port 250 »

LES MAÎTRES DE L'AMOUR

Célèbre collection publiée sous la direction de Guilleume Apollinaire, d'une présentation impeccable et d'une haute tenue littéraire.

JOHN CLELAND : <i>Mémoires de Fanny Hill, femme de plaisir</i> , avec six gravures d'Hogarth, au lieu de 25 francs 15 »	DULAURE : <i>Des divinités génératrices et du culte du phallus chez les anciens et les modernes</i> (au lieu de 15 fr.) .. 12 »
BAUDELAIRE : <i>Les fleurs du mal</i> (avec les pièces interdites). 12 »	LE LIVRE D'AMOUR DES ANCIENS (au lieu de 15 fr.) .. 12 »
P.-C. BLESSEBOIS : <i>L'œuvre libertine</i> 12 »	LE LIVRE D'AMOUR DE L'ORIENT : KAMA-SOUTRA .. 12 »
BRANTÔME : <i>Recueil d'aucunes rymes de mes jeunes amours</i> (au lieu de 25 fr.) 12 »	M. MAGRE : <i>Les belles de nuit. — Les soirs d'opium, etc.</i> 10 »
CASANOVA : <i>Aventures d'amour de Casanova à travers l'Europe</i> (2 vol.) 22 »	PÉTRONE : <i>Le Satyricon</i> 10 »
ANDRÉA DE NERCIAT : <i>Le diable au corps; les aphrodites</i> .. 15 »	MARQUIS DE SADE : <i>Zoloe, Justine, Juliette, etc.</i> 10 »
MIRABEAU : <i>Erotikon</i> (au lieu de 18 fr.) 12 »	CH. SOREL : <i>L'histoire comique de Francion</i> 10 »
	VOLTAIRE : <i>L'œuvre galante</i> 10 »

BIBLIOTHÈQUE DES CURIEUX

Chaque volume in-8 broché soldé au lieu de 12 à 35 fr., net : 10 fr.

RENÉE DUNAN : <i>Le Masque de fer</i> .	HERVEZ : <i>Mignons et Courtisanes au XVI^e siècle.</i>
FLEISCHMANN : <i>Bâtard d'Empereur</i> .	— <i>La Régence galante.</i>
HERNANDEZ (Dr L.) : <i>Le procès de Gilles de Rais.</i>	HUGHES REBELL : <i>Gringalette (femmes châtiées)</i> (au lieu de 35 fr.).
— <i>Les procès de sodomie.</i>	VÈZE et VOLLAND : <i>De Vénus à Leda I. L'Olympe.</i>
HERVELZ : <i>Les Maîtresses de Louis XV.</i>	— <i>De Vénus à Leda II. Les Dieux chez les Mortelles.</i>
— <i>Le Portefeuille d'un Jalou rouge.</i>	— <i>De Vénus à Leda III. Héros et Légendes d'amour.</i>
— <i>Le Baiser. Courtisanes d'Athènes et de Corinthe.</i>	
— <i>Gestes et chants d'amour des peuples d'Israël.</i>	

BEAUX ALBUMS

LE LIVRE DES CHARMES

Très bel album où sont cités quelques-uns des plus jolis textes, écrits à la louange du Corps Féminin par BOCCACE, BRANTÔME, RONSARD, Théophile GAUTIER, BAUDELAIRE, VERLAINE, Pierre LOUYS, H. de REGNIER, COLETTE, J. ROMAINS, ANATOLE FRANCE, GIDE, etc., illustré de 29 planches dans le texte et hors texte des meilleurs photographes actuels.

Au lieu du prix d'édition de 60 fr., net... 20 fr.

Adresser toutes les commandes à l'« Office du Crapouillot », 3, place de la Sorbonne, Paris. (C.-P. 417.26)

FEMMES

Bel Album de 20 planches photographiques de Nus féminins imprimés héliogravés en pleine page sur beau papier d'art, sous portefeuille cartonné. Édition « Arts et Métiers Graphiques ».

Au lieu du prix d'édition de 30 fr., net... 16 fr.

CHARLES PLISNIER

— obtient le —

PRIX GONCOURT

avec

FAUX PASSEPORTS

ÉDITIONS CORRÈA

20 frs

ELSA CHOC

**LE
TRAIN
BLEU**

roman
de deux femmes

EXCLUSIVITÉ HACHETTE

12 fr

Romans

MARGUERITE AUDOUX
DOUCE LUMIÈRE
1 VOL. 18 FR.

LUDOVIC MASSÉ
LE MAS DES OUBELLS
1 VOL. 15 FR.

LA FLAMME SAUVAGE
1 VOL. 15 FR.

OMBRES SUR LES CHAMPS
1 VOL. 15 FR.

HENRY POULAILLE
AMES NEUVES
1 VOL. 15 FR.

LE PAIN QUOTIDIEN
1 VOL. 15 FR.

LES DAMNÉS DE LA TERRE
1 VOL. 18 FR.

PAIN DE SOLDAT
1 VOL. 24 FR.

VICTOR SERGE
DESTIN D'UNE RÉVOLUTION
1 VOL. 18 FR.

Lettres de **SACCO** et **VANZETTI** - Lettres de **PROUDHON**
1 VOL. 15 FR. 1 VOL. 15 FR.

CHEZ GRASSET

Voici enfin

LE DICTIONNAIRE DES SCIENCES OCCULTES

Ce livre si impatiemment attendu, renferme tous les secrets de l'Astrologie, de la Chiromancie, de la Graphologie, de l'Alchimie, de la Magie, de la Sorcellerie, du Spiritisme, de la Télépathie.

Il dévoile tous les procédés de divination : présages, cartes et tarots, blancs d'œufs et marc de café, etc...

Il est suivi d'un DICTIONNAIRE DES SONGES.

Édité par la Librairie des Champs-Élysées, 23, rue Marbeuf, à Paris, sous la direction de Frédéric Boutet, ce très important ouvrage que tous les esprits curieux voudront posséder, est d'une documentation très sûre.

Il est vendu dans toutes les librairies au prix de 25 francs broché, 40 francs relié.

PRIX FEMINA

RAYMONDE VINCENT

Campagne

52^e mille

18 fr.

STOCK

LÉON BERMAN

HISTOIRE DES JUIFS DE FRANCE

UN FORT VOLUME DE 520 PAGES..... 30 FR.

Un document objectif et impartial sur un chapitre inédit de l'Histoire de France.

Demander notice explicative

LIBRAIRIE LIPSCHUTZ
4, place de l'Odéon - PARIS - Ch. p. 233-72

HENRI GUILBEAUX Seul confident français
— de Lénine —

LA FIN DES SOVIETS (Un volume 12 fr.)

LÉNINE N'ÉTAIT PAS COMMUNISTE (Un vol. 15 fr.)

L'imposture communiste démasquée dans deux livres cinglants par un des fondateurs de la troisième internationale.

ÉDITIONS **EDGAR MALFÈRE** 12, Rue Hautefeuille et
116, Boul. St-Germain, Paris-6^e

FERNAND SORLOT

P. G. DUBLIN

LA VIE DE

L'ARÉTIN

PRIX
30 FR.

PORNOGRAPHE ?
MAÎTRE CHANTEUR !
INSPIRATEUR DE MOLIÈRE.

7, RUE SERVANDONI, PARIS

LA LUMIÈRE

LE GRAND HEBDOMADAIRE DES GAUCHES

le journal libre d'un peuple libre

Abonnement d'essai : DEUX MOIS 5 francs

LE NUMÉRO : 1 fr. 25

LA LUMIÈRE

194, rue de Rivoli, PARIS-1^{er}



TOUS LES SAMEDIS

LA FLÈCHE

UN FRANC

HEBDOMADAIRE POLITIQUE DE COMBAT

qui publie dans chaque numéro avec les articles d'actualité de

BERGERY, DÉAT, DELAISI

LE FEUILLETON DE

JEAN GALTIER-BOISSIÈRE

LE PAMPHLET DE

HENRI JEANSON

LA CHRONIQUE CINÉGRAPHIQUE DE

HUGUETTE EX-MICRO

LA CHRONIQUE de **GEORGES PIOCH**

L'abonnement à la "Flèche" est particulièrement avantageux :
40 FRANCS par AN pour 32 numéros

ABONNEZ-VOUS à "LA FLÈCHE" 7, r. de la Michodière, Paris

Faire plaisir!

offrez un billet de la

LOTÉRIE NATIONALE

VENDREDI

fondé par des écrivains et des journalistes, et dirigé par eux,

EST LE GRAND HEBDOMADAIRE DE LA PAIX, DE LA VÉRITÉ, DE LA LIBERTÉ

Contre ces hebdomadaires qui, sous le couvert de la littérature, servent les formations de violence et la souveraineté de l'argent,

" VENDREDI "

journal libre. — fait par des hommes libres — pour des hommes libres
mène un combat qui est le vôtre !

Comité Directeur : André CHAMSON, Jean GUEHENNO, Andrée VIOLLIS

Tous les Vendredis : le n° UN franc.

Abonnements : 40 fr. par an.

LISEZ, FAITES LIRE, ABONNEZ-VOUS A VENDREDI